

Ritaglio dal Giornale

Journal de Genève di G. Genève del 7-X-74

L'initiative de l'Action Nationale (1)

Depuis dix ans le Conseil fédéral poursuit et renforce sa politique de stabilisation des étrangers en Suisse

En 1965, un troisième arrêté du Conseil fédéral renforça encore le contingentement par entreprise et étendit les restrictions aux saisonniers.

Première initiative en 1965

Le Conseil fédéral parlait de réduction de la main-d'œuvre et l'envisageait dans la perspective d'une stabilisation de la population étrangère. Or si le gouvernement avait quelque mal à faire par-tager ses inquiétudes au monde économique réti-cent, et aux syndicats, encore indécis, la vague des initiatives, elle, allait commencer. En 1965, le parti démocratique du canton de Zurich lançait une initiative contre la pénétration étrangère, réclamant que le nombre des étrangers établis ou en séjour ne dépasse pas le dixième de la population suisse.

Tout en repoussant cette initiative qui ne pouvait pas, disait-il, être supportée par l'économie nationale, le Conseil fédéral reconnut franchement dans son rapport aux Chambres daté de 1967, qu'un grave danger de pénétration étrangère s'était manifesté, que les mesures prises se révélèrent insuffisantes, et qu'il fallait les intensifier. On dénombreait alors 800 000 étrangers en Suisse. Devant cette volonté gouvernementale, l'initiative fut retirée, et de fait, le Conseil fédéral chercha à resserrer encore le contingentement par entreprise dans son arrêté de 1963.

Initiative Schwarzenbach

Mais le contingentement par entreprise fonctionnait mal et le Conseil fédéral s'appretait à changer de système. De son côté, le mouvement d'hostilité à la pénétration étrangère, lui, s'amplifiait soudain rapidement et gagnait des couches de plus en plus larges de la population suisse. Un sentiment de méfiance vis-à-vis de l'expansion se manifestait également. L'initiative Schwarzenbach allait servir de révélateur. Elle fut déposée le 20 mai 1969. Cette initiative, qui notamment ne visait pas les saisonniers et les frontaliers, prévoyait une limite par canton des étrangers (10% des citoyens suisses; 25% pour Genève). Le Conseil fédéral la combattit. Le Parlement le suivit. On sait qu'elle

On entend souvent dire, du côté des partisans de l'initiative de l'Action nationale, que rien, or presque rien, n'a été fait pour stabiliser la population étrangère en Suisse. C'est évidemment faux. Comme il serait faux de nier que si la politique officielle a bel et bien suivi une continuité, les différentes initiatives contre la surpopulation en ont sans doute précipité le

Par Jacques-Simon Eggly

Si l'on remonte dans le temps, les premiers documents officiels intéressés sont les traités d'établissement passés avec nos principaux voisins, traités qui donnent aux étrangers établis chez nous, les mêmes droits qu'aux Suisses, à l'exception des droits politiques. Mais si l'on cherche à cerner de plus près la réalité récente de la main-d'œuvre étrangère en Suisse, on peut citer le message du Conseil fédéral daté de 1961, proposant de ratifier un accord avec l'Espagne sur l'emploi des travailleurs espagnols en Suisse. A cette époque, le Conseil fédéral prévoyait surtout que notre économie pourrait avoir du mal à recruter la main-d'œuvre dont elle aurait besoin, en dehors du réservoir italien, et qu'il fallait donc faciliter le recrutement de cette main-d'œuvre partout en Europe. Toutefois dans ce message déjà, le Conseil fédéral évoquait indirectement les limites de cette immigration pour l'avenir. Plus récemment, le Conseil fédéral évoquait indirectement les limites de cette immigration pour la Suisse.

surpopulation étrangère. Il n'y avait pas alors, nous-le bien, d'initiative. Mais cet arrêté, le Conseil fédéral fixa le principe du contingentement par entreprise, pour les travailleurs à l'étranger. Il s'agissait de faire en sorte que les entreprises n'augmentent pas leurs effectifs de personnel et en restent à ce qu'elles avaient en 1962. Au-delà de cette cote d'alerte, non seulement il était prévu de ne plus accorder d'autorisation d'entrée mais les annuels en place n'avaient plus le droit de changer d'entreprise.

Le système montra tout de suite qu'il était difficile à appliquer, en raison de sa rigidité, de l'impossibilité d'un contrôle réel, et des inconvénients considérables qui en résultaient pour l'appareil économique. Pourtant, le Conseil fédéral essaya encore de l'ancrer dans les faits par un nouvel arrêté du même genre en 1964. C'est à cette époque que fut conclu aussi un nouvel accord avec l'Italie sur l'immigration en Suisse de ses ressortissants. Reconnaissant que l'utilisation de main-d'œuvre italienne prenait un caractère durable, notre pays acceptait de réglementer de manière plus humaine la situation de ces travailleurs en Suisse.

Mais c'est à ce moment qu'un sentiment de crainte vis-à-vis de cette immigration étrangère émergea à se manifester nettement. La commission des affaires étrangères, chargée d'examiner l'accord avec l'Italie, demanda au Conseil fédéral un rapport sur ce problème de l'immigration. Ce dernier admit qu'il convenait d'envisager une réduction de cet afflux et il en tira les conséquences.

En 1963 déjà: contingentement par entreprise

Pourtant, le vent tourna très vite. Il y eut ce qu'on a appelé la première surchauffe économique et les fameuses mesures préconisées par le conseil fédéral Schaffner. En avance sur le sentiment syndical et sur celui des milieux économiques et sociaux, le Conseil fédéral parlait, dans ce premier arrêté restreignant l'afflux de main-d'œuvre étrangère, daté du 1er mars 1963, de l'excès de la



M. ... 11-100 ...

ne fut repoussée que de peu: 654 588 non contre 587 714 oui. La majorité des cantons était plus forte, sept cantons ayant voté l'initiative; mais dans plusieurs autres, l'initiative n'avait été rejetée que de justesse. C'était le 7 juin 1970.

DIREZION

I SOCIALI

RASSEGN.

CIO VII

Ritaglio dal Giornale

del

Pourtant, sans désenrayer le Conseil fédéral avait continué sa politique de stabilisation et il avait adopté, lui aussi, un contingentement global par canton, moins rigide, plus en conformité avec la liberté de mouvement du travailleur, mais également beaucoup mieux contrôlable. L'arrêté du 16 mars 1970 précisait le nombre d'autorisations de séjour, à l'année pour chaque canton: par exemple Vaud avait droit à 2603 autorisations et Genève 2500. Le Conseil fédéral fixait le nombre de saisonniers par branche d'activité, et l'on exceptait les établissements d'enseignement et de formation, les hôpitaux et les médecins, les ménages privés, et naturellement l'agriculture. Il était évident que M. Schwarzenbach avait joué un rôle d'accélérateur pour la politique officielle.

Mais parallèlement, la pénurie de main-d'œuvre étrangère, notamment à cause des mesures prises se faisait sentir et commençait à déployer tous ses effets inflationnistes. Le Conseil fédéral était donc à la recherche d'un équilibre qu'il analysa fort bien dans son rapport sur les grandes lignes de la politique gouvernementale pendant la législature 1971-1975.

(à suivre)

¹ Cf. La Convention entre la Suisse et l'Italie conclue en 1868 déjà: art. 1er « les Italiens établis seront reçus et traités dans chaque canton de la Confédération sur le même pied et de la même manière que les ressortissants suisses des autres cantons ». Cet accord fut ensuite confirmé et il est de même nature que ceux passés avec les principaux autres pays d'Europe occidentale.

Les deux termes de l'alternative

■ L'initiative de l'Action nationale

Cette initiative vise à compléter la constitution fédérale de la Confédération suisse comme suit:

I

Art. 69 quater

- a) La Confédération prend des mesures pour combattre l'emprise étrangère et le surpeuplement de la Suisse.
- b) Le nombre des nouvelles naturalisations ne doit pas excéder 4000 par an.
- c) Le Conseil fédéral fait en sorte que le nombre des étrangers résidant en Suisse ne dépasse pas 500 000. Dans chaque canton, la proportion d'étrangers sera de 12% au plus de la population suisse résidante, à l'exception du canton de Genève, où elle sera de 25% au plus.
- d) Ne sont pas compris dans le nombre des étrangers selon la lettre c et sont exempts des mesures contre l'emprise étrangère et le surpeuplement: 150 000 saisonniers (ne résidant pas plus de six mois en Suisse et n'y ayant pas leur famille), 70 000 frontaliers, le personnel des établissements hospitaliers et les membres de représentations diplomatiques et consulaires.

II

L'article 69 quater entre en vigueur aussitôt après son acceptation par le peuple et les cantons et l'adoption de l'arrêté fédéral de validation.

Mesures selon la lettre c:

La réduction doit être opérée jusqu'au 1er janvier 1978. Le chiffre de la population étrangère est réduit du nombre des étrangers naturalisés à partir du 1er décembre 1970.

■ La politique du Conseil fédéral

Cette politique a encore été renforcée par l'ordonnance de juillet 1974, qui prévoit que le nombre des étrangers établis en bénéficiant d'une autorisation de séjour à l'année doit être limité, afin que l'ensemble de la population étrangère puisse au moins être stabilisée au cours de cette décennie. Le nombre des saisonniers doit également être limité de manière effective. Pratiquement (et en résumé) cela signifie que:

- Pour la période du 1er août 1974 au 31 juillet 1975, 20 500 nouvelles autorisations d'entrée seulement sont acceptées. Tous les secteurs d'activité sont visés. Un contingentement par canton est fixé. (Vaud: 2136; Neuchâtel: 577; Valais: 622; Fribourg: 389; Genève: 1436).
- Pour la période du 1er octobre 1974 au 30 septembre 1975, l'effectif maximum des saisonniers pour toute la Suisse est fixé à 192 000; cet effectif maximum ne devra pas être dépassé. (Vaud: 19 500; Neuchâtel: 4500; Valais: 18 285; Fribourg: 2955; Genève: 11 395).
- Des autorisations frontalières ne peuvent être délivrées à de nouveaux frontaliers que s'ils sont domiciliés régulièrement depuis au moins six mois dans la zone frontalière voisine.
- Les nombres maximums des autorisations de séjour que les cantons peuvent accorder aux étrangers qui viennent faire un stage de six mois au maximum sans possibilités de prolongation, sont également fixés.

L'objectif qui sera inévitablement atteint cette fois pour la fin de la décennie est la stabilisation de l'ensemble de la population étrangère à environ un million cinquante mille étrangers. En continuant cette même politique, on obtiendra inévitablement, après, une réduction.

RASSEGNA L'Union européenne

de Suisse :

« non » à l'initiative

de l'Action nationale

Le sujet d'actualité « Politique des étrangers et droits de l'homme » était le thème traité par le congrès de l'Union européenne suisse. Les discussions ont été introduites par un exposé de l'historien Jean-Rodolphe von Salis, qui interpréta le mot de Max Frisch : « On appelle de la main-d'œuvre, il est venu des hommes ». Il a été clôturé par un exposé du conseiller national A. Copt (Martigny), qui expliqua au nom des partis gouvernementaux la politique de stabilisation de la main-d'œuvre des autorités fédérales.

L'Union européenne a approuvé pour terminer un concept à long terme de la politique à suivre en matière de main-d'œuvre, ainsi que la résolution suivante :

« L'Union européenne de Suisse rejette catégoriquement l'initiative de l'Action nationale. Elle n'est pas seulement contraire aux intérêts économiques du pays, mais surtout aux droits de l'homme, dont le Parlement suisse vient d'approuver la ratification, qui serait violée par l'initiative de l'Action nationale dans les domaines suivants : dignité et non-discrimination de la personne, droit de la sécurité, protection contre des expulsions arbitraires, notamment contre des expulsions collectives, libre circulation et liberté de séjour, liberté d'association, droit à la sécurité sociale sans aucune discrimination, protection de la famille. Le statut du saisonnier, inhumain en soi serait encore aggravé par l'initiative de l'action nationale.

« Le lancement de cette initiative xénophobe constitue en soi déjà une intimidation des étrangers, qui, au contraire, méritent les remerciements du peuple suisse pour le travail accompli dans notre pays au sein des organisations internationales, non être acceptée par le peuple, les droits acquis par de nombreux résidents étrangers seraient brusquement annulés. La Suisse serait obligée de résilier les accords d'établissement conclus avec une série de pays européens. Cela constituerait un lourd handicap pour la politique extérieure et isolerait notre pays au sein des organisations internationales, notamment européennes.

« Comme alternative à l'initiative de l'Action nationale, l'Union européenne exige une réduction systématique et par étapes des nombreuses discriminations dont souffrent les étrangers en Suisse. Ceux-ci devraient être intégrés aussi étroitement que possible dans la société helvétique. C'est pourquoi, l'Union européenne soutient l'initiative « Etre solidaires » et s'est engagée à recueillir pour cette initiative des signatures ». (ATS.)

ICIO VII

del

Ritaglio dal Giornale

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

di

del

Situazione australiana

Australia: tutto esaurito!

Il Ministro federale del Lavoro e dell'Immigrazione, Clyde Cameron, ha affisso un cartello sul continente australiano con la nitida scritta: "Tutto esaurito". Ci ha, infatti, detto nei giorni scorsi che la quota ufficiale di 80 mila immigrati per l'anno finanziario 1974-75 è stata in pratica già raggiunta (in appena tre mesi) e che, pertanto, nei prossimi

nove mesi le domande d'ingresso in Australia verranno respinte in blocco. Settantamila domande, ha precisato il ministro, sono state già approvate, gli altri diecimila posti in quota saranno riservati ai rifugiati ciprioti e cileni.

Tutto qui sul fronte della politica immigratoria ufficiale. L'Australia ha chiuso: agli emigranti liberi, a quelli assistiti, ai familiari dei residenti in Australia, agli specializzati ed ai manovali, a tutti insomma. Non mancano certo i facili argomenti per giustificare la drastica decisione. Ci sono, infatti, la crisi economica, la disoccupazione, i problemi, quelli veri e quelli presunti, delle comunità immigrate, la necessità di... salvare l'ambiente dalla sovrappopolazione, ecc. ecc.

Il governo è padronissimo di respingere o ignorare i frequenti appelli del mondo economico per un aumento dell'immigrazione, come una potente arma per combattere l'inflazione e debellare la crisi in atto. È libero di applicare la teoria della « zero population growth»: tanti nati e immigrati quanti sono i morti e gli espatriati (anzi il Victoria nello scorso anno ha raggiunto il « raro primato» di registrare più decessi che nascite). È autorizzato a far scrivere sui depliant pubblicitari da distribuire tramite le ambasciate nel mondo: «L'Australia è una nazione-continente di 7 milioni e 704 mila chilometri quadrati, 180 milioni di pecore, 25 milioni di bovini e 13 milioni e mezzo di animali bipedi, questi ultimi per ordine dell'autorità centrale caratterizzati da progressivo senilismo».

Per la storia, però, certe cose vanno chiarite ancora più onestamente. La disoccupazione, la crisi economica e tutti i guai di contorno costituiscono un ben comodo e provvidenziale alibi per dirigenti politici che sono animati da un semplice e schietto spirito razziale.

Il magniloquente Al Grassby aveva ammantato di umanitarismo le restrizioni dell'immigrazione che i suoi colleghi gli avevano imposto di attuare per altri meno confessabili motivi. La « riunificazione delle

chissà cosa pensa di costoro?

Però ha toccato subito un tasto che con la classica linea dell'emigrazione italiana, in Australia e nel mondo, ha molto a che fare. « E l'altra cosa meravigliosa - ha proseguito Cameron - è che con gli specializzati danesi e tedeschi, ci sono meno impicci di legami familiari. Vengono qui con viaggio assistito, ma non si trascinano appresso un'intera carovana di fratelli, sorelle e cugini senza specializzazione alcuna. Di solito se ne vengono da soli, e tutto finisce lì. Una volta arri-

NINO RANDAZZO

famiglie» doveva essere l'obiettivo principale del nuovo programma d'immigrazione. Il suo successore, Cameron, da ex tosatore di pecore molto più brusco e spicciativo, ha rotto ogni indugio ed ha esplicitamente stabilito: basta con l'immigrazione a catena, basta con le famiglie numerose, basta con i manovali sudeuropei! Sono riassunti in questi concetti basilari i nuovi criteri per l'ingresso in Australia.

Al Grassby è adesso lo « speciale consulente» del primo ministro per i problemi delle minoranze etniche in Australia. È un campione dell'antirazzismo. Ultimamente ha sostenuto che bisogna modificare alcuni libri di testo in uso nelle scuole australiane perché inquinati da pregiudizi razziali. Sotto-

poniamo, quindi, alla sua considerazione, e ad una sua auspicabile censura, alcuni brani di un'intervista rilasciata dal suo ex collega di governo Cameron e apparsa nell'edizione del 2 agosto del periodico « New Accent ».

« I migliori operai specializzati - ha dichiarato Cameron - vengono dalla Danimarca e dalla Germania, ed anche dall'Inghilterra. Sono i migliori dei turchi, sono i migliori dei greci, sono i migliori dei filippini. Perciò mi sto concentrando sullo studio dell'emigrazione di lavoratori tedeschi e danesi, perché sono proprio quelli che cerchiamo ». Obiettivamente, bisogna osservare che gli italiani, il più forte gruppo etnico non britannico in Australia, non li ha neppure nominati, per cui resta la domanda:

vati e stabilitisi in Australia, non se ne spuntano un bel giorno per dirci: « Stamenti a sentire, io ho 17 fratelli », e la moglie di rincalzo: « E sì, anch'io ho 17 sorelle e sono tutte sposate. E perché non facciamo venire anche loro? » E in men che si dica, ci si ritrova con 34 facce nuove, e ciascuna subito ansiosa di farsi raggiungere da fratelli e sorelle. Alla fine ci si ritrova con un esercito di gente tirato qui da un primo individuo. E se questa gente non è specializzata, allora siamo nei guai ».

Ecco il berservito a quelle centinaia di migliaia di laboriosi, ambiziosi, prolifici sudeuropei, che con la loro emigrazione a catena hanno contribuito a « rifare » il volto dell'Australia! Adesso capisco quanto sia comodo il « motivo ufficiale » della disoccupazione. Siete tutti benvenuti, dice in sostanza questo ospitale ministro di un governo e di un partito umanitario, purché siate specializzati, figli unici, sterili, danesi o tedeschi!

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Giornale di Brescia di Brescia del 20-10-1950

20 OTTOBRE: NUOVO REFERENDUM POPOLARE SULL'« INFORESTIERAMENTO »

Il problema degli stranieri in Svizzera non si risolve con un taglio sui numeri

La proposta degli xenofobi mira a ridurre alla cifra costante di mezzo milione il contingente di immigrati; ma il Paese sa benissimo che c'è una deficienza grave di mano d'opera per la bassa natalità a confronto del crescente sviluppo economico - Se gli stranieri partono, certi settori produttivi resteranno scoperti - Abbattere le barriere

Berna, 6 ottobre

Siamo al nuovo referendum svizzero sugli stranieri. Si voterà il 20 ottobre. E' l'iniziativa promossa dall'« Azione nazionale contro l'inforestieramento del popolo e della patria », il cui postulato consiste nel ridurre, mediante un nuovo articolo da inserire nella Costituzione, il numero degli stranieri presenti in Svizzera a cinquecentomila. La Conferenza episcopale svizzera e la Federazione delle Chiese protestanti, senza riferirsi direttamente a questo evento, hanno pubblicato un documento nel quale riassumono alcune linee fondamentali di riflessione. Il documento si articola in sette punti, che possono così riassumersi:

1) L'immigrazione massic-

cia di stranieri è stata provocata dalla crescita economica e dalle sempre più alte esigenze in materia di consumo e di servizi.

2) Essa non soltanto ha posto alla Svizzera problemi nuovi, ma ha reso più evidenti e più acuti quelli già esistenti. La disuguaglianza sociale colpisce soprattutto gli stranieri, i quali si trovano tra le categorie meno favorite della società elvetica.

3) L'ansietà e la crescente insicurezza del popolo svizzero derivano per lo più dalla sua incapacità a controllare l'evoluzione generale. E' sbagliato attribuire queste reazioni alla « minaccia straniera ».

4) Il problema degli stranieri non può essere risolto con una semplice regolamentazione numerica. L'obiettivo a cui si deve tendere è l'elaborazione comune del comune avvenire degli svizzeri e degli stranieri.

5) Tale azione, anche sul terreno tecnico, economico, sociale e politico, deve primariamente fondarsi sull'uomo, sul suo benessere e la sua dignità, sulla sua libertà ed i suoi diritti. La via ci è tracciata da Gesù Cristo, il quale ha abbattuto le barriere fra gli uomini e si è dichiarato solidale coi diseredati e i deboli.

6) I molteplici problemi che si presentano tanto agli svizzeri quanto agli stranieri potranno essere risolti soltanto con una comune partecipazione di responsabilità. Si debbono pertanto cogliere tutte le possibilità di avvicinamento e collaborazione, su un piano di parità, tra svizzeri e stranieri.

7) Le migrazioni massicce di lavoratori da regioni meno sviluppate verso centri fortemente industrializzati sono nefaste per gli uni e per gli altri. I problemi saranno avviati a soluzione quando saremo arrivati a una migliore ripartizione del lavoro, grazie a un'azione globale e internazionale di cooperazione per lo sviluppo.

Queste indicazioni, siano esse lette in chiave soltanto svizzera o tenendo d'occhio la

situazione generale del fenomeno migratorio — per il quale la Svizzera costituisce un « caso » emblematico — possono suggerire molti rilievi. Limitiamoci a due.

Primo rilievo. All'origine della vicenda migratoria c'è quasi sempre, da una parte, il bisogno di lavorare. Dall'altra parte non sta però il desiderio di « fare del bene » a qualche disoccupato o a migliaia di disoccupati, bensì un preciso interesse, se non una somma di interessi. Intendiamoci: a nessuno viene in mente che i lavoratori esteri debbano essere accolti per spirito di beneficenza; è evidente invece che essi non possono essere considerati alla stregua di « beneficiari ». Lavorando essi costruiscono — entro molti limiti — il proprio benessere, ma in limiti assai più vasti costruiscono il benessere della società che li ha accolti. E li ha accolti precisamente perchè ne aveva bisogno.

Molti interessi

E' da notare che da anni la Svizzera non fa eccezione — anzi! — al fenomeno della denatalità denunciato dalla Conferenza demografica europea di due anni fa per il nostro continente. Avviene anche qui un progressivo invecchiamento, accompagnato da una regolare diminuzione della popolazione attiva. Questa carenza — tanto più in presenza di spinte progressive sul terreno tecnico ed economico — obbliga a cercare i lavoratori fuori dei confini

nazionali. Se così non fosse, certi settori lavorativi resterebbero fatalmente scoperti, e la vita industriale paralizzata. Ma non solo la vita industriale: si pensi alle città, in cui certi servizi pubblici, umili ma essenziali, sono svolti quasi interamente da personale estero.

Da questa veritiera constatazione dovrebbe partire ogni riflessione su questo terreno scottante. In pratica, invece, la prospettiva viene capovolta. Ed ecco che delle difficoltà e dei problemi tipici della società viene data la responsabilità agli stranieri, e



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE

GLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELI

LL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

..... del

si parla di « minaccia estera ». L'uomo « diverso » diventa una specie di capro espiatorio su cui scaricare malcontenti, frustrazioni, incapacità. In uno studio accuratissimo compiuto nel 1971 dall'Istituto di sociologia dell'Università di Zurigo è stato ampiamente dimostrato come la causa delle tensioni registrate nella società elvetica non sia affatto da attribuire alla presenza estera, bensì ad altri fenomeni che riguardano l'atteggiamento dello svizzero di fronte all'evoluzione storica.

Importanza dei numeri

Secondo rilievo. E' l'aspetto aritmetico o numerico delle migrazioni. Non c'è dubbio che il numero abbia un suo influsso. Ma ha anche un richiamo ingannatore, in quanto tende a convogliare nella prospettiva numerica valori essenziali; e di tale richiamo si rimane facilmente succubi. La Svizzera è un esempio significativo. E' forse il Paese che, in proporzione, ospita il maggior numero di immigrati esteri. Da anni pratica una politica prevalentemente aritmetica, che ha consentito di raggiungere la cosiddetta stabilizzazione degli stranieri, senza peraltro ottenere la quiete delle tensioni interne, come dimostra la pioggia di iniziative anti-straniere. D'altronde non si vede come possano essere ritenuti elementi « inforestieranti » lavoratori, sia pure numerosi, in un'epoca in cui le onde della radio e della televisione, la stampa, il cinema, il turismo scavalcano tutti i confini.

La verità è che il fatto migratorio, come sottolinea la dichiarazione delle Chiese cristiane, porta a galla vecchi problemi, la cui soluzione è ben lungi dal semplice dosaggio numerico dei migranti.

Da qualsiasi angolo visuale si parta, si torna alla concezione dell'uomo, dei suoi valori e dei suoi diritti, da inquadrare ormai nella prospettiva di una serena collaborazione tra i popoli, tanto è interdipendente l'avvenire comune.

Giulio Nicolini

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Le Monde

di

Parigi

del

6/7-20-74

UNE INTERVIEW DE M. PAUL DIJOU, SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

« L'immigration doit devenir un mouvement contrôlé et non subi »
Le phénomène de rejet observé dans certaines régions n'est pas irréversible

Le conseil des ministres s'apprête à définir une nouvelle politique de l'immigration. M. André Postel-Vinay, le précédent secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargé des travailleurs immigrés, en avait déjà tracé les grandes lignes avant de démissionner de son poste en juillet dernier, faute d'avoir obtenu les crédits qu'il réclamait pour le logement. Son successeur, M. Paul Dijoud, n'est âgé que de trente-six ans : c'est l'un des benjamins du gouvernement. Ancien élève de l'ENA, député républicain indépendant des Hautes-Alpes et maire de Briançon, puis secrétaire d'Etat à plusieurs reprises dans les gouvernements présidés par M. Messmer, M. Dijoud est entré en fonctions au seuil d'une période économique difficile, où les travailleurs étrangers risquent de compter parmi les premières victimes de l'inflation. Quelle sera la doctrine du nouveau secrétaire d'Etat ?

L'une des premières mesures demandées par M. Dijoud porte sur

la prolongation de l'arrêt de l'immigration. Selon lui, on ne peut organiser rationnellement les flux migratoires si de dures sanctions ne sont pas prises pour enrayer l'immigration clandestine, d'une part, et l'exploitation des migrants, d'autre part, à laquelle se livrent les trafiquants de main-d'œuvre. M. Dijoud estime en outre que la contribution des employeurs à l'effort de formation et au logement des travailleurs étrangers doit devenir plus importante. Les manifestations de racisme seront réprimées sévèrement. Mais il existe aussi un racisme plus ordinaire, né de l'ignorance et de l'absence d'information : les pouvoirs publics, affirme M. Dijoud, doivent s'efforcer de favoriser les contacts entre Français et immigrés. Toutes ces mesures participent d'un plan d'ensemble visant, selon le secrétaire d'Etat, à dépasser la phase transitoire actuelle pour mettre au point « une véritable politique de l'immigration », assortie de contrôles rigoureux.

« Monsieur le ministre, vous succédez à M. André Postel-Vinay, qui a démissionné, en juillet, de son poste de secrétaire d'Etat à l'immigration parce qu'il n'avait pas obtenu les crédits qu'il réclamait. Pour la première fois, un budget spécifique a été établi cette année pour les travailleurs étrangers ; croyez-vous possible, en cette période de difficultés économiques, de mener à bien une politique nouvelle de l'immigration ? Quelles seraient les grandes orientations ? »

secrétariat d'Etat chargé des travailleurs immigrés, il a manifesté de façon éclatante sa détermination d'assumer l'immigration, d'en faire un phénomène contrôlé, accepté et dirigé, et non plus un phénomène subi avec passivité. La seconde réflexion que l'on peut faire est que malgré la rigueur budgétaire nécessaire, en ce moment, les arbitrages qui ont lieu ne sont nullement défavorables au secteur de l'immigration. Bien au contraire, ils nous ouvrent des perspectives extrêmement encourageantes.

Deux mille logements supplémentaires

— Le budget de l'immigration privilégie la formation professionnelle et l'aide sociale. Mais le vrai problème, celui du logement, ne reste-t-il pas en suspens ?

— A l'heure actuelle, ce budget n'est que très partiellement individualisé au sein de celui du ministère du travail. Dans le do-

maine du logement, les crédits inscrits au budget du ministère de l'équipement sont en progression sensible, puisque nous disposerons en 1975 de deux mille équivalents-logements supplémentaires pour les immigrés par rapport au programme réalisé en 1974 au titre de la résorption de l'habitat insalubre et qui était, pour les immigrés, d'environ douze mille cinq cents logements. Vous voyez que cela fait un nombre de logements une augmentation d'à peu près 15 %. En outre, vous n'ignorez pas que le gouvernement proposera au Parlement de porter à 1 % la contribution des employeurs au logement des salariés et d'affecter le cinquième de cette contri-

bution au logement des travailleurs étrangers. En gros, cela va représenter 550 millions de francs qu'il faudra inscrire à notre actif. Cela signifie qu'au total nous disposerons, pour le logement des étrangers, de crédits plus que doublés par rapport à l'année dernière. J'ajoute que tout cela vient en complément des attributions normales ou réglementaires de logements sociaux au profit des étrangers dans le cadre des procédures H.L.M. ou autres.

» Je compte, enfin, sur une augmentation importante des interventions du Fonds d'action sociale (FAS) qui bénéficiera, je l'espère, d'un financement supplémentaire de la Caisse nationale d'allocations familiales. Ce Fonds devra, en effet, développer rapidement ses interventions dans tous les domaines, qu'il s'agisse du logement, de la formation professionnelle ou de la promotion sociale des travailleurs étrangers et de leurs familles. Vous voyez que, pour 1975, les moyens financiers ne manqueront pas. En réalité, je suis surtout préoccupé d'en faire le meilleur et le plus complet usage. Tous ces moyens offrent une bonne base de départ pour une politique d'accueil et montrent bien la volonté du gouvernement de s'attaquer avec vigueur à ces problèmes. Mais ni vous ni moi ne nous faisons d'illusions : ce n'est qu'en plusieurs années que nous pourrions rattraper le retard accumulé.

Adapter l'immigration au marché de l'emploi

— Vous avez annoncé que vous proposeriez au gouvernement de prolonger les mesures de suspension de l'immigration, en vigueur depuis le 3 juillet, et dont l'application devait prendre fin le 30 septembre. Ne risque-t-on pas d'accréditer l'idée que l'arrêt de l'immigration permette d'endiguer le chômage ?

— Non, car nous préciserons bien les raisons d'une telle mesure. Dans un premier temps, c'est une réponse à l'analyse qui est faite depuis longtemps par l'administration quant au caractère anarchique des flux migratoires. Il serait vain de vouloir apporter des solutions en plusieurs années, et au prix d'efforts financiers importants, aux problèmes du logement, de la formation, de l'accueil, de l'immigration familiale, si nous ne mettons pas fin à cette anarchie.

» Dans un second temps, il s'agit d'adapter ces flux migratoires au marché de l'emploi pour faire face non pas à une menace de chômage mais aux tendances de chômage que nous connaissons : les travailleurs étrangers ne doivent plus être, pour tant d'employeurs, une solution de facilité — une main-d'œuvre recherchée parce qu'elle est moins bien défendue ou parce qu'on peut l'utiliser à moindres frais. Notre souci est qu'aucune entreprise ne puisse plus faire appel aux immigrés si,

— Les raisons pour lesquelles M. Postel-Vinay a démissionné lui appartient, et je me garderai bien de les juger. Le président de la République m'a confié ce secteur, qui m'est apparu passionnant, et je n'ai pas hésité un instant à m'en charger. Je crois que l'on aborde effectivement une période qui sera, pour la France, difficile, une période d'épreuves. Il faut donc que les objectifs que tout homme de bons sens, tout homme généreux, pouvait se fixer l'an dernier ou il y a deux ans, dans un contexte économique différent, soient adaptés à une situation monétaire et une situation de l'emploi qui seront profondément transformées à la fois à court terme et à moyen terme.

» Mais il faut immédiatement formuler deux observations. La première est que ce n'est pas parce que nous nous apprêtons à traverser cette période un peu plus tendue, en particulier sur le plan budgétaire, qu'une véritable politique de l'immigration ne s'impose pas. Le président de la République l'a confirmé en plusieurs circonstances. En créant un



2

S'en prendre aux « passeurs d'hommes » plutôt qu'aux immigrés

l'Affari Esteri

d'abord, elle ne fournit pas la preuve qu'elle est en mesure de les loger dans des conditions satisfaisantes ; si, ensuite, elle ne peut confirmer, avec l'Agence nationale pour l'emploi, qu'elle n'a pas pu trouver sur le marché intérieur soit un travailleur français, soit un travailleur étranger déjà installé sur notre territoire. Ce n'est que dans cette mesure qu'un certain nombre de dérogations à la suspension sont envisagées. Elles devraient être limitées.

Majoration de la redevance d'entrée

— *Considérez-vous que l'arrêt de l'immigration puisse être prolongé indéfiniment ?*

— Nullement, car après cette phase intermédiaire, réponse immédiate à un problème brutal, il faudra passer à une politique réelle de l'immigration contrôlée. Cela veut dire que nous allons rendre l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère plus coûteuse qu'elle ne l'a été jusqu'à présent. Ainsi, les entreprises ne feront appel aux migrants que lorsque ces derniers seront indispensables.

» Le contrôle de l'immigration postule aussi que nous agissions en liaison étroite avec les pays exportateurs de main-d'œuvre, dans le cadre d'une discussion entre partenaires. Le rôle de l'Office national d'immigration (O.N.I.) sera renforcé, pour devenir l'élément essentiel de la politique du gouvernement français et des décisions de mes services en matière de recrutement, de formation et d'information, et même, à certains égards, pour faciliter le retour des immigrés dans leur pays d'origine chaque fois que ce sera nécessaire.

— *Ce plan de contrôle pourra-t-il endiguer sérieusement l'immigration clandestine ? Il ne remet pas en cause la circulaire Fontanet ni le dispositif administratif et financier qui en découle. Les mesures d'allègement préconisées au cours de l'été en faveur de certains immigrés en situation irrégulière démontrent pourtant les défauts de ce dispositif...*

— Quelles sont les failles ? D'abord la difficulté, pour un pays libéral comme l'est la France, d'établir et de développer des contrôles policiers aux frontières là où l'immigration dépasse un certain seuil de tolérance. Le deuxième élément de blocage, c'est que de très nombreux étrangers viennent en France en « touristes » et s'efforcent ensuite de trouver un emploi et de régulariser leur situation. Face à ce phénomène, nous ne pouvons nous permettre aucune indulgence. Au contraire, n'est-il pas de notre devoir d'empêcher que tant de malheureux travailleurs convergent vers la France, avec, pour tout bagage, des espoirs fallacieux ? L'essentiel est que les obstacles que nous dresserons devant l'immigration clandestine restent « humains » et dignes de la France.

— *Faudra-t-il recourir à des expulsions ?*

— Nous devons nous y résoudre dans certains cas. Mais il faudra que les sanctions prises soient moins sur le travailleur lui-même — que nous rapatrierons, au besoin, à nos frais — que sur le « passeur d'hommes », le trafiquant de main-d'œuvre ou surtout le chef d'entreprise qui utilise systématiquement des travailleurs en situation irrégulière. Toutes ces activités, fort rémunératrices pour certains, seront désormais sévèrement réprimées, ainsi du reste que les manifestations de racisme.

» A ce sujet, ma conviction personnelle est que le phénomène de rejet parfois observé dans certaines régions à forte densité étrangère n'est pas irréversible ni définitif. Il est banal de constater que, sauf exceptions — il en existe dans tous les pays et dans toutes les ethnies, — les immigrés, une fois installés dans des logements décentes, une fois leurs enfants scolarisés, une fois pourvus d'un travail fixe et intégrés dans la vie sociale normale, font d'aussi bons voisins que n'importe quel Français. Il revient aux pouvoirs publics de faire connaître les travailleurs immigrés, de rechercher par tous les moyens

un resserrement des liens entre les communautés : c'est aussi un problème d'information.

— *La revendication majeure des immigrés et des organisations qui les soutiennent concerne l'égalité des droits avec les travailleurs français. Jusqu'où peut-on, selon vous, concevoir cette égalité ? La France est-elle prête, comme la Suède, à accorder aux travailleurs étrangers une identité complète des droits sociaux, syndicaux et politiques ?*

— La France a toujours eu, à l'égard des étrangers, une attitude très généreuse d'accueil. Peu de pays ont, dans ce domaine, une tradition libérale aussi forte. Elle s'en est d'ailleurs très bien portée, qu'il s'agisse de la richesse et de pleur de son rayonnement à travers le monde et, récemment, du développement économique exceptionnel qu'elle a connu au cours des dix dernières années et auquel les travailleurs venus de la péninsule Ibérique ou du Maghreb ont apporté une contribution remarquable.

» S'il en est ainsi, ce n'est pas le fait du hasard. C'est que ces immigrants, qui se sont succédé au cours des décennies passées, ont trouvé dans notre pays des conditions de vie conformes à leurs aspirations et, sans doute, meilleures que chez eux. Mais les choses ont pris un aspect nouveau avec l'afflux en grand nombre, au cours des dix ou quinze dernières années, des travailleurs étrangers venus pour occuper des emplois d'ouvriers. Or il est vrai qu'il y a encore quelques progrès à réaliser pour leur assurer, dans leur vie de travail, les mêmes droits qu'aux travailleurs français. Le gouvernement demandera donc au Parlement d'adopter un projet de loi qui leur permettra d'accéder beaucoup plus largement qu'à présent aux fonctions

de délégué du personnel et de membre des comités d'entreprise ou d'être élus dans les sections syndicales d'entreprise.

» Pour les droits politiques, c'est plus complexe. Jusqu'à maintenant, tous les pays, pratiquement, réservent à leurs nationaux un certain nombre d'actes de la vie publique. En fait, il existe deux catégories d'immigrés : ceux qui comptent repartir chez eux, munis d'un nouveau bagage professionnel et de l'expérience acquise dans un pays développé, et ceux qui, ayant coupé les ponts derrière eux, s'efforcent d'insérer leur famille dans notre vie nationale. A ceux-ci, nous devons permettre de devenir le plus vite possible des citoyens français à part entière. La procédure de naturalisation, qui est l'une des plus libérales qui soient, est déjà très simplifiée. Actuellement, près de 95 % des demandes déposées sont acceptées.

— *Dans quelle mesure les immigrés eux-mêmes, les organisations syndicales et les associations de défense des migrants seront-ils consultés sur ces projets, et par quels moyens ?*

— Le mot « consultés » est celui qui convient. J'ai reçu les organisations syndicales, la C.G.T., la C.F.D.T., Force ouvrière, qui suivent attentivement le dossier des travailleurs immigrés. Nous avons eu de longs entretiens et, même si ces organisations n'en font pas toujours état, j'ai pu constater une certaine similitude de vues entre elles et nous dans l'analyse des problèmes.

— *Pourtant, les organisations syndicales, qui font partie du F.A.S. et de l'O.N.I., déplorent que la sous-commission de l'immigration, créée à grand renfort de publicité au sein du Comité de l'emploi, ne se soit toujours pas réunie depuis février dernier...*

— Elle le sera certainement. Je compte bien, en effet, m'appuyer sur ses avis et sur l'expérience de ses membres. Les organisations syndicales ont pu observer la détermination du gouvernement. Elles nous attendent aux actes. Notre effort sera de prouver que les actes peuvent suivre les bonnes intentions.

» Quant aux associations de défense des travailleurs immigrés, certaines sont fort utiles. D'autres mènent un combat politique propre, visant à exhorter les travailleurs étrangers à exporter la révolution ou à s'attaquer au système économique dans lequel ils vivent. C'est un autre problème. J'estime, quant à moi, que c'est une erreur de donner aux immigrés le sentiment qu'ils sont des travailleurs à part.

*Propos recueillis par
JEAN BENOIT.*

I ministri esportati

La cerimonia della foto a Bruxelles davanti ai giornalisti: per Moro quasi un martirio, per Donat-Cattin un incontro sportivo, per Ferrari Aggradi un happening - Una battuta di Coppo: 'Ma che volete che vada a dire ai metalmeccanici di questa Cee...' - Bisaglia e le maratone notturne - Il candore di Ugo La Malfa

(Dal nostro corrispondente) Bruxelles, 6 ottobre.

Adesso che siamo senza governo, chi verrà alla Cee a rappresentare l'Italia? Normalmente, ogni settimana, un nostro ministro — accompagnato dall'ambasciatore Bombassei de Veltore — fa il suo ingresso a Palazzo Charlemagne di Bruxelles o al Kirchberg del Lussemburgo.

Il ministro stringe la mano ai giornalisti, posa brevemente per il Telegiornale (l'onorevole Pedini la chiama «la foto di famiglia») e sale ai piani superiori ove si svolge il Consiglio dei ministri della Comunità economica europea. Aldo Moro affronta la prova come se fosse un martirio, Donat-Cattin un incontro sportivo, Ferrari Aggradi come un happening politico. La Malfa come se

desse lezione. Colombo come se avesse appena ricevuto istruzioni dal cielo, Malagodi come se si recasse nel salotto di una duchessa, Antonio Bisaglia come se fosse una tappa necessaria per raggiungere vette più alte, Bertoldi con animo sospettoso, il governatore Carli con la freddezza del banchiere.

Peso politico

A Bruxelles il nostro ministro si esalta e si ammantisce allo stesso tempo, diventando quasi simpatico. La sua influenza in seno al Consiglio dei ministri della Comunità è limitata dal peso politico che rappresenta, ma talvolta riesce a colmare la lacuna con il suo prestigio personale.

E' il caso di Aldo Moro, che nessuno capisce alla perfezione quando parla ma che tutti rispettano ed ammirano. Quando c'è Moro non si litiga mai: l'esplosione di violente passioni lo sconvolgerebbe. Emilio Colombo gode pure di molta stima negli ambienti europei. Era ministro prima che fosse firmato il trattato di Roma e c'è chi giura — esagerando — che lo sarà anche dopo la sua abrogazione. E' capace di parlare fuori dai denti ed allora l'ampio gesto che solca l'aria dall'alto in basso si ferma all'altezza degli occhi, minaccioso.

Moro sa pure essere caustico: ad un corrispondente italiano che gli prospettava la possibilità di un suo trasferimento a Roma, disse benevolmente: «Certo, ottimo se lei si occuperà di moda o di canzonette...».

Aldo Moro talvolta abbandona l'aula del Consiglio per una passeggiata di mezz'ora, quando si trova al Lussemburgo. Gli inglesi chiamano questa esigenza la «constititional». L'auto ministeriale segue Moro a passo d'uomo. Una volta, quasi in mezzo alla campagna, si accorse che cominciava a piovere, saltò frettolosamente l'illustre giornalista che lo stava accompagnando, risalì in auto e lasciò l'ospite a prendersi la bronchite.

Ugo La Malfa è tra i più candidi. A chi gli faceva notare che affidare ai politici l'inchiesta sullo scandalo dei petrolieri era come nominare capo della squadra narcotici Lucky Luciano, rispose amabilmente: «Lei è malizioso...». La grinta non si addice ai ministri italiani. Se un

francese o un tedesco picchia il pugno sul tavolo è un dramma, le delegazioni si agitano, i giornalisti corrono ai telefoni.

Antonio Bisaglia qualche mese fa uscì dall'aula, sbattendo la porta per un'imprudente affermazione del commissario Lardinois. Ma non ci furono drammi, solo sorprese per tanto coraggio. Difatti, Bisaglia tornò al suo

posto poco dopo, quando si scoprì che l'equivoco era dovuto ad un'interpretazione distorta, o così almeno si disse. In un'altra occasione l'on. Mario Pedini annunciò di voler bloccare il piano di aiuti ai Paesi in via di sviluppo. Fu chiesta conferma di ciò al presidente del Consiglio, un francese. La risposta fu: «Non mi risulta proprio...».

Guido Carli è presente ai consigli finanziari come una potente eminenza grigia. Cifre, statistiche, misteri monetari sono la sua specialità. Peccato che sia un po' rigido, come il prezzo ufficiale dell'oro. Un suo collaboratore, al Kirchberg, gridò in un periodo in cui il dollaro scendeva sul mercato dei cambi: «Comprate dollari! Comprate dollari!» tra i giornalisti sbalorditi. Comunque, i fatti gli diedero ragione.

Stima - sospetto

Il corrispondente italiano ha un rapporto di stima-sospetto verso il ministro intransigente. Non è raro che la sua versione dei fatti contrasti con l'andamento della seduta del consiglio. Lo stesso Mariano Rumor, dopo il ver-

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

LA STAMPA

di

TORINO

del

F-10-74

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

del

tice europeo di Copenaghen, annunciò raggianti che tutto era andato alla perfezione. Da allora c'è stata una serie di rovesci per la Cee.

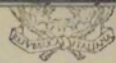
Ferrari Aggradi, quando era ministro dell'Agricoltura, era assai seguito a Bruxelles. Con la destrezza di un prestigiatore preparava ogni volta un colpo di scena, un'imprevedibile proposta. Aveva una grande antipatia per la «lira verde» (quella che serve per gli scambi dei prodotti agricoli), perché, secondo lui, c'è una sola lira, quella svalutata e ancora da svalutare.

Trattava i giornalisti con bonarietà; quando le domande si facevano pressanti rispondeva: «Si fidi del suo ministro...». Donat-Cattin coglieva l'occasione dei suoi viaggi a Bruxelles per sfoggiarsi. Terminata la conferenza stampa pronunciava filippiche contro i sistemi politici italiani.

Molto simpatico era anche Coppo, ministro del Lavoro. Non prendeva molto sul serio la Cee. Diceva: «Ma che volete che vada a dire ai metalmeccanici di questa Cee...». Bisaglia è il più robusto di tutti ed è una fortuna per lui e per l'Italia.

Tocca, o toccava, a lui difendere gli interessi della nostra agricoltura nel corso di maratone notturne. Alle 7 del mattino, era ancora fresco e sorridente.

Renato Proni



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Mattino di Napoli del 7-X-7

**Due italiani
evadono a Lugano**

LUGANO, 6 ottobre
Un detenuto italiano, Giovanni Vinci, di 34 anni, rinchiuso nel carcere di Stampa, a Lugano, è riuscito la scorsa notte ad uscire dalla sua cella e dopo aver minacciato un guardiano con un coltello ha liberato un altro prigioniero italiano, Gianmario Finini, di 21 anni, con il quale è fuggito. Nonostante le ricerche della polizia, soprattutto lungo il confine con l'Italia, i due non sono stati ancora ritrovati.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

IX
20 Messaggero

di

Roma

del

7-10-

**Ragazzo italiano
in Germania
ricercato
per omicidio**

Monaco, 6 ottobre

Un ragazzo italiano di 16 anni, Luciano Di Febbraro, è ricercato dalla polizia bavarese in quanto sospettato per l'assassinio di una connazionale di 15 anni. Lo ha annunciato un portavoce della polizia, mentre è in atto, da Monaco all'Italia, una caccia alla ricerca del ragazzo e di suo padre Luigi, di 47 anni. Il portavoce ha precisato che si hanno motivi validi per sospettare il Di Febbraro, il quale avrebbe accoltellato e ucciso Immacolata Salerno il 30 settembre scorso nella casa dei genitori nel sobborgo germerino di Monaco.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di

Roma

del

7-X-

Quattro operai italiani fra gli arrestati in Spagna

Erano nel gruppo dei socialisti bloccato dalla polizia di Barcellona mentre tenevano un comizio in una chiesa

Madrid, 6 ottobre
Quarantasette persone, per lo più dirigenti del « Partito socialista unificato de Catalunya », sono state arrestate per avere partecipato ad una riunione illegale in una sala della chiesa « Cristo trabajador » (Cristo lavoratore), nella cittadina di San Cugat del Valles, nei pressi di Barcellona.

Lo ha annunciato oggi la polizia spagnola, precisando che fra gli arrestati figurano quattro lavoratori italiani, due dei quali impiegati presso la FIAT. Non sono stati tuttavia riferiti i nomi dei nostri connazionali.

Gli arrestati, secondo la polizia, si erano riuniti per studiare i problemi sindacali nella Regione catalana, e per ostacolare le trattative collettive della SEAT, la più importante fabbrica automobilistica spagnola che lavora su licenza della FIAT. La SEAT sta infatti elaborando un nuovo contratto collettivo da proporre ai suoi operai.

Intanto, il quotidiano cattolico *Ya* scrive anche che circa 200 persone sono state fermate ieri sera nella chiesa parrocchiale del « Dolce nome di Maria », in un sobborgo operaio di Madrid, dove era in corso una riunione al-

la quale partecipavano operai delle officine automobilistiche « Roberto Bosch » nonché ecclesiastici, avvocati e assistenti sociali. Un certo numero dei fermati sono stati rimessi in libertà dopo un controllo delle loro identità. A quanto sembra, scopo della riunione era di esaminare la situazione alla « Roberto Bosch » dove da una settimana e in corso uno sciopero.

Uno dei Vescovi ausiliari di Madrid, Mons. Alberto Iniesta Jimenez, risiede attualmente nella parrocchia del « Dolce nome di Maria » ma al momento della riunione era assente.

Sempre a Barcellona, circa duemila persone, per la maggior parte membri del « Partito comunista internazionale » (una frazione a sinistra del Partito comunista catalano) hanno partecipato poi ad una manifestazione di solidarietà con le 47 persone arrestate dalla polizia. Durante la dimostrazione, alcuni oratori hanno invitato tutti i membri dei Partiti democratici della Catalogna a partecipare domani ad uno sciopero generale di solidarietà con i detenuti, per la maggior parte operai della fabbrica automobilistica

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Notiziario ASCA

di

Roma

del

8-X-74

Il primo gennaio entrerà in vigore la riforma

POLEMICHE A BONN PER GLI ASSEGNI

FAMILIARI AI LAVORATORI STRANIERI

Bonn, ottobre (ASCA) - Con il primo gennaio 1975 entra in vigore, nella Germania Federale, insieme con la riforma tributaria, anche un regolamento del tutto nuovo sugli assegni familiari. Manca quindi poco più di due mesi ed ancora non è stata presa alcuna decisione per quanto riguarda il diritto agli assegni familiari dei lavoratori stranieri di Paesi extra-comunitari che hanno i figli in patria. Le trattative sono state concluse finora soltanto con la Spagna, mentre con Grecia, Portogallo, Jugoslavia e Turchia sono ancora in alto mare. Una delegazione di Bonn è ritornata da Belgrado senza aver raggiunto alcun risultato concreto.

Ma riepiloghiamo brevemente in cosa consiste il problema. Mentre finora anche i lavoratori stranieri di tutte le nazionalità percepivano gli assegni familiari alle stesse condizioni, nella stessa misura, come i tedeschi, a partire dal primo gennaio prossimo, questa parità di diritti verrà riconosciuta soltanto a coloro che hanno i figli in Germania o in uno dei Paesi della Comunità Europea. I lavoratori italiani quindi, godranno, anche in avvenire degli stessi diritti dei tedeschi.

Questo diverso trattamento riservato agli stranieri ha scatenato una ondata di proteste. Stampa, Sindacati e Organizzazioni ecclesiastiche hanno lanciato appelli, invitando i Governi a non abbandonare il principio di un trattamento eguale di tutti i lavoratori. A Bonn si è costituito un comitato del quale fanno parte diverse organizzazioni di stranieri in Germania che ha lo scopo di informare e tenere desto lo spirito di protesta contro una misura del genere.

In cosa consiste la modifica condotta dal nuovo regolamento? Mentre finora gli assegni familiari venivano pagati soltanto a partire dal ter

o/.

zo figlio e solo in casi eccezionali, cioè al di sotto di un determinato reddito, anche per il secondo, da qui in avanti verranno corrisposti per tutti i figli. A partire dal primo figlio. Inoltre le somme di questi assegni sono molto più consistenti. Invece di 25 marchi per il secondo, 60 per il terzo e 70 per ogni successivo figlio, saranno di 50 per il primo, 70 per il secondo e 120 per il terzo ed ogni altro figlio. In cambio vengono a cadere le franchige fiscali per i figli a carico.

Quali sono gli argomenti del Governo di Bonn per giustificare la disparità di trattamento? In una argomentazione inviata di recente alle organizzazioni interessate si fa presente che gli assegni familiari sono stati fissati in considerazione dell'elevato costo della vita in Germania, e che quindi tale criterio non è applicabile ai Paesi con un costo della vita di molto inferiore. Si fa presente che anche gli altri Paesi, come per esempio la Francia, prendono come punto di riferimento per gli assegni familiari i Paesi dove vivono i figli a carico, e non quello in cui è occupato il capo famiglia. Si ricorda tra l'altro che un lavoratore turco con quattro figli riceverebbe 480 marchi di assegni al mese, pari a 110 mila lire, una somma molto superiore al salario che percepirebbe lavorando in Turchia, ciò vale, con i debiti ritocchi, anche per altri Paesi. Gli assegni familiari così astronomici farebbero temere tensioni interne e complicazioni anche di carattere demografico. Il Governo di Bonn ricorda inoltre che i lavoratori stranieri che vivono separati dalla famiglia hanno diritto inoltre ad altre esenzioni fiscali, per cui già per questa ragione quasi non pagano imposte.

Infine, si deve precisare che non si vogliono affatto togliere gli assegni familiari, ma solo adeguarli agli oneri effettivi. In concreto, si pensa di mantenere, con un leggero miglioramento, gli assegni familiari che si pagavano finora. Con il Governo spagnolo Bonn ha già raggiunto un compromesso che secondo le previsioni dovrebbe costituire lo schema per accordi analoghi anche con gli altri Paesi interessati. Tale accordo prevede che i lavoratori spagnoli che hanno i figli in patria ricevano 10 marchi per il primo figlio, 25 per il secondo, 60 per il terzo, 70 per ogni altro figlio successivo, indipendentemente dal reddito di lavoro. Effettivamente si tratta di una soluzione migliore di quella precedente. - (ASCA).

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

agencia EUROPE

di

Bruxelles

del

7/8-X

SESSION CONSTITUTIVE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL - ALLOCUTION
DE MM. GIROUD (AU NOM DU CONSEIL) ET DE M. HILLERY

BRUXELLES (EU), lundi 7 octobre 1974 - Le Comité Economique et Social de la CEE et de l'Euratam a commencé aujourd'hui sa "session constitutive" dans la nouvelle composition issue des nominations faites par le Conseil le 17 septembre dernier. Le nombre des membres nouveaux est très limité: 22 sur 133 nommés. 10 conseillers font partie du Comité depuis 1958. Comme EUROPE l'a déjà indiqué, il reste 11 membres britanniques à nommer, dont 8 représentant les syndicats des travailleurs (qui pour le moment refusent de participer) et 3 représentants d'autres catégories.

La séance de cet après-midi a eu un caractère formel; ce n'est que demain que le Comité procédera à la nomination de son nouveau président, et de son Bureau.

En tant que président du Conseil, Mme Françoise Giroud a souligné que le Comité représente réellement toutes les catégories économiques et sociales de la Communauté. Auparavant, certains syndicats importants n'avaient pas de représentants, et certaines catégories étaient négligées. A présent, à l'exception du Royaume-Uni, tous les principaux syndicats participent aux travaux du Comité; et les nouveaux Etats membres se sont préoccupés de faire représenter aussi les consommateurs (souvent par des femmes). Par conséquent, la CEE "est assurée de trouver dans les avis du Comité un reflet fidèle et toujours actuel des préoccupations de tous les agents économiques". Mme Giroud a invité le Comité à tenir compte de la nouvelle situation de la femme dans la société. Il est indispensable qu'elle trouve et qu'elle obtienne des conditions égales à celles des hommes, en matière de salaires, de formation professionnelle, de possibilités d'accès aux postes de responsabilité; les femmes ont le désir légitime de partager le pouvoir avec les hommes, en parfaite égalité.

Le Vice-Président de la Commission, M. Hillery, a déclaré de son côté que l'évolution actuelle de la Communauté ne doit pas être considérée comme une crise mais plutôt comme "une chance". L'inflation et les coûts de l'énergie, qui menacent notre niveau de vie, accéléreront le développement politique de l'Europe, car aucun Etat membre ne pourra résoudre les problèmes sociaux et économiques en agissant seul. La présente situation fera augmenter aussi l'importance des partenaires sociaux dans le développement de la CEE et de Etats membres. Enfin, M. Hillery a souligné une fois de plus l'importance que la Commission attache à sa coopération avec le C.E.S.

db

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

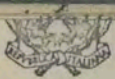
agenzia EUROPE di

Bruxelles del

7/8-X-

ENTREE EN VIGUEUR DE DECISIONS CECA DE FEVRIER 1972 CONCERNANT LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

BRUXELLES (EU), lundi 7 octobre 1974 - Le Conseil vient maintenant de publier au Journal Officiel des Communautés Européennes une décision prise, le 28 février 1972, et portant abrogation d'une série d'actes juridiques de la CECA concernant la libre circulation des travailleurs des industries du charbon et de l'acier dans les Etats membres. En février 1972, les représentants des gouvernements des Etats membres de la CECA, réunis au sein du Conseil, avaient, en effet, constaté qu'en se conformant au règlement CEE No 1612/68 du Conseil, du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté et à la Directive du 15 octobre 1968 concernant la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des Etats membres et de leurs familles à l'intérieur de la Communauté, les Etats membres remplissent également les obligations résultant de l'article 69 du Traité de Paris. Par conséquent, les actes juridiques pris par la Communauté du charbon et de l'acier en ce domaine, à savoir la décision du 8 décembre 1954, l'arrangement du 16 juillet 1955 et la décision du 16 mai 1961 sont abrogés. En février 1972, les représentants des gouvernements des Etats membres avaient stipulé que cette décision d'abrogation serait à publier au Journal Officiel, dès que le secrétaire général du Conseil aurait reçu de la part de tous les Etats membres la notification officielle de l'application de cette décision selon les dispositions de leur droit interne. Cette notification ayant été faite par tous les Etats membres, la décision d'abrogation des anciennes dispositions CECA entrera en vigueur le vingtième jour après la publication au Journal Officiel, c'est-à-dire à partir du 25 octobre.



L'initiative de l'Action Nationale (2)

Le départ de quelque 350 000 travailleurs étrangers pénaliserait surtout petites et moyennes entreprises

En Si l'initiative de l'Action nationale était acceptée, 520.000 résidents étrangers, représentant 49,3 % de la population étrangère en Suisse, devraient quitter notre pays en trois ans (voir tableaux 1 et 2 ci-dessous). Ce nombre comprend environ 350.000 travailleurs étrangers, dont le départ équivaudrait à une réduction de 11 % du potentiel de main-d'œuvre dans notre pays. Un tel « assèchement », se produisant dans un laps de temps aussi court, aurait des répercussions profondes sur l'économie helvétique.

Par Jasmine Audemars

Le choc serait d'autant plus brutal qu'il n'existerait aucune possibilité de compenser les départs dans une certaine mesure par un afflux de saisonniers — ou dans les régions limitrophes — de frontaliers. En effet, selon les termes de l'initiative, leurs effectifs devraient également être réduits. Globalement, et sans entrer dans les détails, le départ d'un nombre aussi élevé de travailleurs provoquerait, au niveau de l'économie nationale, une baisse de l'offre (production et prestations de services) et de la demande publique et privée. Cette dernière, toutefois, diminuerait moins fortement que la réduction du nombre d'étrangers. Le recul serait encore moins marqué en ce qui concerne la demande publique.

Marché de l'emploi

Les répercussions les plus fortes se feraient sentir sur le marché de l'emploi, où l'apparition d'un chômage structurel serait inévitable. Une réduction brutale du nombre des travailleurs étrangers menacerait en effet nombre d'entreprises de paralysie complète. Ces dernières se verraient obligées, soit de cesser toute activité soit de renoncer à des types de production. Fermetures d'usines, restructuration, abandon de certaines productions conduiraient à des licenciements qui toucheraient également le personnel des départements techniques et commerciaux.

Les travailleurs suisses se verraient encore touchés sur deux plans. Premièrement, ils seraient obligés de changer de lieux de travail, surtout dans la mesure où ils voudraient conserver le même type d'emploi. Or l'attachement au lieu de travail est une des caractéristiques du travailleur helvétique, dont on connaît l'allergie au transfert d'une ville à l'autre (voire dans certains cas, d'un quartier à l'autre). De tels déplacements « forcés » auraient, en outre, pour conséquence d'aggraver les déséquilibres existants entre les régions relativement peu développées et celles connaissant déjà une intense activité économique. Autrement dit, tous les efforts visant à assurer autant que possible un développement harmonieux à notre pays seraient compromis.

D'autre part, bon nombre de Suisses devraient accepter une diminution de leur statut social. Dans la plupart des secteurs de l'économie, les étrangers occupent surtout des emplois subalternes et exécutent des travaux qui, bien qu'indispensables, n'intéressent plus les Suisses. Bon nombre d'entre eux seraient donc obligés d'accepter des emplois pénibles et moins bien payés. Les travailleurs âgés se verraient particulièrement touchés, leur mobilité

VOIR TABLEAU DU 20 OCTOBRE 1974



L. 0

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

étant inférieure à celle des jeunes. Ces derniers, enfin, se trouveraient dans une position difficile. Arrivant sur un marché de l'emploi en pleine mutation, ils n'auraient guère de choix et se verraient « canalisés » vers des tâches peu intéressantes ou pour lesquelles ils n'ont pas été formés.

Les structures de l'économie

Le départ de quelque 350 000 travailleurs étrangers aurait également des conséquences très marquées sur la structure de notre économie. L'industrie helvétique compte surtout des entreprises petites et moyennes, comme le démontrent les statistiques : 193 entreprises occupent en Suisse plus de 500 personnes, 10 576 en occupent moins de 200, tandis que 9571 en occupent moins de 100. La taille même des PME, leurs moyens financiers réduits, les rendent particulièrement sensibles aux variations de la conjoncture. Et ne leur permettrait pas de prendre les mesures nécessaires (rationalisation, automatisation, dans les cas où cela est encore possible) pour pallier une réduction massive et rapide du nombre de leurs travailleurs. Surtout, elles n'auraient guère le moyen d'intervenir dans la course que se livreraient alors les entreprises pour accaparer la main-d'œuvre encore disponible. Il s'ensuivrait inévitablement une accélération des faillites ou des concentrations, ce qui accroîtrait le poids des grandes entreprises en Suisse et déséquilibre d'autant les structures de notre économie.

Trois solutions?

Les promoteurs de l'initiative de l'Action nationale sont conscients du choc que cette dernière infligerait à notre économie. Ils proposent en gros trois solutions. Premièrement, selon eux, la réduction du nombre de travailleurs pourrait être compensée par un accroissement de la productivité. Cette dernière a déjà considérablement augmenté en Suisse. D'une manière générale, l'on estime

TAM

qu'elle a doublé dans le secteur industriel ces dix dernières années, alors même que les effectifs ont diminué. Des progrès, sans être aussi sensibles, ont également été enregistrés dans l'agriculture et les services. Il semble toutefois qu'un pallier ait été atteint. Désormais, les gains possibles seront moins spectaculaires. Mais surtout, l'amélioration de la productivité est liée à une situation économique relativement stable, et exige un certain temps. En situation d'exception, lorsqu'il s'agit de parer au plus pressé et d'éviter une « cassure », la productivité passe alors au dernier plan pour se détériorer rapidement.

Deuxièmement, les promoteurs de l'initiative pensent que le transfert à l'étranger d'une partie de la production nationale permettrait d'éviter nombre de difficultés. Une telle solution est certes possible pour les sociétés helvétiques de type multinational. Etant admis que certains travailleurs suisses (cadres, etc.) seraient prêts à s'expatrier, sous peine de perdre leur emploi. L'implantation à l'étranger pose, en revanche, des problèmes ardues à des entreprises moyennes ou petites, peu familiarisées avec ce genre d'opérations qui demandent, de toute manière, du temps et des moyens financiers importants. Sans compter que toute production ne se prête pas nécessairement à un expatriement et que les Etats voisins n'accueilleraient pas automatiquement des entreprises suisses désireuses de s'installer chez eux.

La troisième et dernière solution préconisée par les promoteurs de l'initiative est celle de l'adoption de mesures adéquates de politique économique. Autrement dit, des ordres d'urgence devraient être définis, des priorités imposées. L'Etat se verrait ainsi réduit à prendre des mesures dirigistes. Or les autorités helvétiques n'ont actuellement pas les moyens légaux nécessaires à une telle politique qui serait, de plus, contraire aux traditions helvétiques. Ce serait certainement là une des conséquences qui irait le plus à l'encontre des idées et des valeurs dont les promoteurs de l'initiative de l'Action nationale se sont faits les défenseurs.

(à suivre)

¹ En ce qui concerne les résidents étrangers (« annuels » ou « établis », à l'exclusion donc des saisonniers et des frontaliers), il faut distinguer les « actifs » des « non actifs » (famille des travailleurs ; retraités). En Suisse, les « actifs » représentent en moyenne 57 % de la population étrangère résidente. Cette proportion atteint même 67 % pour les « actifs annuels ».



Le Conseil fédéral et sa politique de stabilisation (suite)

Des impératifs techniques ont empêché la publication de la fin de l'article de J.-S. Eggly intitulé « Depuis dix ans le Conseil fédéral poursuit et renforce sa politique de stabilisation des étrangers en Suisse. Voici la fin de cet article :

Le Conseil fédéral poursuivait donc sa politique de stabilisation, tout en reconnaissant les inconvénients qu'elle avait du point de vue économique. Au lendemain des élections fédérales de 1971, on pouvait lire, dans son rapport de législature :

« Si au cours des prochaines années, le manque de main-d'œuvre doit continuer à jouer un rôle capital, on éprouvera les plus grandes difficultés à déterminer comment il sera possible pourtant de maintenir le nombre des travailleurs étrangers à un niveau supportable pour la population suisse (...). Notre politique à long terme vise deux objectifs principaux : d'une part la stabilisation du nombre de travailleurs étrangers en Suisse, qui finira par entraîner aussi une stabilisation de la population étrangère, d'autre part la création d'un marché du travail plus ou moins homogène. »

Et le Conseil fédéral affirmait que ce but devait être poursuivi tout en éliminant le régime des saisonniers appliqué à des faux saisonniers, privés ainsi de manière intolérable de leur famille.

L'analyse était claire, le but fixé, les moyens définis. Il ne restait qu'à fixer le rythme.

En 1971 également, le Conseil fédéral rendait encore plus sévère son plafonnement global, par canton pour les annuels, et par branche pour les sai-

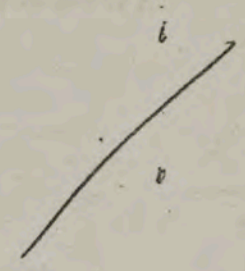
Mais une nouvelle pression s'exerçait avec le dépôt de l'initiative de l'Action nationale sur laquelle nous allons voter. L'existence de cette initiative joua sans doute à nouveau un rôle d'accélérateur sur la politique du Conseil fédéral, sans pourtant qu'il se départisse de la logique de cette politique. C'est ainsi qu'il serra encore la vis en 1973, et qu'enfin, avec sa dernière ordonnance de juillet 1974, il fit tomber sous le coup des limitations les secteurs non encore touchés, tels les hôpitaux, les établissements de formations (écoles, universités), et l'agriculture.

Voilà où on en est. D'un côté l'initiative de l'Action nationale. De l'autre la politique du Conseil fédéral dans sa continuité, avec promesse absolue d'obtenir la stabilisation de la population étrangère d'ici la fin de la décennie : politique logique mais dont le degré atteint par l'ordonnance de juillet dernier est très sévère.

En fait cette politique pose de gros problèmes, déjà, à l'économie. Mais elle vise à stabiliser sans renvois, sans entamer les droits des saisonniers, au bout de cinq ans, à obtenir une autorisation annuelle leur permettant de faire venir leurs familles, sans empêcher les annuelles depuis longtemps d'obtenir le permis d'établissement. C'est pourquoi, l'arrêt, n'est pas immédiat. Néanmoins, le degré de sévérité est tel que le niveau maximum de notre population étrangère est quasiment atteint. On ne dépassera pas un million cinquante mille étrangers en Suisse. C'est certain. Et une réduction suivra immédiatement.

Les auteurs de l'initiative trouvent ce but et les moyens d'y parvenir intolérables. Ils ont fixé le leur, et leurs modalités pour y parvenir. ■

Les conséquences d'une acceptation de l'initiative de l'an pour le Tessin seraient encore plus graves que pour le reste de la Suisse. C'est ce qui ressort d'un rapport élaboré par un groupe d'experts à la demande du gouvernement tessinois. L'acceptation de l'initiative entraînerait le départ, pendant les trois prochaines années, de 16 800 étrangers par an, soit de 46 par jour. 38 000 places de travail resteraient inoccupées. La branche de la construction perdrait le 33 % de son personnel, l'industrie le 34 %, et l'hôtellerie, la plus touchée, le 42 %. Dans l'agriculture, plus de 150 exploitations devraient être abandonnées.



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritagli

1. Population résidante étrangère (1969-1973, 1974*)

Année	Etrangers à l'année	Etrangers établis	Fonctionnaires internationaux	Total des étrangers	Etrangers en % de la population globale
1969	655 000	317 000	19 000	991 000	16,1
1970	617 000	366 000	20 000	1 003 000	16,2
1971	565 000	434 000	20 000	1 019 000	16,4
1972	524 000	508 000	20 000	1 052 000	16,7
1973	478 000	575 000	23 000	1 076 000	17,1
1974	415 000*	620 000*	20 000*	1 055 000*	16,7

* Les chiffres pour 1974 ont été établis d'après les calculs des experts. — Lors de la rédaction de l'expertise, les chiffres pour 1973 n'étaient pas encore disponibles. La différence est due avant tout à la transformation d'un assez grand nombre d'autorisations saisonnières en autorisations annuelles (faux-saisonniers).

2. Réduction de l'effectif des étrangers 1975-1977

Effectif de la population résidante étrangère à la fin de 1974		1 055 000
Augmentation de la population résidante étrangère entre 1975 et 1977 dans les conditions prévues par l'initiative (excédent des naissances = + 21 000 naturalisations = - 12 000)		+ 9 000
Effectif à prendre en considération pour la réduction.		1 064 000
Effectif de la population résidante étrangère qui, selon l'initiative, est admissible	500 000	
Non soumis aux mesures de réduction (personnel hospitalier, fonctionnaires internationaux)	+ 75 000	
Naturalisations du 1.12.70 au 31.12.74	- 31 000	
Effectif prévu à la fin de 1977		544 000
RÉDUCTION	- 520 000	
Effectif des frontaliers à la fin de 1974		100 000
Effectif admis par l'initiative		70 000
RÉDUCTION	- 30 000	
Effectif des travailleurs saisonniers en 1974		192 000
Effectif admis par l'initiative		150 000
RÉDUCTION	- 42 000	

Source : « Centre saint-gallois de recherche sur l'avenir » de l'Université des sciences économiques et sociales de Saint-Gall.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Focus* di *Roma* del *8-10-74*

~~sczc~~

n. 192/2

inpol

per conferenza nazionale dell'emigrazione -

(ansa) - roma, 8 ott - il sottosegretario agli esteri on. granel-
li, ha rinviato oggi a data da destinarsi la riunione del comita-
to organizzatore della conferenza nazionale dell'emigrazione,
gia' convocata per il 15 ottobre.

la motivazione del rinvio, collegabile alla crisi ministeria-
le in corso, nasce dalla necessita' di lasciare al prossimo gover-
no le ultime decisioni politicamente rilevanti circa i criteri di
organizzazione della conferenza nazionale ormai imminente dopo la
conclusione della fase preparatoria avvenuta nei giorni scorsi in
canada. per evitare di compromettere il mantenimento dell'impegno
a realizzare la conferenza nazionale dell'emigrazione, fissata
dalla legge entro il 1974, il sottosegretario on. granelli ha tut-
tavia provveduto alla convocazione della giunta tecnica e del co-
mitato ristretto rispettivamente per il 10 e 16 ottobre, per con-
tinuare nel lavoro preparatorio di ordinaria amministrazione.

h 1821 tos

mnn

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL FIORINO di Il Lavoro del 8-10-7

ACCORDO ITALO-BRASILIANO IN TEMA DI PREVIDENZA

Dopo 14 anni si è dato corso all'accordo di emigrazione italo-brasiliano, nella parte in cui garantisce una limitatissima tutela assicurativa ai lavoratori migranti. Firmata a Roma il 9 dicembre 1960, inattuata per la mancanza di modalità operative, la Convenzione ha preso impulso da un accordo amministrativo firmato l'anno scorso da Julio Barata e Dionigi Coppo. In questi giorni l'Inps ha emanato le norme di attuazione.

Il contenuto previdenziale della convenzione è ben poca cosa, riguarda solo i rapporti assicurativi per l'invalidità, i superstiti, le malattie, le lavoratrici madri, la tubercolosi. Restano fuori gli assegni familiari, gli infortuni sul lavoro, la pensione di vecchiaia.

E' da augurarsi che i contatti tenuti tra i due governi sfocino quanto prima in un nuovo Accordo più valido e soprattutto più esteso. Per ora si è ottenuto comunque che i diritti previdenziali dei lavoratori italiani in Brasile non vadano perduti una volta rimpatriati in Italia.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

La Stampa

di Torino

del

8-10-44

Partecipavano a un incontro con 42 cittadini iberici

I quattro italiani arrestati in Spagna sono sindacalisti della Fiat a Torino

Sono accusati di "aver avuto l'intenzione di proporre revisioni dei contratti collettivi" Quattromila operai della Seat scioperano per solidarietà con i 46 uomini imprigionati

(Nostro servizio particolare)
Madrid, 7 ottobre.

I quattro italiani arrestati con quarantadue spagnoli, venerdì scorso, per aver partecipato ad una riunione nella sede missionaria di San Cugat del Valles (nei pressi di Barcellona) hanno ricevuto assistenza dal console italiano, che si adoperava attivamente in loro favore.

Essi sono Gianpaolo Dettoni, Cosimo Di Stefano, Luciano Pregnolato e Paolo Prieri, sindacalisti torinesi della Fiat. Il console italiano a Barcellona, Massimo Curcio, ha potuto visitarli due volte, sabato e poi stamane.

Di essi, un comunicato ufficiale diramato dalla direzione generale della polizia di Barcellona afferma che «si suppone che avessero l'intenzione di sollecitare revisioni nei contratti di lavoro collettivi della Seat (la consociata spagnola della Fiat) e il desiderio di provocare dimissioni nelle commissioni interne di vari stabilimenti».

Per il momento, le autorità consolari italiane stanno operando per ridurre l'episodio alle sue giuste proporzioni, vale a dire un processo alle intenzioni, per cui si spera che i quattro italiani possano essere scarcerati fra non molto. Sembra che si trovassero in Spagna da pochissimo tempo e quindi ignorassero che qualsiasi riunione di più di venti persone, sia pure per un battesimo, uno sponsalizio o una bicchierata fra amici, necessita dell'autorizzazione della polizia; altrimenti, diventa illegale.

Più grave, invece, è la situazione degli altri arrestati, tra cui la polizia ha identificato esponenti del partito comunista (che a Barcellona viene chiamato partito socialista unificato della Catalogna), nonché attivisti di sinistra.

Circa 4000 operai della fabbrica automobilistica «Seat» hanno compiuto uno sciopero, questa mattina, in segno di solidarietà con gli arrestati di San Cugat del Valles. In mattinata l'ingresso degli operai della fabbrica era avvenuto normalmente. Poco dopo, però, venivano distribuiti manifestini per proclamare lo sciopero, e le maestranze aderivano in largo numero.

Tra i duecento fedeli riuniti in una chiesa di Madrid per assistere alla messa e arrestati venerdì sera, prima che potessero organizzare una riunione sindacale su una vertenza con la «Bosch», c'erano anche tre sacerdoti; sono stati incarcerati per aver fatto presente agli agenti che, prima di fare irruzione in una chiesa, la polizia deve ottenere il nulla osta delle autorità eccle-

siastiche, a norma del Concordato. Quasi tutti gli arrestati sono stati rimessi in libertà oggi.

Si direbbe che l'«autunno caldo» spagnolo sia ormai cominciato. Vari scioperi sono stati proclamati in segno di solidarietà con i 13.600 lavoratori dello stabilimento Fasa-Renault di Valladolid rimasti senza lavoro a causa di una serrata. La settimana scorsa avevano resistito alle cariche della polizia, molti erano rimasti feriti e contusi, trentasette erano stati arrestati. Scioperi anche a Bil-

bao, alla «General Electric» e alla «Babcock-Wilcox», in totale si calcola che gli scioperanti in tutta la Spagna siano oggi oltre 30 mila.

La tensione sta lentamente aumentando in tutto il Paese.

Roberto Tralli

Facevano parte d'una delegazione

I quattro dipendenti Fiat, due impiegati e due operai, arrestati a Barcellona dalla polizia spagnola, facevano parte di una delegazione sin-

dacale unitaria Cgil, Cisl e Uil recatasi in Spagna nel quadro degli scambi periodici tra rappresentanti dei lavoratori italiani e spagnoli. Gli operai arrestati sono: Luciano Pregnolato, 28 anni, e Cosimo Di Stefano, stessa età. Gli impiegati, Gian Paolo Dettoni, 32 anni e Paolo Prieri di 25. Il Pregnolato abita con la moglie e un figlio in corso Svizzera 67 e fa parte del Consiglio di fabbrica, per la Cgil, nella quinta lega di Mirafiori. Cosimo Di Stefano, operaio alle presse, è pure un sindacalista della Cgil.

Paolo Prieri, impiegato alla Fiat trattori, è figlio di un ex direttore Fiat e abita in via Mosso 12. Il padre ha avuto la notizia dell'arresto del figlio dai giornalisti. I familiari degli altri arrestati sono stati avvertiti dai sindacalisti di Torino, che hanno preannunciato per domani un documento della Federazione unitaria.

Per ora, preferiscono non parlare, per non compromettere le trattative diplomatiche in corso tra il ministero degli Esteri italiano e le autorità spagnole. g. j. p.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Secolo d'Italia

di

Roma

del

8-10-7

UN'INTERROGAZIONE DI ENDRICH E PISTOLESE

Rissa di potere alla Farnesina

Il Ministero degli Affari Esteri è diventato un campo di battaglia per l'agitarsi di gruppi diplomatici estremisti. Anche la UIL ammette questa situazione intollerabile.

Voci su alcune gravi disfunzioni in molti settori delicati del Ministero degli Affari Esteri stanno circolando insistentemente, denunciando una grave situazione di disagio, carenze e mancanza di coordinamento del lavoro.

Al riguardo i senatori Endrich e Pistolese del MSI-Destra Nazionale hanno rivolto al presidente del Consiglio e al ministro degli Esteri una interrogazione chiedendo chiarimenti su una situazione che, deteriorandosi, diventa giorno per giorno più insopportabile.

Il Ministero di via della Camilluccia in questi ultimi tempi si è presentato alla ribalta della cronaca come uno dei più turbolenti per l'agitarsi di alcuni gruppuscoli diplomatici estremistici autori di una lunga serie di intimidazioni, di terrorismo psicologico, di veri atti di prevaricazione contro i « non allineati ».

Di questa grave situazione se ne è accorta anche l'Unione nazionale dei sindacati ministeriali affari esteri (UNASME), aderente alla UIL, che in una circolare oltre a rilevare le gravi disfunzioni e carenze di servizi del Ministero, segnatamente in alcuni importantissimi settori, denuncia — tra l'altro — che il lavoro, del tutto mancante di coordinamento e di efficienza, degli uffici è condizionato dall'« alta burocrazia interna, la quale è suddivisa in contrastanti gruppi di potere, che dilanano l'Amministrazione mediante conflitti di carattere personale e nettamente contrastanti con i superiori interessi dello Stato ».

Se la UIL giunge a denunciare tanto evidentemente la Farnesina si è trasformata in un vero e proprio campo di battaglia, terreno di scontro di vari gruppi « politicizzati » per egemonizzare l'azione diplomatica e convogliarla in un senso obbligato.

Ma a ciò si aggiungono altre responsabilità. Nella citata circolare si legge inoltre che la situazione « è stata ulteriormente esasperata dalla riluttanza dell'Amministrazione a far luce sulla gestione all'estero di alcuni capitoli di bilancio riguardanti in particolare le spese non fisse e non obbligatorie ». Quali operazioni vengono occultate in queste pieghe di bilancio? Cosa sono queste guerre intestine, intrighi, di denaro?

Le domande vanno girate al Ministero degli Esteri e al presidente del Consiglio, ai quali Endrich e Pistolese hanno rivolto l'interrogazione riportando la citata circolare e chiedendo di sapere: a) se il Presidente del Consiglio ed il ministro degli Affari Esteri siano a conoscenza della menzionata circolare; b) quale sia il loro pensiero in ordine ai fatti denunciati; c) se ritengano necessario un immediato intervento per porre fine a uno stato di cose che, se sussistente, è veramente intollerabile ».

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

agenzia EUROPE di Bruxelles del 9-10-74

M. HILLERY EN YUGOSLAVIE : TRAVAILLEURS MIGRANTS ET AUTOGESTION

BRUXELLES (EU), mardi 8 octobre 1974 - M. P.J. Hillery, vice-président de la Commission Européenne chargé des affaires sociales, se rendra demain en Yougoslavie, pour une visite de quatre jours, sur invitation des autorités yougoslaves. En plus d'un échange de vues de caractère général sur les relations entre ce pays et la CEE, M. Hillery s'occupera de deux problèmes particuliers :

- la position des autorités de Belgrade sur les problèmes des travailleurs yougoslaves dans la CEE. EUROPE rappelle que M. Hillery prépare un programme d'action de la CEE en faveur des travailleurs migrants, à présenter au Conseil avant la fin de l'année.
- les expériences yougoslaves en matière d'autogestion dans l'industrie. M. Hillery aura des entretiens avec des dirigeants syndicaux et visitera une usine autogérée. EUROPE rappelle que le problème de cogestion des entreprises : (participation des travailleurs à la gestion) est toujours en discussion sur le plan communautaire.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

o dal Giornale *Journal de Genève* di *Geneva* del *9-X-76*

La riduzione globale des effectifs étrangers toucherait à des degrés divers tous les secteurs industriels

Examiner les conséquences pratiques qu'aurait une acceptation de la troisième initiative contre l'emprise étrangère sur les structures de l'économie suisse dans son ensemble est un exercice périlleux. En effet, hormis les statistiques et les prévisions établies par l'équipe du professeur Kneschaurek sur la réduction globale des effectifs étrangers en Suisse et par canton, on ne possède guère de chiffres sur les implications sectorielles d'une acceptation de l'initiative.

Par Vladimir Stepczynski

De telles données n'auraient guère pu être établies que par les associations professionnelles, qui pour la plupart ont hésité à entamer une telle démarche. Les raisons de cette reticence sont de plusieurs ordres :

- Les conditions varient d'un canton à l'autre et d'une entreprise à l'autre. D'autre part, on ne connaît pas les critères d'application d'une réduction de la population étrangère.
- dans de nombreux cas, les entreprises ont refusé de fournir les renseignements demandés pour ne pas créer un climat de panique (vint même le vote ;
- ainsi qu'il ressort de l'enquête que nous avons menée, certaines entreprises ont purement et simplement écarté l'hypothèse d'une acceptation de l'initiative, et n'ont pas jugé utile d'en évaluer les conséquences.
- Le tableau des répercussions globales et sectorielles qu'aurait un vote favorable 20 octobre est donc fragmentaire. Mais déjà ainsi, il est évocateur.

FONDERIES

Conséquences dramatiques
Ainsi les fonderies. Personne ne songe jamais à leur importance. Mais sans fonderies, pas d'industrie suisse des machines. S'il fallait importer la fonte, cela accroîtrait le déficit de notre balance commerciale d'un milliard de francs chaque

année.
Sur le plan de l'emploi, les fonderies suisses ont vu leur situation se dégrader rapidement : de janvier 1970 à juillet 1973, leurs effectifs ont passé de 12.000 à 10.000 personnes. Les fonderies ont cherché à rationaliser. Mais les limites sont étroites dans ce secteur, et plus d'un millier de postes de travail coûteux restent inoccupés. Or les fonderies, où le travail est particulièrement dur et ingrat, emploient 55 % de main-d'œuvre étrangère. Rédu-

Un exemple genevois : le groupe Charmilles

Première entreprise de la métallurgie genevoise, le groupe Charmilles a évalué les conséquences qu'aurait pour lui l'acceptation de l'initiative. En ce qui concerne la réduction du personnel, la situation se présenterait ainsi :

	Nombre	réduction	de personnes
au 1.8.74	286	100 %	286
permis B	307	13 %	48
permis C	360	25 %	126
frontaliers			
Total	1013		460

Cela correspond à une réduction forcée des effectifs étrangers de 45 %, et par rapport aux effectifs globaux, 26 %. Dans certains départements, le pourcentage de pertes serait plus élevé. Ainsi, à la serrurerie div. A, les quatre personnes à licencier représenteraient 57 % par rapport à l'effectif des étrangers et 50 % par rapport à l'effectif total. A la fonderie Motosacoche, les quinze personnes à licencier représenteraient 75 % par rapport à l'effectif étranger et 69 % par rapport à l'effectif global. Charmilles envisage les conséquences suivantes : baisse de la production, répercussions sur les bureaux de recherche, techniques et commerciaux qui devraient licencier du personnel, abandon de certaines activités, d'où nouveaux licenciements. V. S.

sous-la de moitié (ou plus suivant la localisation des entreprises), et la production chutera de 25 % en moyenne. Cette chute sera insupportable pour certaines fonderies (la moitié des 46 fonderies suisses sont de petites entreprises d'une capacité inférieure à 100 tonnes par mois) qui ont déjà massivement investi dans l'automatisation et la rationalisation, leurs ventes couvrant à peine leurs charges d'amortissement et ne dégagant pratiquement plus de bénéfice. Très dispersées géographiquement et alimentant les entreprises de leur région, les fonderies qui seraient contraintes de fermer leurs portes ne créeraient pas seulement du chômage dans leur secteur, mais provoqueraient des réactions à chaîne au niveau régional. Il faut souligner à ce propos le manque quasi total de mobilité de la main-d'œuvre suisse tant du point de vue géographique que du point de vue géographique. On ne peut donc pas sans autre imaginer les chômeurs se reclassant rapidement dans un autre secteur et dans une autre région.

MACHINES Destruction des efforts de rationalisation

Industrie fortement exportatrice, celle des machines est l'un des piliers de l'économie suisse tant du point de vue de la balance commerciale que de celui de l'emploi : 32 % de son personnel est étranger. Si l'initiative est acceptée, l'industrie des ma-

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

del

chineses devra renvoyer en trois ans quelque 40.000 personnes. A l'instar de la fonderie, qui est l'un de ses éléments fondamentaux, l'industrie des machines subirait avant tout des pertes quantitatives qui se répercuteraient sur le volume de sa production. Pourtant, ce secteur est l'un de ceux qui au cours des dernières années a fourni le plus gros effort de rationalisation et d'automatisation. Comme l'a récemment souligné M. René Frey, président de la Société suisse des constructeurs de machines, lors de l'assemblée générale de cette organisation, « le remplacement de la main-d'œuvre par des machines de production et par l'automatisation a fait des progrès qui n'ont été possibles que dans l'ordre et l'efficacité à une situation économique presque constamment bonne. De 1966 à 1973, la production en tonnes de l'industrie des machines a progressé de plus de 50 %. Durant la même période, le nombre de travailleurs dépendant de cette industrie a diminué de près de 14 %, soit de 279.772 à 246.548. L'acceptation de la troisième initiative détruirait complètement la base des efforts entrepris pour substituer le capital au travail ». A titre d'exemple, on peut souligner que chez Sulzer le secteur fonderie devrait se séparer de plus de 300 travailleurs, alors que déjà 250 postes de travail qui ont nécessité de lourds investissements ne sont pas occupés.

Une mosaïque d'entreprises

Une acceptation de l'initiative provoquerait dans l'industrie des machines un véritable bouleversement structurel. Ce secteur est composé d'une multitude d'entreprises dont l'immense majorité emploierait moins de 200 personnes. Pour la plupart d'entre elles, l'adaptation imposée par une acceptation de l'initiative, soit la rationalisation et l'automatisation, relève de l'utopie. On ne peut d'autre part imaginer sans autre un vaste mouvement de concentration et de transfert de la production à l'étranger. Aussi peu réjouissante que soit cette perspective dans l'optique du maintien de structures industrielles compatibles avec la taille et les besoins de notre économie, elle constitue certes la

quels, mais atteindrait tous les organismes et les individus que la puissance et la renommée de la chimie suisse a attiré dans notre pays. Un exemple frappant: l'Institut d'immunologie de Bâle, émanation de Roche, emploie 155 personnes. 109 sont étrangers. Par l'effet des réactions en chaîne, ce serait la fin d'un Institut réputé.

CONSTRUCTION ET HOTELERIE
Aggravation de la crise actuelle

Grands « consommateurs » de main-d'œuvre étrangère, deux autres secteurs de l'économie suisse voient approcher avec une appréhension particulière la date du 20 octobre. On l'a deviné, il s'agit de la construction et de l'hôtellerie. La première emploie 60 % de main-d'œuvre étrangère, la seconde plus de 50 %. Une réduction de moitié du nombre des étrangers signifierait que ces deux secteurs devraient se passer de plus du quart de leur personnel. Or ces deux branches de notre économie connaissent déjà des difficultés.

La construction est victime d'un fort ralentissement de ses activités, sous l'effet conjugué des restrictions de crédit et d'une diminution de la demande. On pourrait en conclure que les entreprises de construction s'accommoderaient fort bien d'un abaissement de leurs effectifs. Peut-être, mais pas dans de telles proportions: les entreprises manquant auparavant cruellement de main-d'œuvre, et la baisse d'activités qu'elles connaissent constitue en quelque sorte un retour à un rapport plus normal entre les commandes qu'elles reçoivent et leurs capacités de production. D'autre part, la réduction proposée par l'Action nationale affecterait sensiblement les cadres et provoquerait, là aussi, des pertes qualitatives. Enfin, les entreprises ne seraient pas touchées de la même manière suivant le canton où elles sont établies. Celles de Genève, Vaud, Neuchâtel et Tessin seraient particulièrement affectées.

Quant à l'hôtellerie, qui connaît une crise de structure décelée notamment par un manque évident de main-d'œuvre, elle serait littéralement

Un exemple vaudois:
Bobst & Fils (Prilly)

L'entreprise vaudoise Bobst & Fils, à Prilly, qui fabrique des machines pour l'industrie d'emballage et exporte 97 % de sa production, a évalué avec précision les effets d'une acceptation de l'initiative. Ses effectifs globaux de 1803 personnes comprennent 1166 Suisses et 637 étrangers dont 209 annuels et frontaliers et 428 permis C.

A l'usage, sur 755 personnes, 439 (soit 58,2 %) sont étrangères. Au montage, sur 921 personnes, 98 (10,6 %) sont étrangères.

répétée et naturelle » à la porte de 11 % de la population active. Cependant, au fait même de son épandissement, l'industrie suisse des machines (qu'il s'agit de certains d'articles industriels) n'a guère, dans son ensemble, les moyens de réaliser brutalement une concentration efficace, ni surtout de s'exporter.

CHIMIE
Perte difficilement mesurable

Autre fleuron de notre économie: la chimie, premier exportateur suisse. Les chiffres sur les conséquences d'une acceptation de l'initiative dans ce secteur sont défectueux. On sait que l'industrie chimique emploie environ 20 % de main-d'œuvre étrangère. Elle devrait renvoyer quelque 7000 personnes. Mais les chiffres parlent moins dans le cas de la chimie que dans celui des fonderies. Bien plus significative est l'approche qualitative. Si la chimie doit perdre, dans les trois ans à venir, la moitié de son personnel étranger, elle en ressentira peut-être plus sûrement les effets que d'autres secteurs, où la ponction semble plus impressionnante. C'est que les étrangers employés par les entreprises chimiques ne le sont guère que pour un tiers dans la production. On les trouve pour l'essentiel dans l'administration et la recherche. Chez Hoffmann-La Roche, une des seules entreprises à avoir fourni des chiffres, le personnel étranger représente, pour ce qui concerne les installations de Bâle-Ville, 29 % du total dans la production, 25,3 % dans l'administration et 34,7 % dans la recherche. C'est dire qu'une ponction telle que l'envisagent les gens de l'Action nationale produirait dans la chimie non seulement une baisse de production, moins sensible que dans d'autres secteurs, mais des blocages aux échelons-clés des entreprises.

Les répercussions qu'aurait une telle atteinte aux capacités d'innovations de la chimie ne se mesureraient guère sur le moment, mais éclateraient au grand jour d'ici quelques années. Pratiquement, on verrait une série de petites et moyennes entreprises disparaître, certaines par absorption dans des ensembles plus importants. Les grands de la chimie, quant à eux, ne se tireraient pas d'un si mauvais pas par une simple pirouette. Ils devraient, et leurs dirigeants l'affirment sans fanfaronerie, transférer à l'étranger une part substantielle de leurs activités. Et il ne s'agirait pas seulement des activités de production: la recherche suivrait puisque, comme l'a affirmé à plusieurs reprises M. Yves Durant, président de la Société suisse des industries chimiques, la tête ne peut être séparée du corps. Les risques de chômage qui débouleraient pour la Suisse d'un tel transfert ne seraient pas négligeables. On le voit, pour la chimie, les conséquences d'un « oui » le 20 octobre ne sont pas quantifiables, mais n'en paraissent pas moins inquiétantes. On imagine aisément quel retard pourrait prendre la Suisse en matière de recherche et de développement: la perte de matière grise ne se limiterait pas aux seules industries chimi-

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritagliato dal Giornale

GENEVE

Alors que l'initiative de l'Action nationale propose une réduction de l'effectif des étrangers de 12 % au maximum par rapport à la population suisse de chaque canton, celui de Genève fait exception avec un maximum autorisé de 25 %.

En chiffres, l'initiative conduirait à expulser 51 500 étrangers établis ou à l'année, 25 000 saisonniers et 8 000 frontaliers, soit un total de 52 000 personnes ou 60 % de la population étrangère.

La Fédération des syndicats patronaux a procédé à une enquête auprès de tous ses membres, dont les résultats, publiés dans l'« Ordre professionnel » du 3 octobre, font apparaître les conséquences d'une acceptation de l'initiative de l'AN pour l'emploi des Suisses dans le canton. Le pourcentage des Suisses qui perdrait leur place atteindrait 72 % dans l'hôtellerie, 37 % dans le bâtiment, de 18 à 67 % dans les fabriques, garages et artisanat, 32 % dans le textile et en moyenne 28 % dans toutes les entreprises. D'autre part, 26 % des entreprises prévoient de fermer leurs portes, dont 57 % dans l'hôtellerie, 19 % dans le bâtiment et de 37 à 40 % dans les fabriques et 35 % dans le textile.

Il faut souligner également l'importance de la main-d'œuvre frontalière pour Genève (20 000 unités), qui serait réduite d'un bon tiers. D'autre part, malgré l'exception faite pour le personnel hospitalier, il est fort probable que celui-ci diminue de lui-même. L'Hôpital cantonal, dont le personnel est composé de 56 % d'étrangers sur son ensemble, compte dans des secteurs comme les cuisines et la buanderie 80 à 90 % d'étrangers, dont plus des trois quarts sont des femmes qui suivraient sans doute leurs maris, qui eux seraient expulsés.

Notons pour terminer la discrétion des entreprises concernant la réduction de main-d'œuvre, aussi bien suisse qu'étrangère. Les conséquences précises d'un vote positif le 20 octobre, si elles étaient publiées, entraîneraient le départ de nombreux employés suisses à la recherche d'une meilleure sécurité d'emploi dans des secteurs moins menacés et accentueraient les difficultés dans ceux où la production dépend en grande partie des étrangers.

Financement des activités de congrès et de conférences, départ, peut-être, de certaines organisations internationales qui ne pourraient plus héberger les délégués. Sans parler, bien sûr, de la grave détérioration de notre balance des paiements au moment où les charges augmentent.

(A suivre.)

Nous omettrons volontairement d'étudier les activités de services autres que l'hôtellerie pour lesquelles les statistiques font défaut et qui seraient sensiblement moins affectées puisqu'elles n'occupent que de faibles proportions de main-d'œuvre étrangère.

Conséquences pour Vaud et Genève

L'acceptation de la troisième initiative contre l'emprise étrangère aurait des effets difficilement chiffrables à l'heure actuelle pour les économies vaudoise et genevoise. Néanmoins, les résultats d'enquêtes et sondages effectués par les groupements économiques a suscité l'ingénierie des responsables du secteur privé aussi bien que du secteur public. C'est une synthèse de ces diverses enquêtes sur les effets d'une acceptation que nous publions dans ce dossier consacré à la votation du 20 octobre.

Par Joël Redallié

VAUD

Pour le canton de Vaud, l'estimation du nombre d'étrangers qu'il faudrait renvoyer varie entre 72 000 et 75 500, soit environ 65 % de la population étrangère actuelle. Si l'on y ajoute la réduction des saisonniers et des frontaliers, le nombre d'étrangers actifs perdus par l'économie vaudoise atteindrait 45 000 unités, soit 70 % de la main-d'œuvre étrangère ou 18 % de la population active totale.

Par rapport à l'ensemble du personnel employé dans les entreprises touristiques, les entreprises de services et dans l'industrie, la réduction de main-d'œuvre atteindrait respectivement 50 %, 11 % et 27 %. Parmi les secteurs les plus touchés, notons le textile et l'horlogerie.

Selon un sondage de la Chambre de commerce vaudoise, 25 % des entreprises seraient contraintes de fermer leurs portes, 67 % de diminuer leur production et 30 % de la transférer à l'étranger.

Dans les bureaux, sur 100 personnes, 100 (100 %) sont étrangers. Dans l'hypothèse d'une acceptation de l'initiative, la totalité des permis B devraient quitter l'entreprise, et 59 % des titulaires de permis C seraient licenciés.

Par service, les départs s'établiraient ainsi :

Départ	Usinage	Montage	Bureaux	Total
Permis B				
+ frontaliers	153	30	26	209
Permis C	169	40	44	253
Nombre de personnes	322	70	70	462
% par rapport à l'effectif	40.5	21.8	10.2	25.6

Les départs, ainsi qu'on le constate, bouleverseraient totalement l'équilibre entre les secteurs de l'entreprise. C'est ce qui ressort du tableau suivant :

Secteur	Effectif restant	Effectif nécessaire	Conséquences
Usinage	559	688	manque 129
Montage	251	235	en trop : 16
Bureaux	617	504	en trop : 113

Il est évident qu'on ne pourrait rétablir l'équilibre qu'en transférant des employés des bureaux et des ouvriers du montage à l'usinage, ou en réduisant les activités de l'entreprise en licenciant le personnel économiquement « superflu ». C'est le deuxième terme de l'alternative qui est le plus réaliste, et Elobet en conclut que l'entreprise aurait des lors à supporter les conséquences suivantes : augmentation des prix de ses produits, difficultés d'approvisionnement du fait que les fournisseurs connaîtraient des situations analogues, amoindrissement de la capacité de recherche et de développement, inutilité des efforts de rationalisation consentis jusqu'ici, réduction de la gamme des produits, incapacité d'assumer la couverture des frais généraux avec un chiffre d'affaires fortement diminué.

V. S.

décapitée par une acceptation de l'initiative. Nombre d'établissements, la plupart de petites dimensions, en ploient presque exclusivement du personnel étranger dans leurs services stratégiques. Ils n'auraient d'autres solutions que la fermeture immédiate et définitive de leurs portes. Sans que la Société suisse des hôteliers ait publié des renseignements précis (par crainte notamment de provoquer des départs anticipés), certains chiffres sont évoqués. On remarque notamment que certains cantons, dont Genève, verraient la moitié des établissements hôteliers disparaître. Les conséquences imaginables d'une acceptation de l'initiative sont frappantes : chute de la capacité d'accueil helvétique, mort de certaines stations touristiques, ralentissement de certaines stations touristiques, ralentissement de certaines stations touristiques, ralentissement de certaines stations touristiques.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

agenzia ANSA

di

Roma

del

9-10-70

/ ester

prorogata in francia la sospensione dell'immigrazione extra cee

(ansa) - parigi, 9 ott - una serie di provvedimenti miranti a regolamentare strettamente l'immigrazione in francia di cittadini di paesi non facenti parte della cee ed a migliorare le condizioni di lavoro e di vita degli immigrati, sono stati approvati oggi dal consiglio dei ministri su proposta del segretario di stato per i lavoratori immigrati, paul dijoud.

Esponendo in una conferenza stampa la nuova "politica globale" del governo in materia di immigrazione, dijoud ha confermato stasera la proroga "a titolo provvisorio" della sospensione dell'immigrazione dai "paesi terzi" (extra cee) in atto da tre mesi, e ha detto che le modalita' di un'immigrazione controllata verranno negoziate non appena possibile "con i paesi dai quali provengono gli interessati".

il segretario di stato ha deplorato l'indulgenza sovente manifestata dalla giustizia al riguardo dei trafficanti di manodopera clandestina ed annunciato, fra l'altro, la creazione di una missione giuridica con il duplice compito di porre l'accento presso i tribunali "sull'interesse che si ha ad essere severi con i trafficanti" e di coordinare le azioni repressive "contro i traffici e gli invii irregolari di manodopera straniera".

h 2046/gmf/gm

nnnn

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

LA STAMPA

di

Tornio

del

9-10

Il processo in assise a Genova

Clan degli jugoslavi Chiesti tre ergastoli

Cosa sostiene il p.m. - La difesa ha insistito sulla tesi secondo cui il cadavere non è dello scomparso

(Dal nostro corrispondente)

Genova, 8 ottobre.

(p.l.) Il p.m. Carlo Barile ha chiesto la pena dell'ergastolo per gli jugoslavi accusati di aver ucciso, la notte del 5 settembre 1971, il connazionale Dragutin Jurac. Il difensore dell'unico imputato presente in aula, Danilo Cerovic (Rakta Cerovic e Ivan Bencic sono contumaci), avvocato Rubino, ha chiesto la piena assoluzione perché il cadavere ripescato al largo di Cogoleto non sarebbe quello dello Jurac. Le 2 tesi contrapposte sono state esposte questa mattina in corte d'assise.

Barile ha insistito sul particolare chiave del processo, l'unico elemento a carico dei tre slavi che non sia stato demolito o attenuato durante il dibattimento di ieri, cioè la presenza di tracce di sangue e di capelli umani nel portabagagli della «Ford» di Danilo Cerovic. I capelli erano simili, ha detto Barile, a quelli di Dragutin e il sangue apparteneva al suo stesso gruppo: Danilo Cerovic abbandonò la città e fuggì prima in Svizzera poi in Olanda, dove fu arrestato. La fuga, secondo la requisitoria del p.m., fu una reazione «eccessiva» se si vuol dare credito a quanto dichiarato in udienza dall'imputato, Danilo Cerovic, ieri mattina, ha detto di essersi allontanato da Genova perché temeva di essere rimpatriato a causa dei suoi documenti falsi e perché coinvolto in una rissa nel locale notturno «Tokyo» di cui era gerente.

L'avvocato Rubino, dopo aver sottolineato che l'elemento del sangue e dei capelli nella macchina non è «probante» ma è un «indizio generico», ha sostenuto la tesi secondo cui il cadavere ripescato al largo di Cogoleto non sarebbe di Dragutin Jurac, misterioso fuoriuscito «ustascia», forse spia internazionale dai mille volti e dall'incerta identità.

«C'è un punto inconfutabile — ha detto Rubino — che l'autopsia non ha messo nella giusta luce: secondo documenti in nostro possesso, trasmessi dalla polizia jugoslava, il presunto Dragutin, colui che viveva a Nizza facendo uf-

ficialmente il falegname, aveva una protesi d'argento nella spalla, a causa di un'operazione subita anni prima. Il cadavere trovato a Cogoleto non presentava questa protesi: si deve dedurre che non si tratta di Jurac».

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di

Roma

del

9-X

Morti quattro emigranti: tornavano per un funerale

Si tratta di due coppie dirette a Frosinone dalla Francia
Mortale scontro in Toscana - Tre vittime in Puglia

Sette persone hanno perso la vita in due incidenti stradali.

Il primo incidente, che è costato la vita a quattro italiani residenti a Lione in Francia, è avvenuto a Gavorrano.

Tonino Bianchi, sua moglie Loretta Bianchi, Camilla Medici e suo marito Henie Quenquet. Tutti e quattro erano residenti a Frosinone dove dovevano prendere parte ai funerali del padre del Bianchi.

Nei pressi della stazione di Gavorrano il Quenquet, che conduceva l'auto sulla quale essi viaggiavano, ha effettuato un sorpasso in curva proprio mentre sopraggiungeva in senso inverso un camion condotto dall'autista Antonio Marmo. La vettura, dopo un violentissimo urto frontale, si è incastrata sotto il pesante veicolo e tre degli occupanti sono morti sul colpo. I loro corpi — orribilmente straziati — sono stati estratti dai vigili del fuoco.

Altre persone, sono morte e quattro sono rimaste ferite nello scontro frontale tra una « 128 » ed una « Renault » accaduto sulla sta-

tale 377 tra gli abitati di Mottola (Taranto) e Noci (Bari), a circa tre chilometri da quest'ultimo centro.

Due delle vittime — i fratelli Giuseppe e Giovanni Loperfido, di 75 e 67 anni, di Alberobello (Bari) — erano gli unici occupanti della « Renault ». La terza vittima è Aurelia Silvestri, di Noci, moglie del guidatore della « 128 », Domenico Liuzzi, di 43 anni. Questi è stato ricoverato all'ospedale di Noci con una prognosi di un mese. Guariranno in pochi giorni, invece, gli altri tre occupanti della « 128 », Anna Amatulli, di 27 anni, ed i figli dei coniugi Liuzzi, Anna di dieci anni e Vito, di sei.

Mentre Giuseppe Loperfido ed Aurelia Silvestri hanno perso la vita sul colpo, Giovanni Loperfido — giudicato guaribile in un primo tempo in 30 giorni — è stato trasferito per mancanza di posti liberi dall'ospedale di Noci al Policlinico di Bari. Nella clinica ortopedica del complesso barese, il ferito ha atteso in un'ambulanza per quattro ore prima di essere ricoverato. Anche da qui, è stato trasferito ed è deceduto al Traumatologico.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **IL POPOLO** di **Roma** del **9-10-74**

■ **Granelli rinvia
una riunione
sull'emigrazione**

Il sottosegretario agli Esteri on. Granelli ha rinviato a data da destinarsi la riunione del comitato organizzatore della conferenza nazionale dell'emigrazione, già convocata per il 15 ottobre.

La motivazione del rinvio, collegabile alla crisi ministeriale in corso, nasce dalla necessità di lasciare al prossimo governo le decisioni politicamente rilevanti circa i criteri di organizzazione della conferenza nazionale.

Per evitare il rinvio della conferenza, fissata dalla legge entro il 1974, Granelli ha tuttavia provveduto alla convocazione della giunta tecnica e del comitato ristretto rispettivamente per il 10 e 16 ottobre.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'UNITA'* di *ROMA* del *9-10-76*

**Rinviata la riunione
per la conferenza
dell'emigrazione**

E' stata rinviata a data da
destinarsi la riunione del comi-
tato organizzatore della confe-
renza nazionale dell'emigrazio-
ne. La decisione è stata presa
dal sottosegretario agli Esteri,
Granelli.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Mattino

di

Nepoli

del

9-10-

Colpiti dalla crisi dell'auto 128mila operai in Germania

La disoccupazione ha raggiunto le 600mila unità - Si prevede che si arriverà al milione - Gli operai stranieri invitati a tornare a casa

BONN, 8 ottobre

Riferendo degli scioperi di protesta in Italia per la riduzione del lavoro alla FIAT, gli organi di informazione tedeschi rilevano che anche nella « Repubblica del benessere », la Germania, le cose non vanno certo meglio: alla fine di settembre — riferisce oggi l'ufficio del lavoro federale — erano colpiti dalla riduzione del lavoro, nell'industria automobilistica, 128.000 operai (in agosto erano solo 75.000) toccando così un record mai raggiunto.

Le auto invendute nei depositi ammontano a circa 300.000, rispetto al settembre del 1973, la produzione automobilistica con 3.200.000 unità, si è ridotta ora del 25 per cento, l'esportazione del 40 per cento. La gravissima entità di quest'ultimo dato la si può misurare dal fatto che l'esportazione assorbe il 60 per cento dell'intera produzione automobilistica tedesca. Preannunciando nuove ondate di licenziamenti, il presidente dell'Associazione degli industriali dell'auto, Johann Heinrich von Brunn rileva: « E' molto problematico poter continuare a mantenere l'equilibrio fra la recessione della produzione e le attuali quote di occupazione » (in tutto sono occupati nell'industria automobilistica tedesca 620.000 lavoratori).

Un altro record — come informa sempre l'ufficio del lavoro — è stato toccato alla fine di settembre in Germania con il licenziamento nei vari settori della produzione di 30.000 persone, il che porta la quota dei disoccupati in generale al vertice di 557 mila unità. Nella stesso periodo di tempo la riduzione del lavoro nelle fabbriche ha colpito 265.300 persone, i posti di lavoro liberi sono discesi a 298.400 unità, con una ulteriore diminuzione di 40.600 unità rispetto al mese precedente (altro record).

Ed ecco le quote dei disoccupati nei vari settori della produzione: metallurgia (84 mila 100) uffici amministrativi (73.900), commercio (48 mila), trasporti (46.900), edi-

lizia (43.300), abbigliamento (30.400). E' peggiorata anche la situazione nel settore della lavorazione del legno e delle fibre tessili. Queste le quote delle maestranze colpite dalla riduzione del lavoro: industria automobilistica (128 mila), elettrotecnica (29.900), industria tessile (19.400), costruzione macchine (18.500), fibre tessili (9.600), siderurgia (8.900) legno (7.800). La situazione — avverte l'ufficio del lavoro — mostra una ulteriore « tendenza al peggioramento » — e non c'è da attendersi alcun segno di ri-

presa, perlomeno non prima della prossima primavera.

Da essa vengono colpiti « in modo rilevante » i lavoratori stranieri affluiti nella Repubblica federale. Dei 30.000 disoccupati in più registrati a settembre, 16.200 — quindi più della metà — sono stranieri. In tutto gli stranieri disoccupati sono oggi 66.800, con una quota disoccupazione che è salita vertiginosamente al 326 per cento rispetto all'anno scorso. L'Ufficio del Lavoro ritiene che la quota dei lavoratori stranieri presenti in Germania nel settembre del 1973 (2 milioni 600.900) si sia ridotta, in soli dodici mesi, di ben 200.000 unità (passando quindi a 2.400.000).

Rispondendo ad una intervista, il presidente dell'Ufficio del Lavoro, Stingl, ha dichiarato di prevedere che nei prossimi cinque mesi la disoccupazione nella Repubblica federale continuerà ad aumentare. Egli non esclude — anche se spera che ciò non avvenga — si possa giungere ad un milione di disoccupati.

Comunque egli consiglia esplicitamente i lavoratori stranieri « a tornarsene volontariamente nel loro Paese ». Non ha tutti i torti, visto che ora — per la prima volta nella storia della Repubblica federale — sono i lavoratori tedeschi a cercare un'occupazione all'estero, come dimostra l'offerta avanzata dall'Iran di assorbire nella sua industria decine di migliaia di maestranze tedesche

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

La Stampa di Torino

del 9-10-74

Aumenta il numero dei disoccupati e degli orari ridotti

Prima crisi nel mercato di lavoro tedesco

Gli immigrati incominciano a ripartire

(Dal nostro corrispondente)
Bonn, 8 ottobre.

Comincia a farsi seria anche in Germania la situazione sul mercato del lavoro. In settembre — come ha informato oggi il presidente dell'ufficio centrale del Lavoro di Norimberga, Josef Stingl — il numero dei disoccupati è aumentato solo del 5,7 per cento rispetto ad agosto (da 527 mila a 557 mila), ma è più che raddoppiato rispetto a un anno fa, quando fu di 219 mila unità. Il tasso di disoccupazione (considerato «normale» a quota 1,5 per cento, è ora del 2,4 per cento). Ma esso non tiene conto di coloro — in primo luogo stranieri — che, perduto il posto di lavoro, hanno abbandonato la Germania.

Questo dato dei «lavoratori ospiti» che sono rientrati in patria è finora stato taciuto, con la spiegazione che i «computers» di Norimberga non ne

tengono conto. Oggi — per la prima volta — è stato fornito, sia pure in forma approssimativa: dei 2 milioni 595 mila stranieri che lavoravano nella Repubblica federale a fine settembre 1973 ne sarebbero rimasti «all'incirca» 2 milioni 400 mila o 2 milioni 450 mila, cioè i rimpatri per rotazione o per abbandono si aggirano tra le 145 mila e le 195 mila unità.

Quanti tra di loro gli italiani? I perfettissimi cervelli elettronici non lo sanno, gli esperti ritengono che il numero dei nostri connazionali sia diminuito «all'incirca» da 450 mila (settembre 1973) a 400 mila. I disoccupati italiani — che riscuotono come sussidio di disoccupazione il 62,5 per cento del salario netto, più 13 mila lire mensili per ogni persona a carico — erano a fine settembre 14.224, cioè 3.736 più che il mese precedente, e per la prima volta il tasso di

disoccupazione degli italiani ha superato quello dei tedeschi (circa il 3,5 per cento contro il 2,4 per cento). Lo stesso vale per turchi, jugoslavi, greci, spagnoli e portoghesi.

Più che il numero dei disoccupati (in particolare nell'industria meccanica, negli uffici amministrativi, nei grandi magazzini, nei trasporti, nell'edilizia e nel settore tessile), preoccupa l'ufficio del Lavoro di Norimberga l'enorme aumento del numero di coloro che lavorano a orario ridotto. Da agosto a settembre è più che raddoppiato, da 105 mila a 265 mila unità (in particolare nell'industria automobilistica in crisi), mentre il numero dei posti di lavoro disponibili è sceso a 298 mila.

Nell'espone le nuove cifre, Josef Stingl ha invitato a non drammatizzarle, benché siano «preoccupanti», perché per la prima volta dopo molti anni il numero dei disoccupati è aumentato in settembre, che normalmente era il mese della ripresa del lavoro prima del boom natalizio. Ciò fa prevedere che il numero dei senza lavoro aumenterà «notevolmente» nei prossimi mesi, ma «è poco probabile» che toccherà il milione di unità. Se nei prossimi mesi dovesse aggirarsi sugli 800 mila, l'ufficio centrale del lavoro dovrà sborsare tutte le proprie riserve di circa 1200 miliardi di lire e poi chiedere l'intervento dello Stato.

Ufficialmente, i datori di lavoro non fanno alcuna distinzione tra lavoratori tedeschi e «lavoratori ospiti», quando si tratta di licenziare. Ma in pratica, questi ultimi cominciano a venire discriminati, in particolare quelli provenienti da Paesi non appartenenti al Mec (cioè tutti, esclusi gli italiani), ai quali sovente le autorità non rinnovano il per-

messo di soggiorno. E Josef Stingl, per quanto rifiuti qualsiasi discriminazione dei lavoratori stranieri (che sarebbe gradita alle maestranze tedesche e anche ai sindacati), confida di salvare l'occupazione degli indigeni mediante rimpatri «spontanei» imposti dalla libera economia

di mercato. In un'intervista ha detto: «Sono convinto che molti stranieri rimpatrieranno spontaneamente, perché non si fanno più ore straordinarie» (cioè viene a mancare il motivo per cui sono venuti, guadagnare il più possibile nel più breve tempo possibile).

Un allettamento ad andare è stato offerto dalla più grande industria automobilistica, la «Volkswagen», il cui presidente Rudolf Leiding ha offerto a 6 mila dipendenti premi straordinari di liquidazione a coloro che si dimetteranno. A Wolfsburg, dove gli italiani sono circa 5 mila, già 700 nostri connazionali — secondo informazioni di buona fonte — si sono messi in lista nelle prime 24 ore. Coloro le cui domande verranno accolte, riceveranno somme varianti tra un milione 200 mila e 2 milioni e mezzo di lire.

Tito Sansa

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

LA NAZIONE

di

Firenze

del

9-10-

Migliaia di operai italiani disoccupati in Germania

Premio di due milioni di lire ai lavoratori stranieri che lasceranno il posto volontariamente - In crisi il settore auto e quello dell'edilizia

(Dal nostro corrispondente)

Bonn, 8 ottobre.

E' cresciuto nel mese di settembre il numero dei disoccupati nella Germania federale: era di 528 mila in agosto, è ora di 557 mila, il che corrisponde al 2,4 per cento delle forze di lavoro. Inquietante per i riflessi sui nostri emigrati la situazione fra i lavoratori stranieri: i disoccupati sono 66 mila, erano 16 mila un anno fa.

Le cifre sono state fornite dall'ufficio federale del lavoro, che ha sede a Norimberga. Il direttore, dottor Stingl, si è preoccupato dell'evoluzione e delle prospettive a medio termine. E' vero — ha dichiarato — che contro 557 mila disoccupati ci sono quasi 300 mila posti di lavoro vacanti, ma è altrettanto vero che la disoccupazione parziale, cioè a dire i lavoratori a orario ridotto, sono in grave aumento. In agosto c'erano 105 mila operai a orario ridotto e in settembre sono stati 265 mila. La maggior parte fa capo al settore automobilistico, colpito anche nella Germania federale da una profonda crisi.

Nei primi nove mesi dell'anno si sono prodotte il 25 per cento di auto in meno, le esportazioni sono calate del 40 per cento e le vetture invendute ammontano a 240 mila unità. Alla Volkswagen si vogliono ridurre i quadri di altre seimila unità: l'azienda ha offerto a chi si dimetterà volontariamente un premio di quasi due milioni di lire. Pare che dai cinquecento ai mille italiani stiano per accettare la proposta.

Il secondo grande malato dell'economia tedesca è l'edilizia: è il settore che occupa in proporzione maggiore gli stranieri. Oggi, due fra le principali imprese edilizie, una di Magonza e l'altra di Norim-

berga, hanno chiesto il concordato per la pesante situazione finanziaria: entrambe si sono trovate in difficoltà per la chiusura della banca Herstatt di Colonia.

« Non ci si deve lasciare andare al panico — ha detto ancora Stingl — ma bisogna seguire con attenzione l'evoluzione congiunturale ».

Va precisato che l'economia tedesca, nell'insieme, gode tuttora di ottima salute e che ai due settori in difficoltà sopra ricordati se ne contrappongono altri, tutti gli altri, che continuano a produrre e a esportare a pieno ritmo.

C. D. C.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Courier d'Italie di Francoforte del 10-X-64

Intervista con Cesare Bensi, sottosegretario agli esteri

La riforma dell'amministrazione è estremamente importante

BISOGNA ROMPERE IL CLIENTELISMO CON LE SUE DEGENERAZIONI - IL RUOLO DEI PARTITI ITALIANI IN EMIGRAZIONE - LA SITUAZIONE DEI MAESTRI ITALIANI ALL'ESTERO - LA CONFERENZA NAZIONALE DELL'EMIGRAZIONE

FRANCOFORTE, ottobre - Cesare Bensi, socialista, sottosegretario agli Esteri, dove ha l'incarico della Cultura, ha recentemente fatto parlare di sé in Italia per una sua presa politica contro il viaggio negli Stati Uniti del presidente Leone. Non è stata questa l'ultima causa della crisi di governo, che il presidente del Consiglio Rumor ha aperto ufficialmente giovedì 3 ottobre. Bensi ha affermato che "la nuova dipendenza dell'Italia dagli Stati Uniti modifica la possibilità di ricevere petrolio" peggiorando anche la situazione dell'occupazione. Egli ha criticato aspramente il modo democristiano di fare politica estera, senza alcuna consultazione istituzionale. Bensi ha rivendicato "una politica estera nei governi di coalizione che deve essere ripartita in modo collegiale. I viaggi del presidente e le visite di stato debbono offrire l'occasione per questo dibattito". Invece Leone se n'è andato in America parlando solamente con il ministro degli esteri Moro e con gli altri democristiani. Con Bensi si è schierato anche Pietro Nenni, che teme che Leone e Moro siano tornati dagli Stati Uniti con una rinnovata "carica anticomunista" e con impegni per aumentare le basi militari americane nel nostro Paese.

Abbiamo incontrato Cesare Bensi al convegno socialista di Francoforte, in occasione della fondazione ufficiale del PSI-Germania e gli abbiamo rivolto alcune domande d'emigrazione:

C.d'I.: Nell'odierno incontro di Francoforte i diversi gruppi e sezioni socialisti della Germania Federale si sono costituiti in federazioni unitarie. Che cosa si propone il PSI da questo strumento organizzativo, on. Bensi?

Bensi: La costituzione di una federazione nazionale di associazioni PSI qui in Germania permette un'azione unitaria socialista delle masse lavoratrici italiane e crea le premesse per un accordo a tutti i livelli con il partito socialdemocratico tedesco. La SPD costituirà il veicolo politico insostituibile per ottenere miglioramenti economici

per gli operai italiani in Germania. Pensiamo che i nostri emigrati possano partecipare alle elezioni sindacali e a quelle amministrative, contribuendo a risolvere i loro problemi nel quadro dei problemi del popolo tedesco e creando rapporti di solidarietà democratica fra tedeschi e lavoratori stranieri.

C.d'I.: In occasione della conferenza nazionale dell'emigrazione i partiti italiani sembrano avere "riscoperto" i loro obblighi di fronte agli emigrati. Quale può essere il ruolo dei partiti nell'emigrazione?

Bensi: Il ruolo di un partito nell'emigrazione è quello di agevolare l'inserimento dell'emigrato nella vita culturale, sociale, politica ed economica del paese in cui dà la propria attività. Ciò gli permette di essere partecipe della evoluzione della Società in cui vive e di sentirsi parte inte-

grante del paese che lo ospita. Nello stesso tempo il partito ha il compito di chiedere provvedimenti a livello politico ed economico che permettano agli emigrati di superare le attuali discriminazioni e di potersi inserire realmente nella vita del paese.

C.d'I.: La presenza in Germania di un forte partito socialdemocratico al potere, che tra l'altro ha una tradizione politica più conservatrice, non pensa che possa creare difficoltà nei rapporti tra PSI e SPD?

Bensi: Naturalmente questo implica solidarietà con chi rappresenta i lavoratori qui in Germania, cioè con il partito socialdemocratico e con il sindacato. I contatti che sono in corso ci permettono di pensare a un risultato positivo. Pensiamo per esempio all'inserimento delle organizzazioni socialiste di emigrati italiani nella SPD con voto

consultivo. In questo senso, è particolarmente importante l'accordo avvenuto con la SPD nel Baden-Württemberg e nell'Assia, con l'inserimento di rappresentanti PSI negli organismi direttivi a livello provinciale e regionale.

Il PSI ha sempre sostenuto che i socialisti, nei paesi dove si tro-

(Continua a pag. 2)



20

Ministero degli Affari Esteri

CONFERENZA GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

È ovvio che nell'equivocità di un testo di legge che non cala i principi programmatici nelle norme operative, la figura tipica del "funzionario", puntualmente ed esclusivamente esecutore di istruzioni governative, e la prassi autoritaria da sempre vigente alla Farnesina finiscono col prevalere e col condurre all'elusione degli interessi del cittadino emigrato.

Non si dimentichi che l'assetto amministrativo italiano impedisce

Rit

di fatto e di diritto, in ogni fattispecie istituzionale, che il pubblico impiegato si collochi in una posizione rappresentativa di istanze degli amministrati. Questa posizione è riservata in via esclusiva agli organi elettivi. Poiché è noto che l'unico organo elettivo espresso dalle collettività emigrate, il comitato consultivo italiani all'estero, non rappresenta un modello né di efficienza né di democrazia, risulta chiara l'esistenza di una zona di interessi fondamentali (ma spesso trattasi

31) addirittura di diritti), quella delle istanze dei lavoratori all'estero, che non è attualmente coperta da alcun sistema garantistico.

Da una parte dunque, il consolato assolve compiti amministrativi, che escludono l'analisi e la denuncia della problematica connessa al lavoro italiano all'estero, dall'altra non vengono, create strutture che colmino questi vuoti. Il ministero del lavoro e le filiazioni all'estero delle confederazioni sindacali hanno la possibilità di farlo.

In questo quadro, sia chiaro che le varie forme di "comitato consolare" che la legge prevede operino (o meglio ruotino) intorno all'ufficio, nelle non frequenti ipotesi in cui abbiano avuto materializzazioni, sono delle etichette che non coprono alcuna sostanza, una posizione cioè, dell'arbitro del console. I tentativi di rendere autonomi questi comitati, incardinandovi centri di gestione degli interessi dei lavoratori, vengono vanificati dal veto delle ambasciate e dell'amministrazione centrale.

Infine va sottolineato come l'istituto consolare altro non è se

non l'equivalente "formato esportazione" dell'istituto prefettizio.

Come la prefettura, il consolato dovrebbe esercitare competenza omnia in tutti i settori amministrativi, ed arrogarsi inoltre poteri di natura genuinamente politica ogni qualvolta esista una situazione conflittuale tra le esigenze espresse dagli organi elettivi e gli interessi dell'amministrazione centrale. Se è oggi contestata la legittimità costituzionale di tale dimensione della funzione prefettizia, ancora maggior rilievo assume la dilatazione teorica delle competenze degli uffici consolari: competenze che essi non esercitano, e che, in un corretto gioco democratico, è bene non siano chiamati ad esercitare.

Un possibile rimedio sarebbe appunto dato dalla suddivisione delle funzioni sulla base delle capacità professionali e delle attitudini di un largo ventaglio di amministrazioni ed enti. Quindi in sintesi: riconduzione dell'istituto consolare alle uniche funzioni (burocratiche) che è in grado di svolgere: scomposizione dei compiti di assistenza e tutela dei lavoratori italiani all'estero fra organi

diversi e dotati di competenza specifica: impostazione della nuova rete d'uffici secondo criteri ad un tempo efficientistici e democratici e che prescindano dai favoritismi indirizzati al maggior emolumento economico: individuazione dei canali istituzionali che possano veicolare le esigenze dei lavoratori.

Se si considera il profilo patologico della nostra organizzazione consolare ci si rende facilmente conto che esiste un vasto margine di possibile azione positiva anche nell'ambito delle attuali strutture istituzionali.

In una fase di transizione, nell'attesa cioè di dare un assetto realmente nuovo all'assistenza e tutela dei nostri lavoratori all'estero, vanno poste in evidenza le carenze superabili indipendentemente da una mutazione radicale degli istituti.

Sotto questo aspetto non resta molto da aggiungere, poiché ci si è già soffermati a lungo sulle contraddizioni fattuali insite all'amministrazione degli esteri.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

agenzia EUROPE

di

Bruxelles

del

10-X-74

LA DISCUSSION SUR LES DROITS ACQUIS DES TRAVAILLEURS EN CAS DE FUSION A LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DES AFFAIRES SOCIALES

BRUXELLES (EU), mercredi 9 octobre 1974 - La commission parlementaire des affaires sociales et du travail s'est réunie sous la présidence de M. Bertrand (démocrate-chrétien) le 7 et le 8 octobre à Bruxelles. Elle a eu un échange de vues sur la proposition de directive de la Commission Européenne concernant le maintien des droits acquis des travailleurs en cas de fusion de sociétés, de transfert d'établissement ainsi que de concentration d'entreprises. Il semble dès à présent que c'est surtout l'article 7 sur la consultation des travailleurs sur l'opération (fusion, transfert d'établissement et concentration) qui animera la discussion. La proposition de directive de la Commission prévoit que l'information des travailleurs et la procédure d'arbitrage ne peuvent pas entraver la réalisation de l'opération décidée par l'(es) entrepreneur(s). Cette idée est contestée par le projet de rapport de M. Yeats (Démocrate Européen de Progrès) sur cette proposition de directive et également par les socialistes. Dans son projet de rapport, M. Yeats demande que l'engagement à une discussion avec les travailleurs ou à une procédure de négociation ou d'arbitrage serait respecté avant que l'opération puisse être effectuée.

La commission parlementaire a également désigné la délégation qui participera du 5 au 7 novembre à la conférence sur "L'organisation du travail, évolution technique et motivation de l'homme" que la Commission européenne organisera à Bruxelles dans le cadre de l'élaboration de son programme d'action sociale. La prochaine réunion de la commission parlementaire aura lieu le 23 octobre à Bruxelles. Elle procédera à cette occasion à un hearing du Comité des organisations familiales auprès des Communautés (COFACE).

*** La CEE a réintroduit l'application des droits de douane sur les importations de machines à coudre de la position tarifaire 84.41 A 1 b, en provenance du Brésil, du moment que ce pays avait épuisé son contingent en franchise au titre du régime 1974 des "préférences généralisées".

mo



II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

le Journal de Genève di Ginevra del 10-X-74

L'initiative de l'Action Nationale (4)

Une charge fiscale accrue, une AVS compromise

III Il est un aspect particulier de l'initiative contre l'emprise étrangère et le surpeuplement de la Suisse qui mérite d'être souligné : son acceptation aurait des conséquences graves sur le financement de la prévoyance sociale helvétique : les caisses du deuxième pilier subiraient de lourdes pertes de substance, mais c'est surtout l'AVS dont le développement serait compromis. En outre, un « oui » le 20 octobre causerait de graves difficultés fiscales à la Confédération, aux cantons, et aux communes, en un temps où l'équilibre des finances publiques est déjà sérieusement compromis.

Par Michel Koch

Commentons par l'AVS. La part prise par les travailleurs étrangers au financement du premier pilier est actuellement très supérieure à la proportion des prestations qu'ils en reçoivent. Même si cette relation doit changer à terme, problème sur lequel nous reviendrons, il faut donc constater que les cotisations des travailleurs étrangers financent, en partie, les rentes versées aux retraités suisses. Dans ces conditions, l'acceptation de l'initiative plongerait l'AVS dans des difficultés inextricables. Si l'on regarde les choses de plus près, ces difficultés seraient les suivantes :

AVS compromise

Tout d'abord, le départ brusque de plus de 300.000 étrangers actifs — représentant globalement un revenu assujéti à l'AVS de 10 milliards de francs environ — creuserait immédiatement un « trou » énorme dans la masse des primes encaissées par l'AVS : au cours de ces dix dernières années, les versements des travailleurs étrangers se montent à 20 %, environ des cotisations perçues par l'AVS. Certaines estimations évaluent ce trou à 900 millions de francs par an dès 1979, date à laquelle prendraient fin les départs exigés par l'initiative. D'autres avancent des chiffres plus élevés encore.

Ce recul subit des recettes de l'AVS créerait sans délai le paiement des rentes plus difficile, puisque l'AVS repose sur le système de la répartition (les cotisations versées par les travailleurs servent à payer les rentes des retraités). D'autre part, une mise à contribution accrue du fonds de compensation de l'AVS (qui se monte à quelque 11 milliards de francs, dont la moitié environ a été versée par

les travailleurs étrangers) serait à déconseiller : les réserves de l'AVS sont déjà en baisse, et il importe de ne pas hypothéquer davantage l'avenir.

Or, cet avenir est lui aussi précaire. Le développement rapide des prestations de l'AVS dépasse largement le rythme d'accroissement de ses recettes, même si l'on ne tient pas compte d'un départ des étrangers. Il est d'ores et déjà prévu que, malgré une augmentation des cotisations, la part des finances publiques à la couverture des dépenses de l'AVS atteindra 25 % d'ici la fin de la décennie, contre 20 % actuellement.

Dans l'hypothèse où l'initiative de l'AN serait acceptée, le développement de l'AVS serait donc littéralement étouffé : le départ des travailleurs étrangers aggraverait — plus que proportionnellement à leur nombre — l'insuffisance des cotisations, et pèserait de plus sur les recettes fiscales (taxes sur le tabac et l'alcool) perçues par la Confédération pour financer l'AVS. Pour éviter de réduire les rentes, il faudrait donc envisager une hausse brutale des cotisations, et/ou une augmentation des impôts.

Déséquilibre démographique accru

L'augmentation des prestations n'est d'ailleurs que l'une des raisons pour lesquelles l'AVS éprouve une peine croissante à assurer son financement. Tout aussi important est le déséquilibre démographique dont souffre la population suisse, en vieillissement progressif. Au niveau de l'AVS, ce vieillissement a pour conséquence de faire supporter les rentes de retraités toujours plus nombreux par une population active en relative diminution : de

MONITORIO DEL 20 OCTOBBRE 1974



Ministero degli Affari Esteri

DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

1960 à 1970, le nombre des rentiers a augmenté de 29 %, contre 15,5 % seulement pour la population totale. Le moment est proche où la lourde proportion d'un rentier pour trois actifs sera atteinte.

L'élément étranger de la population contribue de façon non négligeable à freiner cette évolution, comme le montre le tableau suivant :

	Suisses de plus de 65 ans en % de la pop. suisse	Résidents de plus de 65 ans en % de la pop. totale
1950	9,5	9,6
1960	10,8	10,2
1970	13,1	11,4

STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

di del

Le départ des travailleurs étrangers et de leurs familles amputerait la population active de Suisse de 10 % environ, et ferait prendre un sérieux « coup de vieux » à la pyramide démographique de notre pays (voir graphique). Les charges pesant sur les actifs suisses en seraient accrues d'autant. A plus long terme, les travailleurs suisses auraient de plus à supporter tout seuls le vieillissement et la mise à la retraite des travailleurs étrangers ayant droit à l'AVS, sans qu'une nouvelle génération d'immigrés puisse les y aider. Les rentes versées aux retraités étrangers sont encore fort peu nombreuses aujourd'hui, mais leur nombre ira croissant ; enfin, il va sans dire que les travailleurs étrangers quittant notre pays emporteraient avec eux un droit inaliénable aux prestations de l'AVS.

En résumé, le départ des étrangers entraînerait de lourdes charges supplémentaires pour les travailleurs suisses. Pour reprendre l'expression de M. Franz Luterbacher, président du conseil d'administration de Brown-Boveri & Cie — et l'un des premiers à avoir souligné la gravité de cette question, lors de l'assemblée générale de la société — « le problème étranger d'aujourd'hui deviendrait le problème suisse de demain ».

Perte de substance fiscale

Les conséquences fiscales qu'entraînerait pour la Suisse le départ des étrangers appelle moins de commentaires. Au titre de l'impôt sur le revenu (perçu à la source pour tous les non-résidents), le « manque à percevoir » s'élèverait déjà à plusieurs centaines de millions (notons en passant qu'à savoir égal un travailleur étranger est désavantagé.

du point de vue fiscal, puisque l'impôt à la source est perçu immédiatement, et non avec deux ou trois ans de retard, comme l'impôt cantonal et l'IDN). Cette perte de substance fiscale devrait être compensée par la Confédération, les cantons et les communes — sur le dos, bien sûr, des contribuables suisses. L'économie réalisée sur les infrastructures utilisées par les étrangers ne compenserait de loin pas leur apport fiscal.

Enfin, les répercussions très graves d'un exode aussi massif sur la capacité de production et sur les finances des entreprises suisses se traduiraient par un recul brutal et durable de leur capacité bénéficiaire. L'impôt sur les bénéfices des sociétés en diminuerait d'autant.

Selon certaines estimations (à manier avec précautions), la baisse des recettes fiscales des collectivités publiques serait environ la suivante :

Impôt sur le revenu et la fortune	370 millions
dont	
Confédération	50 millions
cantons	160 millions
communes	160 millions
Impôts indirects	100 à 150 millions

soit un total proche du demi-milliard. Il faudrait encore y ajouter la baisse enregistrée au titre du droit sur les carburants.

Les finances des collectivités publiques, déjà très fragiles, seraient donc sérieusement affaiblies par l'acceptation de l'initiative. Le plus grand perdant serait, ici encore, le citoyen suisse, qui verrait ses charges fiscales et sociales augmenter au moment même où son niveau de vie et la sécurité de son emploi souffriraient du départ des travailleurs étrangers.

(A suivre)



Particulièrement nombreux dans les classes d'âge actives, les étrangers contribuent à équilibrer une population suisse vieillissante. (Source : « Evolution de la population et du potentiel de travail en Suisse », rapport de la commission fédérale consultative pour le problème des étrangers.)

L'Initiative de l'Action Nationale (4)

Une charge fiscale accrue, une AVS compromise

Il est un aspect particulier de l'initiative contre l'emprise étrangère et le surpeuplement de la Suisse qui mérite d'être souligné: son acceptation aurait des conséquences graves sur le financement de la prévoyance sociale helvétique: les caisses du deuxième pilier subiraient de lourdes pertes de substance, mais c'est surtout l'AVS dont le développement serait compromis. En outre, un « oui » le 20 octobre causerait de graves difficultés fiscales à la Confédération, aux cantons et aux communes, en un temps où l'équilibre des finances publiques est déjà sérieusement compromis.

Par Michel Koch

Commençons par l'AVS. La part prise par les travailleurs étrangers au financement du premier pilier est actuellement très supérieure à la proportion des prestations en cas en reçoivent. Même si cette relation doit changer à terme, problème sur lequel nous reviendrons, il faut donc constater que les cotisations des travailleurs étrangers financent, en partie, les pertes subies aux retraites suisses. Dans ces conditions, l'acceptation de l'initiative plongerait l'AVS dans des difficultés inextricables. Si l'on regarde les choses de plus près, ces difficultés seraient les suivantes:

AVS compromise

Tout d'abord, le départ brusque de plus de 200.000 étrangers actifs — représentant globalement un revenu assujéti à l'AVS de 10 milliards de francs environ — creuserait immédiatement un « trou » énorme dans la masse des primes encaissées par l'AVS: au cours de ces dix dernières années, les versements des travailleurs étrangers se montaient à 20% environ des cotisations perçues par l'AVS. Certaines estimations évaluent ce trou à 800 millions de francs par an dès 1979, date à laquelle prendraient fin les départs exigés par l'initiative. D'autres avancent des chiffres plus élevés encore.

Ce recul subit des recettes de l'AVS rendrait sans doute le paiement des rentes plus difficile, puisque l'AVS repose sur le système de la répartition (les cotisations versées par les travailleurs servent à payer les rentes des retraités). D'autre part, une mise à contribution accrue du fonds de compensation de l'AVS (qui se monte à quelque 11 milliards de francs, dont la moitié environ a été versée par

les travailleurs étrangers) serait à déconseiller: les réserves de l'AVS sont déjà en baisse, et il importe de ne pas hypothéquer davantage l'avenir.

Or, cet avenir est lui aussi précaire. Le développement rapide des prestations de l'AVS dépasse largement le rythme d'accroissement de ses recettes, même si l'on ne tient pas compte d'un départ des étrangers. Il est d'ores et déjà prévu que, malgré une augmentation des cotisations, la part des finances publiques à la couverture des dépenses de l'AVS atteindra 25% d'ici la fin de la décennie, contre 20% actuellement.

Dans l'hypothèse où l'initiative de l'AN serait acceptée, le développement de l'AVS serait donc littéralement étouffé: le départ des travailleurs étrangers aggraverait — plus que proportionnellement à leur nombre — l'insuffisance des cotisations, et pèserait de plus sur les recettes fiscales (taxes sur le tabac et l'alcool) perçues par la Confédération pour financer l'AVS. Pour éviter de réduire les rentes, il faudrait donc envisager une hausse brutale des cotisations, et/ou une augmentation des impôts.

Déséquilibre démographique accru

L'augmentation des prestations n'est d'ailleurs que l'une des raisons pour lesquelles l'AVS éprouve une peine croissante à assurer son financement. Tout aussi important est le déséquilibre démographique dont souffre la population suisse, en vieillissement progressif. Au niveau de l'AVS, ce vieillissement a pour conséquence de faire supporter les rentes de retraités toujours plus nombreuses par une population active en relative diminution: de

1960 à 1970, le nombre des rentiers a augmenté de 29%, contre 15,5% seulement pour la population totale. Le moment est proche où la courbe proportion d'un rentier pour trois actifs sera atteinte.

L'élément étranger de la population contribue de façon non négligeable à freiner cette évolution, comme le montre le tableau suivant:

	Suisses	Résidents
	de plus de 65 ans	de plus de 65 ans
	en %	en %
	de la pop. suisse	de la pop. totale
1950	9,5	9,6
1960	10,2	10,2
1970	13,1	11,4

Le départ des travailleurs étrangers et de leurs familles amputerait la population active de Suisse de 10% environ, et ferait prendre un sérieux « coup de vieux » à la pyramide démographique de notre pays (voir graphique). Les charges pesant sur les Suisses suisses en seraient accrues d'autant. A plus long terme, les travailleurs suisses auraient de plus à supporter tout seuls le vieillissement et la mise à la retraite des travailleurs étrangers ayant droit à l'AVS, sans qu'une nouvelle génération d'immigrés puisse les y aider. Les rentes versées aux retraités étrangers sont encore fort peu nombreuses aujourd'hui, mais leur nombre ira croissant; enfin, il va sans dire que les travailleurs étrangers quittant notre pays emportent avec eux un droit inaliénable aux prestations de l'AVS.

En résumé, le départ des étrangers entraînerait de lourdes charges supplémentaires pour les travailleurs suisses. Pour reprendre l'expression de M. Franz Luternacher, président du conseil d'administration de Brown-Boveri & Cie — et l'un des premiers à avoir souligné la gravité de cette question, lors de l'assemblée générale de la société — « le problème étranger d'aujourd'hui deviendrait le problème suisse de demain ».

Perte de substance fiscale

Les conséquences fiscales qu'entraînerait pour la Suisse le départ des étrangers appelle moins de commentaires. Au titre de l'impôt sur le revenu (perçu à la source par tous les non-résidents), le « manque à percevoir » s'éleverait déjà à plusieurs centaines de millions (notons en passant qu'à savoir égal un travailleur étranger est désavantagé).

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal

du point de vue fiscal, puisque l'impôt à la source est perçu immédiatement, et non avec deux ou trois ans de retard, comme l'impôt cantonal et l'IND. Cette perte de substance fiscale devrait être compensée par la Confédération, les cantons et les communes — sur le dos, bien sûr, des contribuables suisses. L'économie réalisée sur les infrastructures utilisées par les étrangers ne compenserait de loin pas leur apport fiscal.

Enfin, les répercussions très graves d'un exode aussi massif sur la capacité de production et sur les finances des entreprises suisses se traduiraient par un recul brutal et durable de leur capacité bénéficiaire. L'impôt sur les bénéfices des sociétés en diminuerait d'autant.

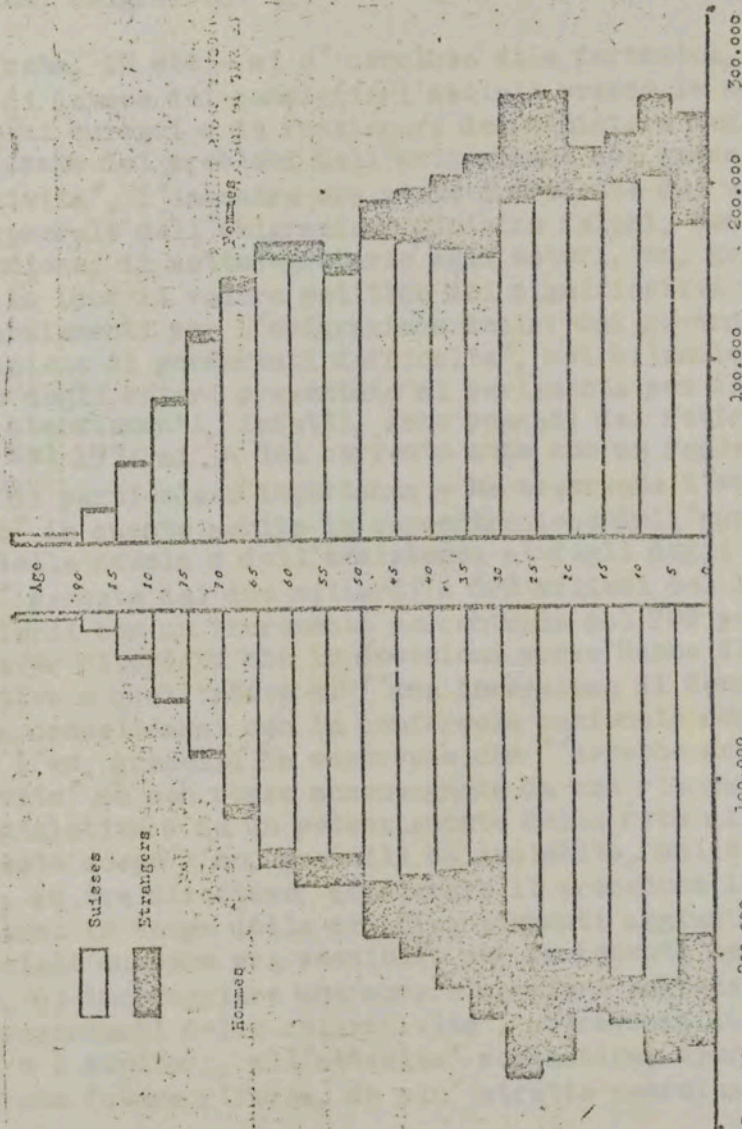
Selon certaines estimations (à manier avec précautions), la baisse des recettes fiscales des collectivités publiques serait environ la suivante :

Impôt sur le revenu et la fortune	370 millions
dont	
Confédération	50 millions
cantons	160 millions
communes	160 millions
Impôts indirects	100 à 150 millions

soit un total proche du demi-milliard. Il faudrait encore y ajouter la baisse enregistrée au titre du droit sur les carburants.

Les finances des collectivités publiques, déjà très fragiles, seraient donc sérieusement affaiblies par l'acceptation de l'initiative. Le plus grand perdant serait, ici encore, le citoyen suisse, qui verrait ses charges fiscales et sociales augmenter au moment même où son niveau de vie et la sécurité de son emploi souffriraient du départ des travailleurs étrangers.

(A suivre)



Particulièrement nombreux dans les classes d'âge actives, les étrangers contribuent à équilibrer une population suisse vieillissante. (Source: « Evolution de la population et du potentiel de travail de la Suisse », rapport de la commission fédérale consultative pour le problème des étrangers.)

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Aguzio Ause

di

forno

del

10-X-74

n. 175/1

inpol

per problemi emigrazione

(ansa) - roma, 10 ott - si e' riunita al cnel, sotto la presidenza del sottosegretario agli esteri on. granelli, la giun-

ta tecnica del comitato organizzatore della conferenza nazionale dell'emigrazione per l'esame dei problemi operativi e funzionali del segretariato previsto dalla legge. la giunta ha approvato le proposte organizzative formulate dal segretario generale, ministro bettini; hanno lo scopo di consentire la realizzazione della conferenza nazionale dell'emigrazione entro il prossimo dicembre. -)

h 1714/sil

per problemi emigrazione (2)

(ansa) - roma, 10 ott - si e' conclusa alla farnesina, una riunione di lavoro dei consiglieri sociali presso le ambasciate dei paesi europei e di funzionari del ministero degli esteri per l'esame dei problemi dell'emigrazione nei prossimi mesi di attivita'. l'incontro era stato introdotto dal vicedirettore generale dell'emigrazione ministro falchi, concludendo la riunione, il sottosegretario agli esteri, on. granelli, ha messo in luce il valore politico dei significativi aumenti degli stanziamenti per l'emigrazione decisi dal governo, in una situazione di perduranti difficolta', nel bilancio del ministero degli esteri presentato al parlamento per il 1975.

tali stanziamenti, infatti, sono passati dai sette miliardi circa del 1974 ai 14 del corrente anno con un raddoppio netto. "di particolare importanza - ha osservato l'on. granelli - e' in questo ambito la concentrazione dell'aumento nel settore della scuola e dell'assistenza ai figli degli emigranti che e' passato dai due miliardi e 620 milioni del 1974 a otto miliardi con un incremento percentuale del 200 per cento".

dopo aver ricordato che le decisioni prese hanno il valore quantitativo e qualitativo di "una inversione di tendenza, destinata a consolidarsi con la conferenza nazionale dell'emigrazione", l'on. granelli ha osservato che "avrebbe scarsa produttivita' se non fosse accompagnata da una riorganizzazione legislativa e da un potenziamento della rete all'estero".

a questo scopo l'on. granelli ha insistito, nelle sue conclusioni, su tre direttive: accelerare le procedure in modo da avvalersi in tempo utile dei finanziamenti aggiunti del fondo sociale europeo era possibili per la recente modifica dell'art. 4; incoraggiare una sempre maggiore partecipazione dei rappresentanti delle collettivita', attraverso le associazioni e i genitori, all'attivita' scolastica; operare, in vista di una futura riforma, un piu' stretto coordinamento



Ministero degli Affari Esteri

2

fra tutti gli uffici che si occupano al ministero degli esteri della scuola e dell'assistenza scolastica nell'ambito di due direzioni generali.

tra le novità positive introdotte quest'anno - ha concluso l'on. granelli - vi è anche quella di aver predisposto, sulla base degli aumenti di bilancio, un primo esperimento di programmazione per il triennio 1975-77 allo scopo di utilizzare le risorse disponibili con una visione pluriennale e con scelte equilibrate per soddisfare le esigenze oltre che della cee anche dei paesi extraeuropei che hanno assoluto bisogno di intensificare i loro sforzi nel campo scolastiche, linguistico e culturale; e' a questo metodo di programmazione, destinato ad aumentare la produttività della spesa, che deve-

Ritaglio

no attenersi anche le rappresentanze all'estero".--

h 1925/sil

nnnn

LE INIZIATIVE DELLE NOSTRE ORGANIZZAZIONI

Deciso intervento del PCI tra gli emigrati

Numerose sono le iniziative prese dalle nostre organizzazioni all'estero per una pronta azione di orientamento e di mobilitazione tra gli emigrati italiani attorno ai problemi sorti con la crisi di governo e la provocatoria mossa compiuta dai capi socialdemocratici con la richiesta dello scioglimento del Parlamento e la convocazione di elezioni anticipate. A Bruxelles, la nostra Federazione ha stampato e diffuso tra i lavoratori italiani e emigrati migliaia e migliaia di volantini che riportavano il comunicato dell'Ufficio politico del PCI. Analoghe iniziative sono state prese dalle nostre Federazioni di Stoccarda, Ginevra, Zurigo e dalla sezione del PCI di Londra.

Il tema della crisi di governo è stato al centro delle iniziative politiche che hanno animato a La Chaux-de-Fonds, nella Svizzera francese, la bella festa dell'Unità organizzata dalla sezione del nostro Partito. Alle centinaia e centinaia di convenuti ha parlato il compagno Roberto Nardi della sezione Problemi del Lavoro. Da Ginevra le associazioni degli emigrati hanno

inviato al Presidente della Repubblica e al governo telegrammi per chiedere che la Conferenza sull'emigrazione venga effettuata entro dicembre.

Molto riuscita è stata anche la festa dell'Unità organizzata a Wolfsburg, RFT, tra i lavoratori italiani impiegati alla Volkswagen. Applauditissima la compagna Graziella Riga, deputato al Parlamento, che ha illustrato ai convenuti la situazione italiana sottolineando il grave danno che ai lavoratori della Volkswagen, già duramente colpiti dall'inflazione e dalle riduzioni dell'orario di lavoro, deriverebbe con il prolungarsi della crisi e con il vuoto di potere che il gruppo dirigente del PSDI vorrebbe creare in Italia.

Le nostre organizzazioni all'estero hanno inoltre preso contatto con le altre associazioni degli emigrati per protestare contro il rinvio dei preparativi della Conferenza nazionale dell'emigrazione e per chiedere che, nonostante la crisi di governo, si proceda in ogni modo perché essa si tenga comunque entro la data stabilita.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di

Roma

del

10-10

Gli svizzeri si preparano al referendum anti-stranieri

E' il secondo nella storia della Confederazione, dopo quello del 1970 - Schwarzenbach non è questa volta tra i promotori della consultazione popolare

NOSTRO SERVIZIO PARTICOLARE
Ginevra, 9 ottobre

Il 20 ottobre prossimo la Svizzera dovrà di nuovo pronunciarsi mediante referendum popolare circa la riduzione forzosa del numero degli stranieri autorizzati a risiedere e lavorare sul suo territorio. Un primo referendum ebbe luogo nel 1970 su iniziativa dell'on. Schwarzenbach e dell'Azione nazionale. Fallì di stretta misura, 655 mila no contro 557 mila si: un esito che per quanto negativo doveva influire sulla politica del Governo elvetico inducendolo a seguire appunto la via indicata dal deputato zurighese, la lotta contro l'« inforestieramento ». Il problema si pone tuttavia stavolta in termini ben altrimenti perentori: un « sì » al referendum potrebbe significare per 496 mila cittadini stranieri regolarmente residenti in Svizzera l'obbligo di lasciare questo

Paese entro un termine di tre anni, scaglionati in gruppi di 180 mila all'anno, con riduzione considerevole anche per gli stagionali e i frontalieri.

A promuovere questo secondo referendum è di nuovo l'Azione nazionale, che però non è più capitanata da Schwarzenbach. Dopo la clamorosa secessione di un anno fa, motivata dalla sua opposizione ad un progetto da lui testualmente definito « brutalmente disumano, demagogico, contrario agli interessi del Paese », Schwarzenbach ha fondato un altro partito, il Movimento repubblicano. L'uomo in cui ci si era abituati a vedere la personificazione della più caparbia resistenza alla cosiddetta « penetrazione stra-

niera » ha dunque imboccato a sua volta la strada di Canossa? In realtà di fronte al dilemma dell'imminente referendum, il nuovo partito

di Schwarzenbach ha preferito non compromettersi, lasciando libertà di voto ai suoi aderenti. Pur non facendo personalmente mistero di ciò che pensa dell'estremismo dell'Azione nazionale, Schwarzenbach ha però rilasciato alcune dichiarazioni che in definitiva rischiano di portar acqua al molino di quest'ultima. « Se il popolo svizzero voterà per il progetto dell'Azione nazionale — ha detto — nel nostro Paese avremo la rivoluzione: sentendosi appoggiati dai sindacati svizzeri di sinistra, gli operai stranieri scenderanno in piazza per opporsi con la violenza alla loro espulsione. ». Immaginabili le conclusioni che ne possono trarre quegli svizzeri rimasti finora esitanti tra il radicalismo dell'Azione nazionale e le misure moderatamente restrittive nei confronti della mano d'opera straniera adottate da Berna: « Se questa è la situazione in cui ci siamo ridotti per l'insipienza di una politica d'espansione cieca-mente fondata sul solo aiuto dei lavoratori stranieri — dicono gli estremisti — non ci resta che una via di salvezza: liberandoci finché c'è tempo della massa potenzialmente nemica che ci siamo portati in casa. » Un'argomentazione che pecca evidentemente per superficialità, ma che non può mancare di fare una certa presa su di un'opinione pubblica esasperata dalle difficoltà quotidiane, che anche quasi si fanno sentire — inflazione galoppante, prezzi in continuo aumento, scarsità

di alloggi a pigione accessibile, restrizioni nel settore della luce, del riscaldamento, e probabilmente di nuovo della benzina — difficoltà tutte di cui si tende ad addossare la colpa all'eccessivo numero di stranieri.

Non manca chi ricorda che la presenza in soprannumero degli elementi allo-gegni ha avuto dei precedenti, per esempio prima della guerra del 1914. Ma come ignorare che il fenomeno assume oggi un carattere ben altrimenti vistoso? Allora gli stranieri erano infatti in stragrande maggioranza germanici, mentre oggi sono in prevalenza italiani e spagnoli, il che in un Paese per due terzi di lingua tedesca spiega molte cose.

C'è dunque da temere che siano gli xenofobi a spuntarla? E' un'eventualità che crediamo di poter escludere, tenendo conto dello schieramento dei partiti, tutti per il « no », a parte beninteso l'Azione nazionale, promotrice del referendum, e il Movimento repubblicano, in posizione ambigua. Però non si deve dimenticare che anche quattro anni orsono si era avuto in partenza un analogo schieramento dei partiti, il che non impedì a Schwarzenbach, benché rimasto sconfitto di misura, di potersi considerare come il vero vincitore morale del primo referendum. Questo per dire che accanto alle ragioni d'ordine materiale, che sono tali da indurre il corpo elettorale elvetico a votare « no », bisognerà stavolta tener conto anche degli imprevisti, spesso determinanti in un referendum, dove entrano in gioco nello stesso tempo interessi e sentimenti.

GUIDO TONELLA

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agencia "Europa" di Roma del 10-8-

20/20
n. 204/3
ester

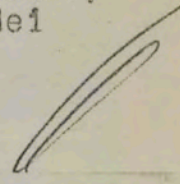
eletto nuovo presidente comitato economico e sociale delle comunita' europee.

(ansa) bruxelles 8 ott- in data odierna, nel corso della sessione costitutiva, il comitato economico e sociale delle comunita' europee ha eletto presidente per il prossimo biennio henri canonge, direttore generale della confederazione nazionale della mutualita', della cooperazione e del credito agricolo e rappresentante dell'agricoltura francese nell'ambito del comitato economico e sociale.

henri canonge, che fa parte del comitato dal 1958, subentra nella presidenza ad alfons lappas, che ricopriva tale carica dal 1972.

sono stati eletti vicepresidenti del comitato Louis ameye, presidente della federazione belga dell'industria del vetro, e john carroll, vicepresidente del sindacato irlandese dei lavoratori, dei trasporti e di altri settori.-

n 1840/dg
nnnn



IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Giorno* di *Milano* del *10-X*.....

**Spagna - Rilasciati
i 4 italiani**

BARCELONA, 9 ottobre
Sono stati rilasciati questo pomeriggio i quattro italiani arrestati sabato scorso assieme a 42 spagnoli

Essi sono: Gian Paolo Dettoni, di 32 anni, Paolo Priferi, di 25 anni, Luciano Fregoleto, di 28, e Cosimo Di Stefano pure di 28, tutti di Torino e dipendenti della FIAT.

I 4 sono stati imbarcati sul primo aereo in partenza per Torino.

Secondo la polizia la riunione, alla quale hanno partecipato i quattro cittadini italiani, era illegale ed aveva come scopo di creare difficoltà ai negoziati attualmente in corso presso la "SE-AT" (fabbrica spagnola di automobili licenziataria FIAT)

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Secolo d'Italia

di

del

GLI INTERESSI PERSONALI E POLITICI DEI SINDACATI E DEI PARTITI

Alla Conferenza dell'Emigrazione assenti gli emigrati

Il responsabile dell'ufficio emigrazione della CGIL ha dichiarato all'unico settimanale italiano di Francoforte che «...la conferenza si farà, con o senza il numero prescritto di emigrati» - Di nessun peso, per la Farnesina, la «Concomitalia», l'organizzazione italiana del Sud America, che raggruppa oltre trecentomila iscritti, i C.T.I.M., la D.C.V. e la F.A.I.E.G.

MENTRE il viceconsole italiano Treggiani di Baden (Svizzera) veniva richiamato a Roma e sospeso dalla qualifica per due mesi per aver coraggiosamente denunciato, nel corso d'una intervista, l'operato del Sottosegretario Granelli, questi, in forma ufficiale, visitava un circolo comunista di Taranto, accompagnato dal compagno Cianca.

Il viceconsole Treggiani, dopo la farsesca riunione di Bruzelles, affermò: «Dall'impressione che si riceveva assistendo ai lavori della riunione sembrava di vivere in un clima di 'compromesso storico', un tacito accordo sostanziale tra PCI e DC». Per questa dichiarazione, il diplomatico è stato accusato di vilipendio all'Amministrazione.

Analogamente, le impressioni ricevute a Bruxelles possono essere considerate valide anche per la riunione di Montreal, e danno maggiore consistenza alle nostre ripetute denunce se si considera la fonte e le simpatie socialistoidi dello sfortunato diplomatico.

Questo è lo spirito democratico della Farnesina, che con il suo atteggiamento sta svuotando di serietà e contenuto la preparazione della conferenza nazionale dell'emigrazione.

E' opportuno aggiungere, a questo punto, che, non a caso, il responsabile dell'Ufficio emigrazione della Cgil ha dichiarato all'unico settimanale italiano di Francoforte che: «...la conferenza si farà, con o senza il numero prescritto di emigrati». Una dichiarazione eloquentemente significativa.

In sostanza, la presenza degli emigrati non interessa un bel nulla, o, quanto meno, ben poco. Per la Farnesina, l'organizzazione italiana del Sud America, la «Concomitalia», che raggruppa oltre trecentomila iscritti, non ha alcun peso, come non contano i Comitati Tricolori Italiani nel Mondo, la



Stoccarda: uno degli squallidi ambienti abitati dai nostri emigrati

«D.C.V.», la «Faieg» e molte altre organizzazioni similari.

E' con queste poco allettanti premesse che si prepara la Conferenza nazionale dell'emigrazione. Non a torto, Treggiani ha dichiarato: «Un governo che prepara una conferenza nazionale dovrebbe avere almeno le idee chiare e avrebbe dovuto già approntare proposte di leggi, bozze di decreti e provvedimenti rispondenti agli interessi degli emigrati. Invece — continua il viceconsole castigato — arriveremo alla conferenza con una preparazione affrettata principalmente per il continuo inserirsi dei molteplici interessi per-

sonali e politici dei sindacati e dei partiti.

Se poi diamo una scorsa alle relazioni che saranno distribuite ai membri dal Comitato organizzatore, è inevitabile rimanere colpiti dalla penosa constatazione di come si tenti, irresponsabilmente, di svuotare di contenuto i lavori della Conferenza».

Assisteremo, infatti, ad una ennesima indagine su problemi che tutti conoscono, ma che nessuno vuole risolvere.

Quale potrà essere la reazione degli emigrati? Invitiamo il Sottosegretario all'Emigrazione di fornire la giusta risposta.

BRUNO ZORATTO

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Messaggero

di

Roma

del

10.10.67

LO HA COMUNICATO L'UFFICIO FEDERALE DEL LAVORO

Circa quindicimila italiani disoccupati in Germania

Altri cinquantamila lavoratori sono già tornati in patria negli ultimi dodici mesi per mancanza di lavoro

SERVIZIO DI
LELA GATTESCHI

Bonn, 9 ottobre

I miracoli economici sono passati di moda. Anche in Germania si è superato il mezzo milione di disoccupati. Per l'esattezza essi sono adesso 557 mila, pari al 2,4 per cento.

I più colpiti dalla crisi, con una percentuale del 2,6, sono gli stranieri: sono rimasti sen-

za lavoro in 66.800 (14.224 su 400 mila immigrati sono italiani). A queste cifre si devono però aggiungere i duecentomila (tra questi cinquantamila italiani) che, negli ultimi dodici mesi, hanno lasciato la Germania e fatto ritorno nei loro paesi, non avendo più un posto di lavoro a condizioni soddisfacenti. Alcune industrie, come la Volkswagen, per incoraggiare i «gastarbeiter» a rim-

patriare, avevano offerto una liquidazione-premio che poteva superare, in alcuni casi, i due milioni di lire. Nel solo mese di settembre il numero dei disoccupati è aumentato di 30 mila unità: gli stranieri, fra questi, sono 16.200. Come si vede, la tendenza non è a loro vantaggio.

Questi dati sono stati comunicati dal presidente dell'ufficio federale del lavoro, Josef

Stingl, il quale, pur sostenendo che la situazione non è drammatica, ha ammesso che non si può sperare in un miglioramento fino al marzo del 1975. Quest'anno si è andati molto al là del livello del 1967, che fu l'anno nero dell'economia tedesca nel dopoguerra: allora, in settembre i disoccupati furono 341 mila. A ciò si aggiunga che in molte industrie si applica l'orario di lavoro ridotto. Il numero degli operai e degli impiegati costretti a praticarlo è salito, nell'ultimo mese, da 160.300 a 265.300. Questo è tanto più preoccupante in quanto, di solito, l'autunno è il periodo della ripresa produttiva.

Secondo il ministro delle Finanze Hans Apel e altri esperti del mondo economico tedesco, una certa percentuale di disoccupazione è il minore dei mali e non è il caso di modificare per questo l'attuale politica congiunturale del governo Schmidt. Più importante — essi sostengono — è mantenere la stabilità dei prezzi. D'altronde — come ha ricordato oggi il portavoce governativo Boeling — lo stato federale si è impegnato a finanziare gli assegni per i disoccupati (che assicurino circa il 60 per cento del salario netto) qualora l'ufficio del lavoro esaurisse le proprie riserve. Lo stato tedesco è ricco e può permettersi anche il lusso di mantenere un cospicuo numero di persone pur di consentire al Cancelliere di non derogare dalla linea deflazionistica che si è imposta.

Per i lavoratori stranieri — ufficialmente non si opera alcuna discriminazione nei loro confronti — si preparano giorni difficili: il 60 per cento del salario non basta per mantenere, in taluni casi, la famiglia, in patria o in Germania. Dolorosa è, infine, la disoccupazione femminile: la quota delle donne senza lavoro è adesso del 3,2 per cento.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

92 Manifesto

di

Roma

del

10-X-

**VOLKSWAGEN. Licenziati
mille emigrati italiani**

Wolsburg. Alla Volkswagen di Wolsburg 1.000 operai italiani emigrati sono stati licenziati. La forma del licenziamento è quella dell'auto-licenziamento. La fabbrica propone di lasciare il lavoro dietro corresponsione di un compenso. Gli operai, anche per le pressioni che su di loro vengono fatte dalla direzione, finiscono per accettare. La conseguenza è il ritorno in Italia, dato che scarsissime sono ormai le possibilità di impiego nella Repubblica federale.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Espresso

di

Milano

del

**Protesta ACLI
a favore dei
lavoratori italiani
della Volkswagen**

ROMA, 9 ottobre

Una vibrata protesta sui licenziamenti degli italiani alla Volkswagen è stata presentata oggi al governo da parte della presidenza delle Acli. « Ancora una volta — è detto nella nota — le manifestate preoccupazioni dei lavoratori hanno trovato una grave conferma nei fatti, nonostante le ripetute assicurazioni verbali, togliendo il posto di lavoro a migliaia di emigrati: alla Volkswagen di Wolfsburg si è ripetuta in questi giorni la manovra degli "autolicenziamenti", che fino a questo momento ha interessato oltre mille lavoratori italiani emigrati ».

Nel denunciare questo fatto, la Presidenza delle Acli ha ribadito le sue preoccupazioni esprimendo al tempo stesso « la più netta condanna per l'assoluta carenza di tutela dei diritti dei lavoratori emigrati ».

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

de *Il Tempo*

di

di *Roma*

del

10-10-74

La disoccupazione in aumento anche nella Germania Federale

Il numero delle persone in cerca di impiego ha raggiunto le seicentomila unità - Riduzione degli orari di lavoro nelle industrie automobilistiche - Preoccupazione per gli stranieri

NOSTRO SERVIZIO PARTICOLARE
Bonn, 9 ottobre

Nonostante l'economia della Germania Occidentale sia ancor oggi una delle più stabili in Europa con un tasso di inflazione pari solo al 7,5 per cento, tuttavia mostra anch'essa i segni di un certo malessere. Uno dei più preoccupanti è l'aumento dei disoccupati e degli operai che lavorano ad orario ridotto. Oggi Josef Stingl, presidente dell'Ente Federale del Lavoro che ha sede a Norimberga, ha illustrato in una conferenza stampa lo stato di occupazione come si configurava alla fine di settembre. Il numero dei disoccupati in tutta la Repubblica Federale è dunque aumentato nel mese scorso di circa trentamila unità rispetto ad agosto, raggiungendo la cifra di 557 mila persone, pari ad una quota del 2,4 per cento. Nello stesso tempo il numero degli occupati ad

orario ridotto è più che raddoppiato, salendo da 105 mila a 265 mila unità. Questo fenomeno ha raggiunto una particolare ampiezza nell'industria automobilistica, dove la riduzione delle ore di lavoro interessa più di centoventimila dipendenti. Abbastanza colpito in questo senso è anche il settore elettrotecnico.

Il campo produttivo più fortemente interessato dalla disoccupazione è quello metallurgico. Uno dei settori più importanti, quello edilizio, viene invece al quinto posto. Particolarmente colpiti dalla disoccupazione sono purtroppo i cosiddetti *Gastarbeiter*, cioè i lavoratori emigrati che provengono in gran parte dai paesi dell'Europa meridionale, fra cui l'Italia: sessantasettemila di loro sono attualmente senza lavoro. Questa tendenza è confermata dal fatto che le percentuali più alte di disoc-

cupazione si registrano proprio in quelle regioni della Germania Occidentale dove più alto è il numero dei lavoratori stranieri, come per esempio nel Baden-Württemberg. In questo Land, situato nella parte sud-occidentale del paese con centro a Stoccarda, l'indice di disoccupazione ha raggiunto il 13,1 per cento, e nella Baviera settentrionale arriva al 7,1 per cento. Nello stesso tempo il numero dei posti di lavoro disponibili è sceso di quarantamila rispetto ad un mese fa, riducendosi complessivamente a 298 mila.

Nel commentare questi dati Stingl ha osservato che un tale aumento della disoccupazione all'inizio dell'autunno è un fatto inconsueto, poiché al contrario in settembre, a causa dell'incremento stagionale dell'attività produttiva, di solito il numero dei disoccupati diminuisce. La riduzione

di circa il dodici per cento dei posti disponibili, ha continuato il presidente dell'Ente Federale per il Lavoro, indica chiaramente che le difficoltà congiunturali della economia tedesca non sono ancora superate. Egli ha rivelato anche un calo negli investimenti ed ha escluso un miglioramento della situazione a breve termine. Stingl ha concluso la sua esposizione con un appello al Governo per un intervento capillare a sostegno dell'attività produttiva.

All'inizio di settembre il Governo di Bonn aveva annunciato un programma straordinario a favore dell'occupazione che prevedeva lo stanziamento da parte dello Stato e delle regioni di 900 milioni di marchi, pari a circa 225 miliardi di lire. Tale programma dovrebbe cominciare ad essere attuato concretamente alla fine di novembre.

G. B.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ROMA

di

1
Napoli

del

10-10-42

CHIUDONO LE FABBRICHE, INIZIA IL DRAMMA DEL RITORNO

Dal treno della speranza al treno della disperazione

L'incalzare della crisi economica ha convinto molti emigrati al mesto ritorno . Dalla Germania l'esodo più massiccio . Una « marea » di gente difficilmente controllabile

Una volta lo chiamavano il « treno della speranza », ora, con la classica filosofia napoletana, l'hanno ribattezzato « treno della disperazione ». Ed in questi giorni di primo autunno il « treno della disperazione » sta riportando al punto di partenza buona parte di quella gente che aveva sperato nella terra promessa del nord Italia e del nord Europa.

L'incalzare della crisi economica, avviata ormai verso i suoi vertici più alti, ha fatto scendere sensibilmente la disponibilità dei posti di lavoro per cui è stato giocoforza riprendere la strada per il Sud.

Dalla Germania alla Francia, sino al triangolo industriale lombardo-piemontese la cassa integrazione restrinse quotidianamente l'area della produzione. Le fosche previsioni della primavera e dell'estate, purtroppo, si stanno rivelando cronometricamente esatte. Gli sforzi del governo, tra colloqui con imprenditori e sindacati, per cercare di contenere i disoccupati nella cifra di un milione, preventivata, non troppo tempo addietro, dal ministro del Lavoro Bertoldi, non approdano ad alcunché di positivo. La demagogia dei politici cozza e si frantuma contro una realtà che non può essere scavalcata da un sorriso o da una stretta di mano. L'ostica situazione della FIAT è un classico esempio in materia.

I più colpiti dai disagi dell'attuale momento di recessione sono i lavoratori dei settori metalmeccanico, siderurgico e tessile. In Germania, infatti, la disoccupazione ha raggiunto le seicentomila unità mentre per i prossimi cinque mesi è previsto un ulteriore aumento di quattrocentomila unità. Totale un milione di persone in

cerca a: una nuova sistemazione. Il « test » tedesco costituisce un banco di prova di eccezionale validità. La Germania, considerata, infatti, sino a poco tempo fa, l'oasi del benessere occupazionale, è anch'essa in preda ad un forte ridimensionamento della produzione. La crisi del petrolio ha intaccato e lesionato il suo sistema portante. Basti dare uno sguardo al quadro della disoccupazione per rendersi ulteriormente conto della gravità del momento anche nella Repubblica Federale di Bonn. I disoccupati nel settore metallurgico ammontano a ottantaquattromilacento, nel commercio a quarantottomila, negli uffici amministrativi a settantatremilanovecento, nei trasporti a quarantaseimilanovecento, nell'edilizia a quarantatremilatrecento, nell'abbigliamento a trentamilaquattrocento, nel settore automobilistico a centaventottomila, nell'elettrotecnica a ventinovemilanovecento e nella siderurgia ad ottomilanovecento. A queste cifre bisogna aggiungere ciò che ha detto il presidente dell'associazione degli industriali dell'auto, Johann Heinrich Von Braun: « E' molto problematico poter continuare a mantenere l'equilibrio tra la recessione della produzione e le attuali quote in occupazione ». Come per dire attendevi tempi ancora più duri. A questa dichiarazione fa riscontro il perentorio invito del presidente dell'Ufficio del Lavoro, Stingl che ha esortato gli operai stranieri a « tornare nelle loro patrie ».

SCARICATI DAL TRENO DEL SOLE

Con questi chiari di luna era ovvio che numerosi emigrati cominciassero a fare

le valigie e a ritornare dalle nostre parti. Anziché vegetare in terra straniera, in attesa di un miracolo che non potrà giungere a breve scadenza, essi hanno ritenuto opportuno cambiare aria. In

Italia, almeno, con quel po' di soldi portato dietro, riusciranno a vivere più decentemente. Dopo si vedrà.

Alla stazione centrale in questi giorni sembra di assistere agli arrivi di Natale. I nuclei familiari con tutto l'armamentario di grossi valigioni, con chiusure rinforzate dall'immane groviglio di spago, e con la nidiate di figli sono diventati uno spettacolo giornaliero. Scaricati dai vari « treni del sole » trovano solo raramente qualche parente ad attenderli.

Dopo alcuni giorni trascorsi a folle velocità sui binari il loro viso è stanco ed abbruttito dal lungo viaggio. Un viaggio in cui i pensieri del nebuloso futuro si sono cozzati con quel po' di benessere lasciato alle proprie spalle. L'impatto con la stazione amica, che fa sentire il cuore in gola solo al vedere la tradizionale ed inalterabile sagoma del vecchio Vesuvio, è sempre dei più deprimenti. Nessun volto noto a dare il benvenuto ma solo una massa informe, protesa ad accaparrarsi un posto nei vagoni superaffollati. La tristezza nel cuore scende rapida ed improvvisa. Forse affiora alla mente, in quel preciso istante, l'allegria partenza con i familiari che tra una lacrima ed un abbraccio auguravano loro buona fortuna, il tutto oscurato, però, dalla solitudine del ritorno. Nè una follia nè una voce amica. I parenti stanno alla larga da chi può dare solo fastidio. Agli emigrati non resta altro che salutare affrettatamente i compagni di viaggio che proseguiranno per la Calabria o la Sicilia. Forse è il saluto migliore che essi avranno ricevuto o dato perchè nato dalla spontaneità di un istante.

Ad alcuni di questi emigrati, l'altro giorno, alla stazione centrale, abbiamo chiesto cosa si prova al momento del rientro a casa. « Non voglio pensare al domani — ci ha detto Biagio Esposito,

quarant'anni, rione Materdei, proveniente dalla Germania — sino a che potrò tirerò avanti con i soldi che ho messo da parte. Tra indennità di disoccupazione e qualcos'altro riusciremo a campare per alcuni mesi. Dopo vedrò il da farsi. In Germania mi hanno detto che buone possibilità di lavoro ci sarebbero nell'Iran o in Africa. Io sono saldatore e sicuramente troverò qualche strada. In Alaska o in Australia andrò a lavorare da qualche parte altrimenti come faccio a sfamare sette bocche? ».

Ma lei non poteva rimanere ancora un po' in Germania? Forse si sarebbe aperto qualche spiraglio buono. « Ma cosa vuole, lì eravamo mal sopportati. Appena si sapeva che eri rimasto senza lavoro ti davano fastidio in tutti i modi. La vita se non era impossibile si avvicinava quasi. I generi di prima necessità hanno subito un aumento tale da consigliare ulteriori ripensamenti. Con i soldi che sono riuscito a risparmiare, certamente, non avrei tirato avanti più di un mese. Invece qui starò bene almeno per il doppio ».

« RITORNO ALLA TERRA » NELLA VALLE CAUDINA

Più avanti scorgiamo una coppia che sotto il peso di tre pesanti valigie si avvia verso la « valle Caudina » la linea che unisce diversi centri dell'Irpinia e del Sannio al capoluogo partenopeo. Qualche istante prima la avevamo visti salutarsi con Biagio Esposito.

Anche loro reduci dalla Germania? « Ma che Germania — risponde il marito — ritorniamo dall'Inghilterra. Facevo il cameriere a Londra ma anche lì la crisi si è fatta sentire. Mia moglie lavorava in una lavanderia e ad un dato momento le hanno detto che dovevano ridurle la paga. Abbiamo deciso di ritornare perchè non si poteva più vivere ». Dove sono diretti? « In provincia di Benevento ». Vuole dirci il paese? No perchè i miei paesani diranno che non ho avuto fortuna ». Almeno ci dica il suo nome, incalziamo. « Mi chiamo Pasquale e mia moglie Concetta, il casato non desidero che si sappia ». Però, il buon Pasquale dimenticava che il suo « casato » era stato tracciato con gesso sulle valigie per paura, evidentemente, di qualche smarrimento. Infatti, si leggeva Colangelo.

I suoi progetti per l'immediato futuro erano quelli di ritornare ad arare i campi e di cercare un posto all'Alfa Sud o quando e come si farà l'insediamento FIAT a Grottamarda.

RASSEGNA DELLA

Ritaglio dal Giornale

UFFICIO VII

del

Gli emigrati che ritornano si dimostrano bene informati sui progetti industriali che interessano la nostra Regione. Per convincerli a partire le autorità dei Paesi ospitanti hanno fatto circolare artatamente che in Italia si stanno creando centinaia di migliaia di posti di lavoro. Molti hanno abboccato all'amo e prima del tempo hanno intrapreso la strada del ritorno, senza sapere che il tutto è ancora di là da venire. Le felici prospettive lasciate intravedere in terra straniera sono servite esclusivamente a liberare posti di lavoro da affidare a lavoratori del luogo. Intanto la realtà italiana è quella nota ovunque. Già difficilissima la difesa dei livelli occupazionali si presenta ora la reintegrazione degli ex emigrati. Solo a Napoli i disoccupati hanno superato la quota delle centotrentamila unità mentre i sottoccupati

sono quattrecentomila. Non parliamo della cassa d'integrazione, poi, perchè la lista si allunga ogni giorno sempre di più.

I centri a ridosso del capoluogo, quali Torre Annunziata, Acerra etc., non è che siano in condizioni migliori. Se si considera che la grossa speranza della Montefibre per l'agro acerrano, nella sua sede di Venezia è stata costretta a ricorrere alla cassa

d'integrazione allora si evince che il serbatoio, in cui dovrebbe essere convogliata buona parte della mano d'opera regionale, è saturo.

Dove indirizzare l'emigrante che torna? La risposta inconsciamente, forse, ce l'ha fornita il cameriere Pasquale Colangelo « ritorno alla terra ». E di terra da sfruttare per l'agricoltura e la zootecnia la Campania abbonda.

Francesco Landolfo

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

GENTE

di

Milano

del

10-10-72

**GLI STRANIERI
IN GERMANIA**

Bonn. Tra il 1972 e il 1973 gli stranieri residenti nella Repubblica federale sono aumentati di 440 mila unità e sono in totale 4 milioni: lo comunica l'Ufficio centrale di statistica, il quale fa notare che nel '61 i lavoratori stranieri erano soltanto 686 mila. Il 23 per cento di questi stranieri è di nazionalità turca, il 18 per cento jugoslava, il 16 per cento italiana.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

III
Il Corriere di Settegiorni Sydney del 11-X-61

Ritaglio dal Giornale

Il "nuovo" giornale

La scorsa settimana abbiamo promesso ai lettori una sorpresa. Eccola: Settegiorni di Sydney e il Corriere di Melbourne si sono uniti in un unico grande giornale a diffusione nazionale.

La nuova testata amalgama i nomi dei due giornali e i corpi redazionali, tipografico e amministrativo si fondono in un'unica organizzazione.

Usciamo, con questo numero, a 32 pagine che ci ripromettiamo di aumentare ulteriormente nelle prossime settimane. Il programma settimanale TV., limitato fin'ora a Melbourne, è esteso all'edizione di Sydney e, quanto prima, alle altre capitali di Stato.

Diciamo subito che il nuovo giornale continuerà la stessa politica di indipendenza di Settegiorni e de Il Corriere. Alle nostre spalle, vogliamo ripeterlo, non ci sono governi, enti, organizzazioni politiche, religiose, finanziarie. Gli azionisti del giornale sono nella quasi totalità persone che lavorano nel e per il giornale. Questo è il nostro prezioso patrimonio di vera indipendenza.

Del nostro operato dobbiamo rendere conto soltanto ai lettori e ai nostri inserzionisti che — bontà loro — non ci hanno fatto mai mancare il loro appoggio.

Ci siamo decisi al passo della fusione consci che soltanto un importante organo nazionale avrebbe potuto spegnere velleità monopolistiche nel campo dell'informazione ai nostri connazionali.

Il Corriere di Settegiorni continuerà il compito, già intrapreso, di offrire ai lettori un servizio informativo pronto ed attuale e soprattutto non settario, ma ispirato onestamente alla verità dei fatti. E' sempre per la verità che ci batteremo: in special modo quando altri — come hanno già fatto nel passato — cercheranno di falsarla.

Non è nostra abitudine fare promesse roboanti o avventate: diciamo ai lettori, semplicemente, che cercheremo di meritare sempre di più la loro adesione.

E' questa adesione, questo appoggio, che ci permettono lo slogan sopra la testata: "The most popular Italian newspaper in Australia".

CONFANNO (D) 10 OCTOBRE 1974

L'initiative de l'Action Nationale (5)

Logement: le mauvais souvenir des années de guerre lorsque les étrangers sont partis par milliers

■ Situation fâcheuse à Genève: il faut des familles aisées pour peupler les six mille appartements vides. Or, la police fédérale des étrangers paraît craindre une invasion, et refuse les autorisations de séjour. (...) Cette situation doit changer, « Genève doit vivre ». Ces lignes ne datent pas de demain. Elles sont tirées de la presse genevoise du 16 mars 1939. La crise du bâtiment, particulièrement forte à Genève (où elle était entraînée par le départ de nombreux étrangers), alarmait l'opinion de l'époque. Le chômage, la crainte d'une débâcle financière (« si le nombre des appartements vides devait conduire à des réalisations forcées, pouvait-on encore lire dans ces commentaires, notre pays se trouverait bientôt dans une crise financière et sociale extrêmement grave, car de nombreux propriétaires appartenant aux classes moyennes seraient menacés de ruine »), les difficultés du commerce et de l'industrie, étaient les principaux aspects d'une période économique particulièrement sombre.

Par Marian Stepczynski

Pourquoi ce rappel du passé? Pourquoi cet exemple genevois? Pour une raison bien simple: conséquences économiques d'une éventuelle évacuation de l'initiative de l'Action nationale ne pas à ce point évidentes, pour la majorité de la population, qu'elles lui permettent de se prononcer sur la nécessité de cause. Les arguments décisifs fournis par les milieux économiques, les pouvoirs publics, les partis, les commentateurs, ressemblent à une campagne habilement orchestrée pour le public, par essence peu familiarisé avec les problèmes économiques fondamentaux, soit à l'apprécier à leur juste valeur les répercussions, qu'on lui dit inévitables, de l'initiative sur l'économie conjoncturelle générale, ainsi que sur les secteurs particuliers.

On va ainsi, par exemple, du chômage, phénomène difficilement compréhensible, pour qui songe aux aspects immédiats du départ de dizaines de milliers d'ouvriers étrangers. Mais le problème le

plus frappant est certainement celui du logement, dans la mesure où de très nombreux partisans sincères de l'initiative tiennent le raisonnement suivant: il y a pénurie de logements, les logements sont trop chers, de nombreux logements sont occupés par des étrangers; si ces derniers sont nombreux à partir, il y aura de nouveau des logements disponibles, et cette détente du marché du logement permettra une réduction des loyers.

Brève période de détente,

Puis pénurie

Un syllogisme à la simplicité aussi percutante à quoi comble toute personne hypersensibilisée au problème du logement. Aussi, avant de chercher dans l'analyse, nécessairement complexe et ardue, des conséquences directes et indirectes de l'initiative, les raisons objectives de prévoir un désastre dans le secteur du logement, détracte dont nul ne

profiterait malgré les apparences, il valait la peine de rechercher dans le passé une situation...ultaire — qui pourrait atteindre au moins dix ans. à celle que nous risquons de connaître à présent.

Cette situation, nous pouvons la découvrir à Genève dans les années 1939 à 1945. Après une brève période de détente provoquée par le départ de quelques milliers d'étrangers, et caractérisée par une crise immobilière (5000 à 6000 logements vacants, arrêt pratiquement total de la construction, chômage, etc.), la pénurie de logements réapparaît, plus aiguë encore qu'avant, dès 1946. Un groupe de députés communistes et socialistes présentent au Grand Conseil genevois un projet de loi d'accompagnement à la construction qu'ils accompagnent d'un rapport alarmiste sur la situation du logement à Genève: 123 appartements vacants en 1945, soit un chiffre dérisoire; un seul logement terminé en 1945, contre plus de 2000 à Zurich; sept autorisations de construire déclinées, contre plus de 3000 à Zurich; doublement du prix de la construction entre l'avant et l'après-guerre; niveau des loyers inaccessible aux classes moyennes et modestes de la population.

Tout ceci, par le simple fait que la libération de 5000 à 6000 logements a complètement bloqué la construction. Et l'on sait que les répercussions de l'énorme retard pris à cette époque n'a pas fini de se faire sentir jusqu'à nos jours, alors même que la production de logements a augmenté considérablement plus vite, durant les vingt dernières années, que la population résidente du canton. On conçoit sans peine, dans ces conditions, que le départ de plus de 65.000 étrangers — comme l'impose l'initiative au seul canton de Genève — provoquerait dans le secteur du logement une crise incomparablement plus grave que celle qui s'est produite à Genève durant les années de guerre, en arrêtant n. la

Vendredi 11 octobre 1974

construction pour une période de plusieurs années — qui pourrait atteindre au moins dix ans.

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Journal de Genève di Ginevra del 11

Ministero degli Affari Esteri



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

di

del

Conséquences pour les ménages

Les conséquences pour les ménages? Une offre momentanément pléthorique de logements, certes, mais de logements qui ont été progressivement abandonnés parce que sans confort, trop petits, trop vieux. On sait, en effet, que la crise du logement que nous avons connue ces dernières années n'était pas à proprement parler une crise de pénurie quantitative — comme le montre le tableau ci-contre, le nombre de logements pour mille habitants a très largement dépassé la proportion des années de guerre — mais bien une crise « qualitative », marquée par le désir légitime d'un nombre croissant de familles d'habiter dans des logements plus spacieux et mieux équipés.

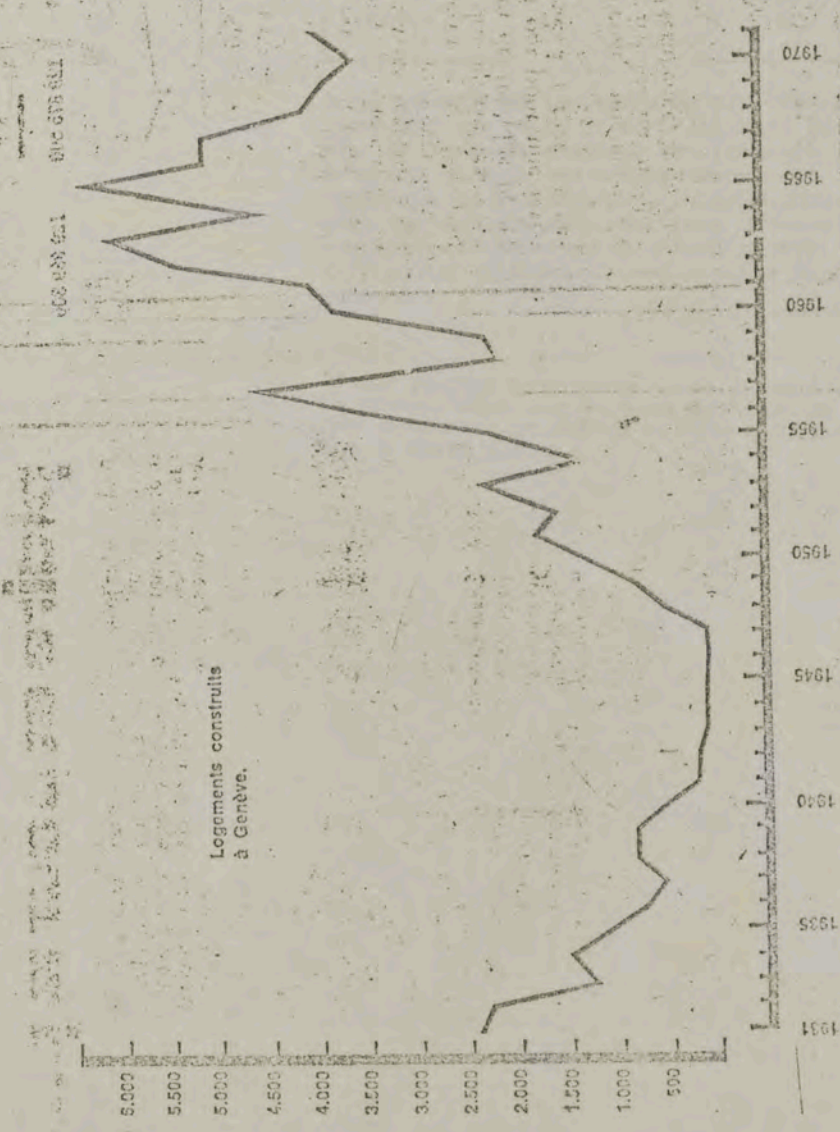
Par conséquent, dans la mesure où, très certainement, ce désir d'amélioration n'est pas encore complètement satisfait, le départ d'une importante proportion d'étrangers signifierait, ni plus ni moins, la ruine des efforts accomplis ces dernières années pour résoudre ce problème qualitatif. Non seulement il n'y aurait plus de nouveaux logements, dans aucune des catégories (H.M., logements pour classes moyennes, appartements de luxe), mais le parc de logements existants serait abandonné, livré à la déperdition, faute d'investissement en travaux d'entretien, de réparation et de modernisation.

En effet, et comme cela a risqué de se produire au moment de la guerre — mais qui ne s'est finalement pas produit à l'époque en raison de la reprise de l'activité — la dépression du marché immobilier conduirait fatalement à un « désinvestissement », parce que ce type de placements ne serait plus en état de produire un rendement suffisant, ni même en état d'assurer les amortissements nécessaires du capital investi. Une des formes de dégageant du capital immobilier serait, par exemple, la mise en vente de très nombreux appartements jusqu'alors loués, formule dont on sait, pour toutes sortes de

raisons, qu'elle n'est guère prise, ou simplement envisageable, pour de très nombreuses familles.

En outre, et à moins de limiter son avenir à l'imédiate futur, il faut considérer que l'accroissement démographique de la population résidente, après le

effets de la conjoncture sur le degré d'activité de la construction



quée par la brusque pénurie de main-d'œuvre). Il est d'ailleurs frappant de constater que la part du budget familial consacrée au loyer, influencée d'ailleurs par le niveau des revenus que par celui des loyers, est plus basse aujourd'hui qu'elle ne l'était durant les années de guerre. Les débats au Grand Conseil genevois, durant ces années-là, confirment qu'en réalité le coût du logement était un problème grave pour les classes modestes de la population.

Evolution des loyers

Les loyers? Le secteur immobilier, extrêmement sensible aux fluctuations conjoncturelles (ne dit-on pas que le bâtiment est le reflet de la conjoncture?), ne peut pas être détaché du contexte général. La crise du bâtiment précéderait l'ensemble de l'activité, au même titre que le marasme général s'étendrait au secteur immobilier. Par conséquent, une baisse éventuelle des loyers ne serait que le corollaire d'un effondrement général des prix et des rémunérations après une première période d'exacerbation des poussées inflationnistes (provo-



Evolution de la population
et du nombre de logements
à Genève

DIREZIONI

SOCIALI

RASSEGNA

IO VII

Ritaglio dal Giornale

del

	Population résidente du canton	Total des logements (au 31 déc.)	Pour mille habitants
1939	176 735	65 449	370
1942	179 606	66 521	370
1945	187 084	66 831	357
1948	204 750	67 462	329
1952	210 252	72 917	347
1956	227 590	81 438	358
1960	253 703	93 733	369
1964	288 829	112 471	389
1968	315 467	133 156	423
1972	331 675	141 871	446

Blocage de la construction
à Genève durant la guerre

	Logements terminés en 1945	Autorisés de 1941 à 1945	Construits de 1941 à 1945 (moy. ann.)
Lausanne	235	351	171
Berne	855	1247	666
Bâle	666	331	399
Zurich	2094	3149	1708
Genève	1	7	20

... creux provoqué par les départs massifs d'étrangers, reprendrait son cours naturel¹, cependant que le parc de logements existants, non renouvelé, non entretenu, suivrait une courbe descendante. Par conséquent, au bout d'un certain nombre d'années, dans dix ans peut-être, nous nous retrouverions confrontés aux problèmes de pénurie qu'après une dure période d'efforts nous sommes sur le point de surmonter.

¹Que pourrait accélérer la venue de nombreux Confédérés, attirés par les pôles de croissance les plus importants à un moment où ils ne trouveraient plus de travail chez eux.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GAZZETTINO di Venezia del 11-10-7

NUOVO COLPO PER GLI EMIGRANTI

Parigi vieta l'assunzione di lavoratori stranieri

In Francia vi è già mezzo milione di disoccupati - Oggi l'invitato di Ford incontrerà a Roma Colombo, Giolitti, Tanassi, Pedini e Carli

Nostro servizio

PARIGI, 10 ottobre

La crisi è veramente mondiale e coinvolge gli emigranti più direttamente che gli altri. Se n'è avuta la riprova oggi, dato che il governo francese ha deciso di prorogare a tempo indeterminato la sospensione di assumere lavoratori stranieri. La decisione era stata presa in luglio, ma sarebbe dovuta scadere il 30 settembre. La Francia sta predisponendo un piano per migliorare la vita dei lavoratori stranieri che già lavorano nel Paese, soprattutto per quanto concerne la casa e l'addestramento professionale. In Francia si trovano circa 4 milioni di lavoratori stranieri, metà dei quali lavorano con regolare continuità (il 60 per cento nell'edilizia e nel settore metallurgico). La decisione odierna va collegata al timore d'una crescente disoccupazione in Francia: ora vi è già mezzo milione di disoccupati, pari al 2,1 per cento della popolazione attiva.

Si è appreso intanto che l'invitato di Ford nei Paesi della Cee, William Eberle, ha invitato oggi i Paesi della Comunità ad attuare politiche in armonia con il programma anti-inflazione tracciato dal Presidente americano. I rappresentanti danesi, irlandesi e del Benelux incontrati oggi a Bruxelles da Eberle hanno approvato il piano Ford. Domani Eberle si recherà a Roma, dove avrà colloqui con Colombo, Tanassi, Giolitti e Pedini. Ci sarà un incontro anche con Carli. Mentre anche l'Iraq si è aggiunto al coro dei Paesi arabi nel respingere il monito

Usa e nel rivendicare il diritto di usare il petrolio come arma politica, l'Iran ha oggi ribadito che il greggio non sarà ribassato e che la crisi non è dovuta al petrolio, ma al consumismo occidentale. Intanto, il presidente del consiglio della riserva federale Usa, Arthur Burns, ha detto che il quadruplicato prezzo del greggio pone problemi irrisolvibili. Ha aggiunto che è assurdo parlare di riciclaggio dei petrodollari, che equivale ad «accumulare un debito sopra un altro». Si tratta — ha concluso — di ridurre i consumi di petrolio per indurre gli arabi a ridurre il prezzo e di adottare una linea comune a tutti i Paesi consumatori.

Da parte sua, Ford ha fatto sapere di prevedere un contenimento dell'inflazione negli Usa entro la prima parte del prossimo anno: lo confermerebbe l'aumento dello 0,1 per cento registrato in settembre nei prezzi all'ingrosso, il più esiguo negli ultimi dodici mesi.

Si registra intanto una posizione discorde da quella Usa sull'atteggiamento verso gli arabi: il Giappone è infatti contrario alla linea dura auspicata da Kissinger, a tagli nei consumi e nelle importazioni di petrolio. Tokio preferisce trattare direttamente, e amichevolmente, con i Paesi produttori di greggio. Si è infine appreso che la Libia ha ordinato alla compagnia Exxon d'interrompere ogni attività produttiva in territorio libico. Ciò sarebbe in rapporto a una vertenza sorta con una filiale dell'Eni: per questo la Exxon aveva interrotto le spedizioni in Italia di gas naturale liquido.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

agenzia ANSA di Roma del 11-X-76

incro
l'insegnamento dell'italiano all'estero

(ansa)-roma, 11 ott - sono oltre 200 mila - e la stima e' molto prudente - coloro che all'estero studiano la lingua italiana per iniziativa di enti non italiani, questo dato si rileva da una pubblicazione del ministero degli esteri ("l'insegnamento dell'italiano all'estero nelle scuole straniere") curata dalla direzione generale per la cooperazione culturale, scientifica e tecnica.

se a questo dato si aggiungono poi le iniziative sostenute dall'amministrazione statale italiana o da enti culturali italiani, e primo fra tutti la "dante alighieri", si rileva che oltre 450 mila stranieri studiano sistematicamente, ai vari livelli, la lingua italiana, si puo' dunque affermare che l'italiano ha una sua insospettata vitalita' anche in paesi lontanissimi, come per esempio nel senegal (dove e' compreso tra le lingue straniere che si insegnano nei licei statali) e nella nuova zelande (dove esistono corsi regolari di lingua italiana nelle varie universita'). per continuare con gli esempi, in romania l'italiano e' insegnato sia nella scuola primaria sia in quella secondaria e appare nel piano di studi di tutte le universita'. la lingua italiana e', assieme allo spagnolo al francese, al tedesco e al russo, una delle cinque lingue straniere considerate di "importanza fondamentale" negli stati uniti.

nella pubblicazione del ministero degli esteri vi e' anche un capitolo dedicato alle "scuole europee", le quali hanno un ordinamento "sui generis", di natura sovranazionale e sono frequentate da alunni di nazionalita' diversa.

le scuole europee oggi funzionanti sono sei e hanno sede a lussemburgo, bruxelles, mol geel (belgio), varese (italia), karlsruhe (germania) e bergen petten (olanda). ciascuna scuola europea e' articolata in quattro sezioni linguistiche: franco-belga, italiana, olandese e tedesca. in totale nelle sei scuole europee gli studenti (italiani e stranieri) che si applicano allo studio dell'italiano sono 2965.

h 1505/fn/dg

nnnn

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

agenzia ANSA di Roma del 11-X-47

ester

iniziativa antistranieri in svizzera: "la spirale dell'odio"

(ansa) - ginevra, 11 ott - anche se l'iniziativa sull'inforestieramento dell'azione nazionale (espulsione in tre anni di oltre 500 mila stranieri) sarà respinta il 20 ottobre prossimo, un male considerevole è stato già fatto: la nascita di pregiudizi che alimentano altri pregiudizi e dell'odio che attira l'odio, afferma oggi il quotidiano ginevrino "la suisse", che ha affidato ad un psicologo, uli windisch, il compito di analizzare le lettere che affluiscono numerose in questi giorni di campagna referendaria alla redazione del giornale.

per annullare il torto inestimabile che la campagna xenofoba causa alla svizzera e agli svizzeri, il commentatore de "la suisse" propone che all'indomani della votazione tutte le personalità, movimenti, partiti ed associazioni che hanno preso posizione contro l'iniziativa intraprendano una seconda campagna: dedicare uguale tempo e, denaro e lavoro per lottare contro la xenofobia, per curare questa malattia sociale, per colmare il fossato esistente fra il sottosviluppo delle strutture mentali e lo sviluppo economico dei paesi detti progrediti, migliorando in primo luogo la sorte dei meno favoriti, degli sfruttati e degli umiliati, stranieri e svizzeri. dall'analisi delle lettere giunte alla redazione del giornale emerge, secondo "la suisse", che la situazione sociale e politica attuale è la causa principale della xenofobia. dopo gli anni sessanta il mito del benessere generalizzato è controllato, in un periodo di difficoltà crescenti e di crisi di valori, le immagini della svizzera alle quali una parte della popolazione era più profondamente attaccata si sfaldano, scompaiono. ne consegue una crisi di fiducia, di confusione, di frustrazione, un sentimento di essere stato ingannato. e in questo contesto che taluni guardano all'iniziativa come ad un mezzo di salvezza e nei lavoratori immigrati la causa di tutti i loro mali.

h 1311/bra

nnnn

zozo

n. 96/3 segue 95/3

ester

iniziativa antistranieri in svizzera: "la spirale dell'odio"

(2)

(ansa) - ginevra, 11 ott - le lettere più violente od estremamente violente provengono naturalmente da lettori anonimi. ed ecco i ritornelli più ricorrenti: gli stranieri asfissiano il suolo svizzero; i bambini stranieri intossicano i nostri figli; gli stranieri devono pagare imposte più alte degli svizzeri; l'esercito non serve più a nulla dal momento che il nemico ha già invaso il nostro territorio; abbiamo sete di aria pura, vogliamo respirare in pace, eccetera. le vittime di questa cam-

L

Rit

pagna, gli stranieri, non sono meno virulenti degli xenofobi svizzeri. a titolo di esempio "la suisse" pubblica la lettera di un anonimo corrispondente straniero che si ripropone, se cacciato dalla svizzera, di strozzare il primo svizzero che incontrera' in vacanza nel suo paese "anche se dovro' passare tutta la mia vita in prigione".

E

altri sono amari: molti svizzeri voteranno contro l'iniziativa soltanto perche' hanno paura di veder mutare le loro abitudini e il loro rigetto sara' soltanto un atto di egoismo e non di solidarieta'. infatti, rivela "la suisse", molti lettori contrari all'iniziativa si preoccupano soprattutto di problemi materiali: chi raccogliera' le nostre immondizie? chi ci servira' al ristorante? chi fara' i lavori pesanti, sporchi, sgradevoli?

queste ed altre lettere rivelano in conclusione che contrariamente all'obiettivo che l'azione nazionale vuole raggiungere con la sua iniziativa (unire il popolo svizzero, purificare l'ambiente e gli animi), gli xenofobi sono riusciti invece a separare profondamente gli svizzeri - gli operai in particolare - propagando il rancore, il disprezzo, la sete di vendetta sugli immigranti. anche se l'iniziativa sara' respinta la campagna xenofoba ha pertanto causato gia' un torto inestimabile alla svizzera e agli svizzeri: il "nemico interno" non e' probabilmente la' dove lo si crede.

h 1316/ph/bra

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Le Monde

di Parigi

del

11-10-75

IMMIGRATION

Tout en prolongeant la suspension des rentrées en France

Le gouvernement présente un ensemble de mesures pour améliorer l'accueil et la formation des travailleurs étrangers

« Je suivrai personnellement la mise en place du programme d'amélioration des conditions de vie et de production, des conditions culturelles et sociales des travailleurs immigrés, qui vient d'être approuvé par le gouvernement », a déclaré le président de la République devant le conseil des ministres qui, le 9 octobre, a adopté le programme présenté par M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargé des travailleurs immigrés.

Nécessité économique, l'immigration ne doit pas être subie mais assumée, a dit M. Dijoud, en exposant longuement devant la presse les efforts qu'il comptait déployer et dont il avait indiqué l'orientation dans « le Monde » du 6 octobre 1974. Les pouvoirs publics doivent organiser l'entrée et le séjour des travailleurs étrangers. Un changement d'abord est nécessaire de la part des entreprises. Le coût réel social et économique de l'immigration doit être mesuré et équitablement réparti entre les entreprises et la collectivité. Enfin, l'attitude de la nation doit être modifiée. Les pouvoirs publics doivent lutter contre le racisme. Il n'est pas vrai qu'il y ait un seuil au-delà

duquel la tolérance compromet la paix sociale.

Pour l'essentiel, le dispositif adopté comporte le maintien de la fermeture des frontières, assorti cependant de certaines dérogations; le relèvement de 1 000 F de la redevance versée par les employeurs à l'Office national d'immigration; la simplification des cartes de travail; l'amélioration de l'accueil avec deux mille logements de plus en 1975 et, chaque année, la construction de seize mille logements familiaux et trente-cinq mille places de foyers; enfin le développement de la formation professionnelle.

Bon nombre de ces mesures étaient déjà amorcées. L'effort réalisé est appréciable, mais il peut paraître limité par comparaison aux retards accumulés: il ne faut pas oublier, par exemple, que quarante mille familles d'immigrés sont entrées chaque année, en France.

En présentant de façon groupée l'ensemble de son action, le gouvernement espère convaincre les immigrés eux-mêmes, les gouvernants de leur pays d'origine et, aussi, les organisations syndicales françaises que la France est décidée à avoir une politique globale de l'immigration. — J. R.

Le programme d'action en vingt-cinq points adopté le 9 octobre par le conseil des ministres complète les principales mesures suivantes :

● *Maintenir à titre provisoire la suspension de l'immigration.* Il est nécessaire que la priorité reconnue aux demandeurs d'emploi inscrits dans les agences pour l'emploi joue de façon stricte. Cependant les dérogations nécessaires seront accordées pour les demandes ne pouvant être satisfaites sur le marché national.

● *Négocier avec chaque grand pays d'immigration les modalités de mouvements mieux contrôlés.* Au coup par coup, les frontières seront rouvertes avec un certain contingent.

● *Négocier avec les pays africains et malgache d'expression française les modalités de l'immigration.* Ces conversations s'ouvriront sous peu. Par application du principe de réciprocité, dès maintenant les nationaux des pays qui soumettent nos propres ressortissants à des visas et titres de séjour et de travail devront satisfaire aux mêmes formalités.

● *Réprimer les trafics et les emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère.* Une mission judiciaire auprès du secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés sera chargée de suivre et de coordonner cette répression. Le contrôle des « faux touristes » sera renforcé.

● *Rétablir progressivement le monopole de l'Office national de l'immigration (ONI) en matière d'introduction de main-d'œuvre étrangère.* Il développera ses interventions dans les domaines de l'accueil, de la préparation à l'immigration et de la formation des travailleurs étrangers dans les pays de départ. Le cas échéant, il s'occupera de leur rapatriement.

● *Accroître les moyens financiers mis à la disposition de l'ONI et du FAS (Fonds d'action sociale).* La loi de finances pour 1975 comportera le principe d'une redevance complémentaire pour tout recrutement de main-d'œuvre étrangère par l'intermédiaire de l'ONI. Elle serait de 1 000 F, s'ajoutant à la redevance actuelle de 250 F. Le produit sera utilisé pour financer les actions sociales de l'ONI et du FAS.

● *Réformer et simplifier les titres de travail et de séjour.* — Leur nombre sera ramené à trois: le premier autorisera le nouvel immigré à travailler pendant un an dans une région et une profession déterminées. Le second sera accordé au terme de la première année et sera valable pendant trois ans pour l'exercice d'une profession dans une région. Enfin, le troisième autorisera le travailleur étranger, qui fournira un certificat de travail, à exercer pendant dix ans l'activité salariée de son choix sur l'ensemble du territoire. Ce titre sera renouvelable.

● *Loger progressivement tous les étrangers dans les mêmes conditions que les Français et créer des ressources supplémentaires.* En 1975, s'ajoutant aux programmes existants, seront financés sur le budget de l'Etat deux mille logements supplémentaires pour les immigrés, ainsi que des logements construits à l'aide du produit des deux dixièmes de la participation des employeurs à l'effort de construction. Cette participation, qui est globalement de 0,9 %, sera portée à 1 % du montant des salaires par la prochaine loi de finances; il y aura donc 0,2 % pour la construction de logements pour les immigrés.

● *Accroître et coordonner les actions entreprises pour le logement des étrangers.* Une commission nationale, présidée par le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, devra entreprendre, en année moyenne, la construction de trente-cinq mille places nouvelles pour les travailleurs immigrés isolés, rénover cinq mille places dans les foyers anciens et lancer des programmes nouveaux correspondant à environ seize mille logements pour les familles étrangères. C'est-à-dire environ le

Ritaglio dal Giornale

II
..... del

R/ double des réalisations programmées en 1974.

● *Mieux contrôler les conditions de logement offerts aux « primo-immigrants ».* — Les comités d'entreprise seront consultés sur la qualité du logement offert lors de toute demande d'introduction du nouveau travailleur étranger.

● *Renforcer le rôle de l'ONI en matière de préformation et de préparation à l'immigration.* — L'ONI organise déjà des stages de formation professionnelle de cinq mois dans quelques pays (environ mille travailleurs par an). Les nouveaux programmes doublent les effectifs en 1975 et atteindront quatre mille travailleurs en 1977.

● *Généraliser à l'ensemble des « primo-immigrants » l'organisation de stage d'adaptation rémunérés lors de leur arrivée en France.* — Ce stage sera obligatoire et il dispensera une initiation linguistique en même temps qu'une adaptation à la vie professionnelle et urbaine. Il est prévu quinze mille places de stages à la fin de 1975 et quarante mille à la fin de 1977.

● *Développer la préformation des jeunes* (mille places créées en 1975 et quatre mille d'ici à la fin de 1977) et la promotion professionnelle. Environ cinq mille étrangers suivent des stages de formation dans les centres de la F.P.A. Ces effectifs doivent être doublés en trois ans.

● *Lancer des actions de coopération - formation avec certains pays d'immigration et accélérer la formation des formateurs* (certains pouvant être, d'ailleurs, pris parmi les immigrés eux-mêmes).

● *Accroître le nombre des places d'initiation et d'adaptation pour les enfants d'immigrés et accélérer leur scolarisation dans les classes maternelles.*

● *Organiser la promotion des femmes immigrées.* — Un comité sera créé à cet effet, et Mme Françoise Giroud interviendra dans cette opération.

● *Achever la constitution du réseau national d'accueil.* — Quarante bureaux ont déjà été ouverts, et le réseau national sera définitivement constitué en janvier 1975.

● *Sauvegarder les liens socio-culturels des immigrés avec leur pays d'origine.* — Des liens privilégiés avec la culture d'origine seront maintenus pour ceux qui le désireront.

● *Assouplir les conditions d'accès des étrangers aux fonctions de membres des comités d'entreprise, de délégués du personnel et de délégués syndicaux.* Le projet de loi déposé à l'Assemblée nationale depuis octobre 1973 sera examiné lors de la prochaine session. Il établit la complète égalité des droits syndicaux avec les travailleurs nationaux.

● *Codifier les droits et les devoirs des étrangers* (groupe de travail), et élaborer un Livre blanc sur la politique d'immigration dans les années à venir.

● *Coordonner les politiques de l'immigration des pays européens.* — Ils seront conviés à étudier le projet que présentera le gouvernement français.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Piccolo

di

Roma

del

11-X

UNA NUOVA LEGGE IN UNGHERIA
PER APRE IL PAESE
ALLE IMPRESE STRANIERE

L'Ungheria intende intensificare i suoi rapporti commerciali con i Paesi dell'Occidente. Dopo alcune recenti iniziative di collaborazione sul piano industriale adesso vuole aprire il Paese alle imprese straniere.

Il Parlamento ungherese ha ora approvato infatti una nuova legge che consente ad imprese straniere di creare nel Paese proprie rappresentanze aprire propri uffici, mentre fino a poco tempo fa potevano farsi rappresentare in Ungheria soltanto da società statali.

Il governo dovrà comunque concedere un'autorizzazione alle imprese straniere, valutando caso per caso se le iniziative siano rispondenti alle finalità politico-economiche del Paese. La stessa legge sul commercio estero consente alle imprese ungheresi di creare filiali all'estero o di acquistare partecipazioni in imprese straniere. Rimane però invariato anche nella nuova legge il monopolio sul commercio estero, pure se le imprese autorizzate ad operare in Ungheria potranno godere di una certa autonomia.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale CORRIERE della SERA di Milano del 11-10

Azienda italiana costruirà in URSS fabbrica di lavatrici

Ancona, 10 ottobre.

L'industria Merloni di Fabriano, produttrice degli elettrodomestici «Ariston», ha stipulato un contratto commerciale con l'Unione Sovietica per un ammontare di 20 miliardi di lire.

Secondo l'accordo la Merloni dovrà realizzare a Kirov, una località distante 600 km. da Mosca, negli Urali, un impianto per la costruzione di lavatrici automatiche (in Russia è la prima del genere nell'ambito di un piano pluriennale che ne prevede 10 in tutto il territorio), e comporterà, per l'azienda italiana, la progettazione del prodotto e dell'impianto, nonché la fornitura di macchine ed il relativo montaggio in loco oltre all'addestramento di personale sovietico attraverso corsi da effettuare sia in Italia che in Russia.

L'inizio delle forniture decorrerà dal febbraio '76, mentre per la fine dello stesso anno lo stabilimento dovrebbe avviare l'attività.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Unità* di *Roma* del *11-10-*

ARGENTINA

Per tutelare le sedi delle associazioni democratiche

L'attentato compiuto recentemente contro la sede INCA di Buenos Aires ha posto in evidenza la gravità della situazione in cui si trovano le organizzazioni e i patronati di assistenza degli emigrati in Argentina e la necessità che il governo italiano compia i dovuti passi presso quello sudamericano. La questione è stata sottoposta all'attenzione del Parlamento per iniziativa dei deputati comunisti. In una interrogazione al ministro degli Esteri i compagni onorevoli Gramigna, Corghi, Cardia, Sandri, Bortot, Baccalini e Pascariello, oltre a denunciare il vile attentato chiedono se il governo ha ritenuto opportuno intervenire presso le nostre autorità consolari e quelle argentine per tutelare non solo le sedi ma anche la incolumità fisica dei dirigenti di associazioni democratiche e patronati di assistenza e di tutela dei nostri connazionali emigrati.

I deputati del PCI sostengono inoltre la necessità di opportune iniziative diplomatiche che devono essere compiute con urgenza affinché si espliciti effettivamente la tutela della emigrazione in Argentina e perchè le associazioni democratiche degli emigrati non abbiano a subire atti terroristici di chiara ispirazione di destra.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AVVENIRE di Milano del 11-10

**Peschereccio
italiano seque-
strato a Malta**

LA VALLETTA, 10 ottobre
Un peschereccio italiano, il « S. Benedetto Martire » del compartimento di Ancona, con sette membri d'equipaggio, è stato fermato da un'unità costiera maltese e condotto nel porto perchè sorpreso a pescare nelle acque territoriali maltesi.

Un altro peschereccio, anch'esso sorpreso da unità maltesi, è riuscito a fuggire. Processato per direttissima, il comandante Bruno Paolini è stato assolto dall'accusa perchè è stato accertato che il pesce che si trovava a bordo era stato congelato da parecchio tempo. Il comandante ha dichiarato che si trovava nelle acque territoriali maltesi per ripararsi dal maltempo.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di

Roma

del

11-X-

**Espulsi
dalla Spagna
i quattro italiani
arrestati**

Barcellona, 10 ottobre
I quattro italiani che erano stati arrestati mentre partecipavano la settimana scorsa ad una manifestazione illegale, sono stati espulsi dalla Spagna, secondo quanto riferiscono fonti della Magistratura.

Essi sono Giampaolo Dettoni, un impiegato della FIAT, Paolo Prieri, Luciano Pregelato e Stefano Casini, tutti e quattro di Torino.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Espresso* di *Roma* del *14-8-76*

UN RAPPORTO DEL COMMISSARIO DELLA CEE PER GLI AFFARI SOCIALI

Nell'Europa dei nove crescono i disoccupati ristagna la produzione

prevede - un tasso di crescita del 3,5 per cento nel prodotto nazionale dei Nove, contro il 5,5 per cento del 1973 e il 2,5 per cento stimato per l'anno in corso, questo basso livello di sviluppo della possibilità produttiva nella Cee, risultato così inferiore al 4 per cento, provocherebbe la disoccupazione di un buon numero di cittadini europei della stessa Comunità. E non si tratta certo di una prospettiva allettante.

Nell'Europa dei Nove, mezzo milione di persone in più dell'anno scorso si trovano attualmente senza lavoro: questo il risultato di una ricerca dettagliata sul tasso di disoccupazione nella Cee condotta dal dott. Patrick Hillery, commissario comunitario per gli affari sociali. L'analisi statistica della commissione è stata elaborata con i dati nazionali dell'ultimo quadrimestre trascorso, in seguito ad una interrogazione presentata sull'argomento da Alfred Bertrand, deputato Dc belga al Parlamento europeo.

Come sembra ormai di prassi quando si tratta di dati statistici, il rapporto tra percentuali di disoccupazione nei nove Paesi della Comunità non rispecchia esattamente quella che si presume possa essere la realtà della situazione. Per esempio, dai dati pubblicati dalla commissione risulta che i tassi di disoccupazione sarebbero aumentati da aprile ovunque, eccetto che in Italia: e ciò non sembra verosimile se si tiene conto della recessione in atto nel nostro Paese e delle sue conseguenze sull'occupazione.

Le statistiche di base che sono servite alla stesura dell'indagine provengono da ognuno dei Nove Stati comunitari ed ogni governo ha usato nella raccolta dei dati metodi differenti di rilevazione: a impedire inoltre una esatta valutazione dei dati in possesso contribuisce, da parte sua, l'atteggiamento di Bruxelles che presume, nel caso del sistema adottato dall'Italia,

una propensione a "gonfiare" il numero dei disoccupati e, nel caso francese, una tendenza opposta.

Stando alla relazione della commissione Cee per gli affari sociali, le prospettive di contenere gli attuali tassi di disoccupazione non sembrano, almeno per i prossimi mesi, indicare dei miglioramenti.

La carenza di possibilità occupazionale che si verifica oggi in Europa è stata provocata dalle spinte inflazionistiche seguite all'aumento dei prezzi delle materie prime verificatosi fin dalla guerra in Medio Oriente dello scorso anno. L'aumento della disoccupazione ha investito da allora, a causa delle difficoltà operative in cui si è trovata l'industria eu-

ropea basata essenzialmente sulla trasformazione, la totalità dell'Europa industrializzata, provocando riflessi negativi anche nei Paesi europei meno sviluppati.

Mezzo milione di senza lavoro in più dello scorso anno - Nel 1975, il previsto tasso di crescita della produttività comunitaria sarebbe inferiore al 4 per cento, provocando così una maggiore carenza di posti di lavoro

Alcuni casi particolari sono di per se stessi sintomatici. L'Olanda, non più in grado di assorbire lo stabilimento di ulteriori immigrati, sta già applicando maggiori restrizioni sull'immigrazione proveniente dalle proprie colonie (Surinam etc); la Germania occidentale ha, in parte, iniziato a rallentare l'afflusso di "gastarbeitern" cioè di lavoratori stranieri, anche proce-

Da parte italiana si teme, al contrario, una possibile restrizione dell'emigrazione i Paesi membri del Trattato di Roma che provocherebbe immediate sfavorevoli ripercussioni soprattutto nel Mezzogiorno, incapace di assorbire forze-lavoro ritornate nei rispettivi paesi d'origine.

Per quanto riguarda i vicini meno industrializzati della Cee, Spagna e Portogallo, Turchia e Jugoslavia, ognuna di queste nazioni ha circa mezzo milione di lavoratori attualmente occupati nella Comunità e, nel caso di una chiusura delle frontiere, nessuna di loro sarebbe certo in grado di provvedere ad un impiego in patria della maggior parte degli emigrati.

Un recente bilancio di previsione della commissione comunitaria presupponeva per il 1975 una maggiore lievitazione dei tassi di disoccupazione. Se infatti per il prossimo anno si verificherà - come si

uendo, come nel caso della Volkswagen, a liquidazioni anticipate dei contratti di lavoro.

La disoccupazione nella Cee, sarebbe certamente più alta se la stessa Germania, la Francia, il Belgio e la Danimarca avessero negato il visto di entrata a parte dei lavoratori stranieri, misura più volte presa in considerazione dalle rispettive autorità locali.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del

11-10

Con i sindacati e le associazioni degli emigrati

Discutere e definire i programmi per la scuola all'estero

Nel bilancio del ministero per gli Affari Esteri per l'anno 1975, che il Parlamento dovrà approvare per il 31 ottobre, risultano accresciute — anche se non nella misura necessaria — le somme destinate all'emigrazione, e, in particolare, gli stanziamenti per la scuola e la cultura. Si tratta di un primo risultato della lunga azione condotta dai lavoratori emigrati, dagli insegnanti, dalle associazioni e dai nostri compagni in Parlamento; anche le assemblee che si sono svolte all'estero in vista della Conferenza nazionale dell'emigrazione hanno spinto per una modifica di tutti gli indirizzi governativi.

Alcuni aumenti di spesa, previsti per il 1975, serviranno però quasi esclusivamente a compensare la svalutazione della nostra moneta e a far fronte agli oneri derivanti dall'aumento di tutti i costi delle attrezzature scolastiche, in Italia e all'estero. Va detto, anzi, che alcune voci che non sono state aumentate, come quella per il traspor-

to degli alunni, risultano di fatto inferiori rispetto agli anni precedenti, e non basteranno neppure ad assicurare lo stesso scarso servizio già fornito in passato.

L'aumento di stanziamento più consistente, nel bilancio del ministero degli Esteri riguarda il capitolo 3577 (già 3158 negli anni scorsi): sono iscritti in più 5 miliardi 380 milioni. Tale capitolo passa pertanto dai 2.620.000.000 del 1974 a 8 miliardi nel 1975. La domanda che è legittimo porre è questa: avremo effettivamente un miglioramento, anche se ancora insufficiente, oppure vi sarà una maggiore disponibilità di spesa per alimentare una politica scolastica clientelare, per consentire al COASCIT (i comitati assistenza scolastica istituiti presso i consolati) di continuare ad operare senza alcun dibattito democratico preventivo con le grandi organizzazioni dei lavoratori e senza alcun controllo? Vi sarà una maggiore disponibilità finanziaria per migliorare le cose o per allargare la discriminazione?

Quando noi parliamo di revisione, di «rifondazione» della politica scolastica all'estero non intendiamo soltanto fare accrescere gli stanziamenti, ma instaurare metodi nuovi, democratici, al passo con i tempi e con le esigenze, intendiamo sottolineare la necessità di un impegno nuovo del ministero della Pubblica Istruzione. Ecco perché è urgente portare la democrazia nei COASCIT e negli altri comitati consolari (da tempo è stata presentata alla Camera una proposta di legge dei parlamentari comunisti), discutere con i sindacati e con le associazioni quali sono i piani di spesa per il 1975.

La crisi del governo non deve impedire che questi programmi vengano discussi al più presto, perchè riguardano un anno scolastico che è già iniziato e che ha scadenze ed esigenze che non possono subire ritardi e altri rinvii. Occorre riconvocare la riunione presso il ministero degli Esteri con le associazioni degli emigrati (che era già stata indetta per il 18 settembre e che fu rinviata) per l'esame della situazione scolastica e dei piani dei quali abbiamo parlato, nonché dei necessari controlli.

L'occasione dell'esame dei bilanci dello Stato in Parlamento dovrà servire a sistemare meglio la politica scolastica, nel senso della spesa e degli indirizzi dei ministeri interessati. Di questi indirizzi il nostro giornale ha già indicato concretamente i singoli punti nel recente articolo del compagno on. Raicich. Nell'attuale situazione di crisi in Italia, la soluzione dei problemi deve essere affrontata con un nuovo impegno, per il quale i lavoratori e le loro organizzazioni, in tutti i Paesi sono chiamati a battersi.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale SOLE - 24 ORE di Milano del 11-10-24

**La Francia proroga
lo stop ai lavoratori
dall'estero**

Parigi, 10 ottobre

Il governo francese ha deciso di prorogare la sospensione sull'ingresso di lavoratori stranieri. Il provvedimento era stato preso nel luglio scorso ed era scaduto il 30 settembre; la decisione di proroga non ha limiti di data.

In Francia risiedono circa 4 milioni di stranieri, due milioni dei quali lavorano con regolare continuità: il 60% nell'edilizia e nell'industria metallurgica. La proroga sull'ingresso dei lavoratori stranieri va collegata al timore di una crescente disoccupazione.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L. Unità

di

Roma

del

11-10

**Gli assistenti di
italiano nelle
scuole francesi**

Signor direttore,

la crisi in cui si dibatte la scuola italiana, messa ancora una volta in luce dal cattivo inizio dell'anno scolastico non si limita a imperversare in Italia, ma ha il privilegio di essere esportata all'estero. Vogliamo segnalare il nostro caso che ci sembra sintomatico di quanto abbiamo premesso. Siamo gli assistenti di italiano presso le scuole francesi. La nostra funzione è quella di contribuire alla diffusione della lingua e della cultura italiana all'estero (oltre decine di assistenti operano in molti Paesi europei). Nel contempo, essendo neo-insegnanti o prossimi insegnanti della lingua parlata nel Paese in cui ci troviamo ad operare, il nostro soggiorno all'estero rappresenta un eccezionale momento di qualificazione professionale.

Come ella sa, entro il prossimo anno scolastico, dovrebbero aver luogo i corsi abilitanti speciali ed ordinari. In tal caso, quasi tutti noi, non essendo ancora abilitati all'insegnamento, saremmo oggettivamente obbligati ad abbandonare l'incarico all'estero per poter conseguire l'abilitazione. Ciò costituirebbe una grandissima scorrettezza nei confronti dell'autorità scolastiche francesi e un grave danno per l'insegnamento dell'italiano all'estero.

Dopo un'assemblea tenuta a Grenoble, abbiamo inviato al ministero la richiesta esplicita di essere dispensati dalla frequenza ai prossimi corsi abilitanti ed essere ammessi tout court agli esami finali pur rispettando i programmi ministeriali. Ci sembra una proposta corretta (cos'è qualificante per un insegnante di lingue più di un lungo soggiorno nell'ambiente scolastico straniero?) che, garantendo i nostri diritti, allontanerebbe la prospettiva di sguarnire le scuole straniere della nostra presenza.

ENZO BARNABA
per il Comitato coordinamento
degli assistenti di italiano in
Francia (Grenoble)

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Secolo d' Italia di *fumo* del 11-10-74

Il Convegno dei delegati europei del CTIM

Il governo non deve tradire le aspettative dei nostri emigrati

La Conferenza Nazionale dell'Emigrazione deve approfondire i problemi che travagliano i nostri lavoratori residenti all'estero - E' necessario fornire una risposta ai temi che riguardano la scuola, la cultura, il tempo libero, la sicurezza sociale e soprattutto gli alloggi - Prendere in considerazione la crisi che investe l'industria tedesca e può causare il licenziamento di migliaia di connazionali - La relazione del Segretario Generale del Comitato Tricolore per gli Italiani nel Mondo on. Tremaglia - Gli interventi di Martucci, in rappresentanza della CISNAL, Bacci e Joppi - I lavori del convegno dei delegati europei

zioni anche da parte di giornali e giornalisti che, sino a poco tempo fa, erano schierati su posizioni da « caccia alle streghe ».

Il segretario generale del CTIM ha quindi delineato le prospettive e gli indirizzi per una più capillare azione emigratoria, svolta già da anni con notevole e lodevole impegno da tutti i dirigenti periferici del Comitato Tricolore, i quali operano nella collettività e per la collettività lasciandosi agli avversari, ai mestatori di professione il compito della sterile strumentalizzazione ridotta ai temi di un antifascismo così poco avvertito da chi lavora spesso in condizioni di vita e di alloggio non decorose, disatteso o tradito nelle proprie aspirazioni.

Nel quadro delle istanze e delle legittime esigenze degli italiani emigrati in Europa, l'on. Tremaglia ha approfondito i temi della sicurezza sociale, della parità di trattamento tra lavoratori, i problemi della scuola, della cultura, del tempo libero, affrontandoli seriamente e concretamente come dovrebbe fare il Governo se dopo 25 anni di abulia e disinteresse si decidesse a prenderli in considerazione.

NELLA sede del Comitato Tricolore per gli Italiani nel mondo l'onorevole Mirko Tremaglia, Segretario generale, ha presieduto il Convegno al quale hanno partecipato i delegati provenienti dai vari Paesi d'Europa ed inoltre l'on. Buttafuoco, il dott. Martucci rappresentante della CISNAL presso le Organizzazioni internazionali del lavoro, il prof. Bacci ed il prof. Joppi.

L'on. Tremaglia ha dato inizio ai lavori con una dettagliata relazione nel corso della quale ha riferito sulla situazione politica italiana turbata quest'anno da una serie di tragici episodi, alcuni dei quali strumentalizzati dalle sinistre e perfino da componenti dello stesso Governo, al solo scopo di addossare colpa e responsabilità ad una ben precisa parte politica.

Azione capillare

E' quindi nata la controffensiva della verità che ha suscitato perplessità e commenti non fa-

Il segretario generale ha sollevato inoltre la irrisolta questione degli alloggi (la piaga delle baracche e dei baraccati soprattutto in Germania) ed ha stigmatizzato le assurde disposizioni che impediscono a chi entra in Italia di portare somme superiori alle 35 mila lire italiane, causando così una perdita non indifferente nel cambio della valuta estera specialmente agli emigrati.

L'oratore ha preso poi in seria e preoccupata considerazione la crisi che sta investendo anche le industrie tedesche con la possibilità di licenziamenti in primo luogo dei lavoratori stranieri e quindi italiani, presenti nelle fabbriche in gran numero.

L'on. Tremaglia, dopo aver affermato che i diritti civili e politici sono negati agli italiani emigrati perché non viene esteso loro il diritto di voto, ha informato i delegati d'Europa sulle conferenze tenutesi recentemente nelle varie aree geografiche in preparazione alla prossima Conferenza Nazionale dell'Emigrazione, rilevando la sistematica discriminazione sin qui operata dal Ministero degli Esteri.

6/6



Ministero degli Affari Esteri

Chiara risposta

Gli inviti ad « amici e compagni » ha deformato l'effettiva rappresentatività del mondo dell'emigrazione. Si sono voluti tra l'altro ignorare il Comitato Tricolore la cui consistenza operativa con delegazioni, federazioni, Sezioni è ufficialmente riconosciuta in ogni Continente dai va-

ri Governi e dalle rappresentanze diplomatiche italiane.

Rit.

A conclusione della relazione il Segretario generale ha esposto il piano organizzativo che prevede, tenuto conto dei positivi risultati sin qui raggiunti, una maggiore incisività e l'estensione dei compiti a tutela ed a difesa del mondo dell'emigrazione.

Ha quindi preso la parola il dott. Martucci che si è intrattenuto con particolare rilievo sui

temi ed indirizzi della prossima Conferenza Nazionale dell'Emigrazione che ha già un preciso connotato di sinistra con lo scopo ben definito di strumentalizzare politicamente anche gli emigrati italiani all'estero.

Il dott. Martucci ha poi dichiarato che si terranno nel debito conto tutte le iniziative e provvedimenti di assistenza sociale che tramite la CISNAL e l'Enas possono essere approntati a favore dei lavoratori.

I professori Bacci e Joppi hanno assicurato la loro disponibilità per uno studio organico dei problemi scolastici e culturali esistenti in Europa al fine di denunciare le carenze e le disfunzioni, e segnalare alle Autorità i provvedimenti necessari per sanare le attuali insufficienze.

Alla ripresa dei lavori l'on. Tremaglia che ha porto innanzitutto un saluto ed un ringraziamento all'on. Buttafuoco che avverte sensibilmente i problemi dell'emigrazione ed è consapevole più di tanti altri, in quanto parlamentare, sindaco e siciliano, del dramma di chi parte verso terre lontane e straniere.

Aperto il dibattito il Presidente della Delegazione CTIM della Svizzera ha tracciato il quadro delle attività svolte quest'anno, le possibilità di sviluppo della Delegazione con l'apertura di nuove sedi, l'eventualità di costituire circoli a carattere regionale; ha rilevato l'ostile campagna contro il CTIM svolta da organizzazioni comuniste, paracomuniste ed extraparlamentari di sinistra. Il delegato CTIM della Svizzera ha invece affrontato il problema dei frontalieri e dei pendolari che va risolto nel quadro di un'organica intesa tra i due governi.

L'ispettore per il Belgio ha esposto la situazione organizzativa suscettibile di ulteriori progressi. Sullo stesso tema ha interloquuto il segretario CTIM di La Luyère.

Il delegato della Danimarca ha fatto il punto della organizzazione del Comitato, unica associazione italiana accreditata presso le nostre autorità e riconosciuta dagli organi ufficiali danesi che hanno mostrato ampia disponibilità nel venire incontro alle legittime istanze della collettività.

Il delegato CTIM del Portogallo ha riferito sull'azione del CTIM locale, in relazione all'entità della nostra collettività.

Il delegato della Francia ed il segretario di Merlebach hanno fornito una esauriente relazione sulle attività svolte, che per l'impegno comune è in fase di netto rilancio con l'apertura di nuove sedi per soddisfare attività culturali e tempo libero dei connazionali.

Infine il delegato CTIM della Germania, insieme con gli ispettori di Essen e Stoccarda e al segretario di Frommern, ha analizzato l'eccezionale lavoro svolto con un proselitismo che è riuscito a distogliere masse di operai dalle chimere marxiste. L'attività si dirama in vari campi, dall'assistenza allo sport (torneo calcistico « 13 giugno » con la partecipazione di 12 squadre), dai corsi di lingua alla stampa del periodico « *Oltreconfine* » di diffusione europea. Di rilievo altre iniziative quali le manifestazioni in onore degli Azzurri ai Mondiali di calcio e la « Giornata della stampa nazionale ».

Tutti i convenuti, nei loro interventi, hanno unanimemente denunciato in contrasto con la incisività operativa e la crescente rappresentatività dei Comitati Tricolore, le discriminazioni sin qui operate ai loro danni da parte del Ministero degli Esteri, che ha voluto deliberatamente ignorare l'importanza di una forza viva delle collettività italiane; di conseguenza hanno dato mandato al Segretario Generale on Tremaglia di svolgere tutte le azioni che servano a riparare una patente ingiustizia ed eventualmente a denunciare le azioni di ostracismo che ripugnano ad ogni coscienza civile e sinceramente amante della libertà.

A chiusura dei lavori l'on. Tremaglia, nel ringraziare i presenti per l'attività svolta, li ha invitati a proseguire con uguale abnegazione e dedizione per potenziare i settori e servizi che più sono richiesti dalla collettività. Solo così — ha sottolineato il Segretario Generale — il CTIM posto all'avanguardia nella tutela ed assistenza agli emigrati, dà una chiara risposta agli inetti che si cullano sulle parole e sulle affermazioni di disquisizioni ideologiche.

P. G.

La forza del CTIM

23 Delegazioni: in Argentina, Australia, Belgio, Brasile, Canada, Cile, Danimarca, Etiopia, Francia, Germania, Inghilterra, Olanda, Panama, Perù, Portogallo, Rodesia, Spagna, Stati Uniti, Sud Africa, Svizzera, Turchia, Uruguay e Venezuela.

133 fra Federazioni e Sezioni nelle città dove è più forte la presenza di Italiani emigrati, fra cui Buenos Aires, Mendoza, Cordoba, Sydney, Melbourne, Bruxelles, Mons, Charleroi, San Paolo, Rio de Janeiro, Montreal, Toronto, Santiago, Asmara, Lione, Saint-Etienne, Stoccarda, Colonia, Francoforte, Norimberga, Monaco, Amburgo, Londra, Rotterdam, Panama, Lima, Lisbona, Salisbury, Madrid, Joannesburg, Pretoria, Ginevra, Zurigo, Berna, Basilea, Istanbul, Montevideo e Caracas.

Pubblicazioni settimanali, quindicinali e mensili in Paesi come l'Argentina, il Brasile, il Canada, la Germania (con una edizione a tiratura europea), il Sud Africa. Giornali e stazioni radio che fiancheggiano le attività del CTIM in Australia, nell'America del Nord e nell'America Centrale.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Secolo d'Italia* di *Roma* del *11-10-54*

LETTERA APERTA AL SOTTOSEGRETARIO AGLI ESTERI

Le pericolose amicizie dell'on. Granelli

Egregio Onorevole, forse non è corretto indirizzarLe questa lettera nel mezzo della crisi di governo, nel momento cioè in cui Lei si trova in bilico nella carica di Sottosegretario all'Emigrazione, ma ho la certezza che qualunque personaggio sostituirà l'on Rumor al governo terrà ben conto delle Sue benemerenze filomarxiste, oggi così determinanti nel dosaggio dei posti e delle prebende e lo manterrà nella poltrona così poco ambita.

Almeno all'inizio, quando ne prese possesso, anche a Lei risultò poco gradita la carica. Non desiderava «la patata bollente» dell'emigrazione, materia con la quale altri suoi predecessori si erano scottati e per un politico del Suo stampo che riesce ad emergere per gli atteggiamenti clericomarxisti, il posto non doveva rappresentare il traguardo ideale.

Col tempo però ha cambiato idea e l'ha cambiata quando ha intravisto (quando si è accorto — a differenza dei suoi predecessori meno scaltri di Lei — che sul problema dell'emigrazione si poteva benissimo innestare una speculazione politica) che, al livello di discussione accademica, di strumentalizzazione del malcontento e di condizionamento sindacale, la penetrazione socialcomunista poteva risultare utile e produrre effetti propagandistici.

I socialcomunisti, se non sono iriconoscenti, devono essere immensamente grati alla Sua opera ed alle Sue particolari attenzioni, non tanto per i risultati di consenso di là da venire, quanto per i favori ed i compiacenti riguardi disposti da Lei nei loro confronti. Invitandoli in massa alle numerose riunioni preparatorie della Conferenza Nazionale dell'Emigrazione, Lei li ha resi protagonisti, conferendo ad essi un crisma di rappresentatività che deve essere ancora dimostrato.

Mosso da tanto ardore non si è sentito punto dal rimorso democratico per l'esclusione e la

discriminazione di altre associazioni che possiedono le carte in regola svolgendo, per la collettività, importanti attività di carattere sociale assistenziale, culturale e sportivo (che solo Lei vuole ignorare).

Evidentemente a Lei non dispiace inquinare, con una politica faziosa e settaria, il mondo dell'emigrazione o per lo meno è prevalente, nei suoi obiettivi, stendere una mano ai marxisti piuttosto che affrontare, sul piano della serietà e della responsabilità, le istanze e le legittime aspirazioni degli emigrati, sempre in attesa di provvidenze e tutele che non arrivano mai.

In altri termini Lei ha tentato di affidare ai comunisti il monopolio del dissenso e quindi della contestazione ritenendo cittadini italiani residenti all'estero abbastanza sprovvediti da non capire quale altra truffa gli si vuole rifilare.

Con i comunisti, onorevole Granelli, non solo si sente a proprio agio (se ne è avuta una riprova a Bologna con la Sua partecipazione oratoria al festival comunista dell'Unità, anche a costo di una severa reprimenda dei dirigenti della DC bolognese) ma non perde occasione per dimostrare di essere l'alleato più ossequioso del PCI.

Solo così si spiega il Suo intervento alla riunione del Comitato consultivo degli Italiani all'estero svoltasi a Buenos Aires quando ha pronunciato una dura filippica contro il governo militare cileno ed ha preteso una mozione di condanna verso la Giunta Militare. Una mozione che, secondo le Sue direttive, doveva essere approvata all'unanimità e non lo è stata per la astensione di alcuni partecipanti al convegno che non hanno accettato la Sua assurda e poco democratica imposizione.

Lei è sicuramente caduta nel ridicolo assumendo una posizione che deve avere molto divertito il gen. Pinochet, «il despota del Cile», vistosi censurato da una decina di personaggi di poco conto riuniti per discutere problemi emigratori.

A Toronto, recentemente, Lei non ha mosso obiezioni al comportamento degli attivisti del PCI, invitati alla riunione preparatoria della Conferenza Nazionale dell'Emigrazione, i quali hanno anche intonato «bandiera rossa» non si sa bene per quale motivo. I presenti hanno potuto osservare il Suo evidente compiacimento per questa squalida esibizione canora.

Onorevole Granelli, con queste Sue inclinazioni e per i favori concessi al PCI può affermare pubblicamente di aver guadagnato le simpatie della estrema sinistra.

A conti fatti la Sua creatura, la Conferenza Nazionale della Emigrazione, se si farà, rivelerà di essere una assise fortemente politicizzata e così strumentalizzata da rendere vana ogni speranza di costruttività e concretezza, le sole cose che interessano e sensibilizzano il mondo dell'emigrazione.

Il risultato della Conferenza, fin da ora, può darsi scontato, conoscendo come si sono articolati i lavori delle riunioni preparatorie diretti da uomini allineati sulle Sue posizioni e che hanno registrato la larga partecipazione di attività del PCI.

Lei, onorevole sottosegretario, ha forse trascurato un particolare: all'estero per l'esperienza vissuta è difficile che obbrocchino all'escra della retorica e della demagogia (alleratei come sono al lavoro di cervello per scetticismo e diffidenza).

Due difetti, questi, che in un clima di faziosità e strumentalizzazione diventano virtù perché fungono da antidoto e contaci da virus.

Con il più sincero dissenso, lei le Sue pericolose iniziative,

Virgilio Spada
Roma, Ottobre 1954

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Globo

di

Volvo

del

11-4-2

Dichiarazioni del sottosegretario Granelli

14 miliardi nel '75 per assistere gli emigranti

LE spese destinate all'assistenza dei nostri emigranti all'estero saranno raddoppiate l'anno prossimo, passando da 7 a 14 miliardi di lire. Lo ha annunciato il sottosegretario agli Esteri Granelli ad una riunione di consiglieri sociali presso le Ambasciate dei Paesi europei, conclusasi ieri alla Farnesina. L'on. Granelli ha sottolineato il valore politico dei significativi aumenti degli stanziamenti in una situazione di perduranti difficoltà. L'incontro era stato introdotto dal vice direttore generale dell'emigrazione, ministro Falchi.

« Di particolare importanza — ha osservato l'on. Granelli — è in questo ambito la concentrazione dell'aumento nel settore della scuola e dell'assistenza ai figli degli emigranti che è passato dai 2 miliardi e 620 milioni del 1974 a 8 miliardi con un incremento percentuale del 200 per cento ».

Dopo aver ricordato che le decisioni prese hanno il valore quantitativo e qualitativo di « una inversione di tendenza, destinata a consolidarsi con la Conferenza nazionale dell'emigrazione », l'on. Granelli ha osservato che « avrebbe scarsa produttività se non fosse accompagnata da una riorganizzazione legislativa

A questo scopo l'on. Granelli ha insistito, nelle sue conclusioni, su tre direttive: 1) accelerare le procedure in modo da avvalersi in tempo utile dei finanziamenti aggiuntivi del Fondo Sociale Europeo ora possibili per la recente modifica dell'art. 4; 2) incoraggiare una sempre maggiore partecipazione dei rappresentanti delle collettività, attraverso le associazioni e i genitori, all'attività scolastica; 3) operare, in vista di una futura riforma, un più stretto coordinamento fra tutti gli uffici che si occupano al ministero degli Esteri della scuola e dell'assistenza scolastica.

« Tra le novità positive introdotte quest'anno — ha concluso l'on. Granelli — vi è anche quella di aver predisposto, sulla base degli aumenti di bilancio, un primo esperimento di programmazione per il triennio 1975-77 ».

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ROMA

di

Napoli

del

11-1

**Stanziameti
per gli emigranti**

ROMA, 11

Sono stati decisi dal governo rilevanti aumenti degli stanziamenti per l'emigrazione, che sono passati dai sette miliardi circa del 1974 ai 14 dell'anno prossimo.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL POPOLO di ROMA del 11-10-74

Nel bilancio del ministero degli Esteri per il 1975

Raddoppiati i fondi a favore degli emigrati

Gli stanziamenti sono passati da circa 7 miliardi a 14 — La riunione dei consiglieri sociali presso le ambasciate in Europa e di funzionari della Farnesina — L'intervento di Granelli

Si è conclusa alla Farnesina, una riunione di lavoro dei consiglieri sociali presso le ambasciate dei paesi europei e di funzionari del ministero degli Esteri per l'esame dei problemi dell'emigrazione nei prossimi mesi di attività. L'incontro era stato introdotto dal vice-direttore generale dell'emigrazione ministro Falchi. Concludendo la riunione, il sottosegretario agli Esteri Granelli ha messo in luce il valore politico dei significativi aumenti degli stanziamenti per l'emigrazione decisi dal Governo, in una situazione di perduranti difficoltà, nel bilancio del ministero degli Esteri presentato al Parlamento per il 1975.

Tali stanziamenti, infatti, sono passati da 7 miliardi circa a 14, con un raddoppio netto. «Di particolare importanza — ha osservato Granelli — è in questo ambito la concentrazione dell'aumento nel settore della scuola e dell'assistenza ai figli degli emigranti che è passato dai 2 miliardi e 620 milioni del 1974 a 8 miliardi con un incremento percentuale del 200%».

Dopo aver ricordato che le decisioni prese hanno il valore quantitativo e qualitativo di «una inversione di tendenza, destinata a consolidarsi con la Conferenza nazionale dell'emigrazione», l'onorevole Granelli ha osservato che «avrebbe scarsa produttività se non fosse accompagnata da una

riorganizzazione legislativa e da un potenziamento della rete all'estero».

A questo scopo, Granelli ha insistito, nelle sue conclusioni, su tre direttive: 1) accelerare le procedure in modo da avvalersi in tempo utile dei finanziamenti aggiuntivi del Fondo sociale europeo ora possibili per la recente modifica dell'articolo 4; 2) incoraggiare una sempre maggiore partecipazione dei rappresentanti delle collettività, attraverso le associazioni e i genitori, all'attività scolastica; 3) operare, in vista di una futura riforma, un più stretto coordinamento fra tutti gli uffici che si occupano al ministero degli Esteri della scuola e dell'assistenza scolastica.

«Tra le novità positive introdotte quest'anno — ha concluso Granelli — vi è anche quella di aver predisposto, sulla base degli aumenti di bilancio, un primo esperimento di programmazione per il triennio 1975-77 allo scopo di utilizzare le risorse disponibili con una visione pluriennale e con scelte equilibrate per soddisfare le esigenze oltre che della CEE anche dei paesi extraeuropei che hanno assoluto bisogno di intensificare i loro sforzi nel campo scolastico, linguistico e culturale: è a questo metodo di programmazione, destinato ad aumentare la produttività della spesa, che devono attenersi anche le rappresentanze all'estero».

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del 11-1

Contro le manovre delle forze dell'avventura

Azione unitaria per evitare un rinvio della Conferenza

Grave misura: è già stata sospesa la riunione del Comitato organizzatore

In conseguenza della crisi di governo, la riunione del Comitato organizzatore della Conferenza nazionale dell'emigrazione, è stata rinviata a data da stabilirsi. Dati i ristretti margini di tempo di cui ancora si disponeva per preparare la Conferenza, fissata per i primi di dicembre, è facile supporre che con la crisi governativa si voglia anche cogliere l'occasione per procrastinare la Conferenza stessa.

La riunione del Comitato organizzatore, che doveva tenersi il 15 ottobre, era a nostro avviso molto importante perchè doveva definire gli ultimi preparativi e le modalità della Conferenza, nonché le relazioni, il numero dei partecipanti e a quale titolo. Il tempo disponibile era già troppo scarso tanto che qualcuno ne ha colto il pretesto per evitare precisi impegni circa l'organizzazione di assemblee rappresentative e qualificate nei Paesi europei di immigrazione per limitare il peso della partecipazione degli emigrati.

Considerando da un lato la gravità della crisi governativa, il carattere provocatorio della mossa socialdemocratica che l'ha aperta e, dall'altro, le responsabilità dei gruppi dirigenti della DC nel determinare la precarietà del quadro politico e l'immobilismo anche del 5° governo Rumor, sorge legittimo il sospetto che con il rinvio della riunione del Comitato organizzatore ci si voglia incamminare anche verso l'aggiornamento della Conferenza medesima. Niente di sorprendente se si tiene conto che chi tira i fili della manovra per lo scioglimento anticipato del Parlamento e per nuove ele-

zioni politiche mira ad evitare impegni egualmente importanti e altrettanto solennemente assunti dinanzi al Paese; sono, tanto per fare alcuni esempi, l'azione contro il neofascismo e le trame eversive, il voto a 18 anni, il nuovo diritto di famiglia, la riforma della RAI-TV, la punizione dei responsabili dello scandalo petrolifero ecc.

Un eventuale rinvio della Conferenza dell'emigrazione non può che preoccuparci. Per anni i dirigenti democristiani — dietro il pretesto dell'instabilità politica e del susseguirsi delle crisi di governo — hanno più volte disatteso l'impegno assunto solennemente in Parlamento e dinanzi al Paese di promuovere e organizzare la Conferenza. Oggi, quando, nonostante i limiti, che noi comunisti abbiamo ripetutamente denunciato, si era ormai giunti a questo traguardo, si profila una analoga manovra che può alimentare un nuovo e profondo senso di amarezza e di delusione tra i lavoratori italiani all'estero.

Gli emigrati, che pur si sono mobilitati e con passione hanno portato avanti iniziative unitarie per costringere le forze di governo a convocare la Conferenza, si rendevano ben conto che essa non poteva essere il toccasana per un male che, venticinque anni di politica ce l'aveva reso cronico e immenso; ma sapevano — e sanno — che, facendola diventare un grande fatto nazionale, la Conferenza può per lo meno rappresentare l'avvio di una vera ed effettiva politica dell'emigrazione, l'inizio di una svolta radicale da una situazione che, per ciò che concerne la tutela dei diritti dei nostri emigrati e della loro dignità di cittadini italiani, continua ad essere caratteriz-

zata da un deplorabile atteggiamento di agnosticismo e di disattenzione da parte delle autorità italiane.

Il superamento di questa situazione rappresenta, senza tema di eccedere, il risultato che i lavoratori italiani emigrati più di altro si attendono dalla Conferenza. Ne sentono anzi l'urgente necessità, pressati come sono da quanto sta accadendo a loro danno nei Paesi di immigrazione. Vi sono cioè le gravi conseguenze dell'inflazione, la disoccupazione e le riduzioni di orario di lavoro, che colpiscono prima di tutti i lavoratori stranieri indifesi da una adeguata previdenza sociale; il referendum di domenica 20 ottobre in Svizzera, che minaccia la cacciata in massa dei nostri connazionali; l'inefficienza della rete consolare e la mentalità burocratica con cui vengono seguiti i problemi degli emigrati, come hanno nuovamente denunciato le interrogazioni dei deputati comunisti; l'anacronismo della scuola per i figli degli italiani all'estero, il paternalismo e l'autoritarismo con cui si applica la « 153 ». Questi sono solo alcuni dei momenti della vita dei sei milioni di lavoratori emigrati che più spingono perchè la Conferenza si tenga, e si tenga con il chiaro proposito di giungere a precisi impegni. Ma sono

anche quei momenti da cui deriva una inequivocabile condanna di chi, tentando la carta dell'avventura per minacciare la democrazia, agisce anche contro gli interessi e

le aspirazioni degli emigrati. Il 1974 deve essere l'anno della Conferenza, è stato detto, e non quello di un nuovo inganno.

DINO PELLICCIA

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Popolo* di *Roma* del *11-10-7*

■ **L'organizzazione
della conferenza
dell'emigrazione**

Si è riunita al CNEL, sotto la presidenza del sottosegretario agli Esteri on. Granelli, la giunta tecnica del comitato organizzatore della conferenza nazionale dell'emigrazione per l'esame dei problemi operativi e funzionali del segretariato previsto dalla legge. La giunta ha approvato le proposte organizzative formulate dal segretario generale, ministro Bettini; hanno lo scopo di consentire la realizzazione della conferenza nazionale dell'emigrazione entro il prossimo dicembre.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Sole d'Italie

di

Bruxelles

dei

12-X-74

C'E' QUALCUNO AGLI ESTERI CHE VUOL LIQUIDARE I CORSI D'ITALIANO

Se ci si ostina ancora a trattare i non di ruolo come una sub-categoria di lavoratori negando loro i mezzi di sussistenza, negando loro la possibilità di dedicarsi con tranquillità all'aggiornamento culturale personale, negando loro l'indispensabile tranquillità per l'avvenire, non si fa altro che ucidere quel po' di attività scolastica che si fa ancora all'estero

(dal corrispondente)

ROMA. — La scorsa settimana sono partiti da Roma i delegati sindacali degli insegnanti non di ruolo in Europa. In quasi due settimane di permanenza hanno incontrato il responsabile politico delle relazioni culturali del Ministero degli Affari esteri, cioè il sottosegretario socialista Cesare Bensì, e il direttore generale Montezemolo.

Nel corso degli incontri i rappresentanti dei maestri non di ruolo hanno esposte le ragioni della categoria che sono state sintetizzate anche in un documento inviato dai sindacati al Ministro Moro. In esso si ricorda a Moro di aver egli stesso promesso lo stanziamento di 700 milioni di lire per il soddisfacimento immediato delle richieste dei non di ruolo, con efficacia retroattiva al 1° gennaio 1974. Lo stesso Moro, con un telegramma dei primi di giugno dava notizia che i 700 milioni in parola sarebbero stati messi a disposizione in parte (400 milioni) dal Tesoro e in parte dagli Esteri (300 milioni) mediante storno da un capitolo di bilancio non identificato a favore del 2302 (retribuzioni agli incaricati locali).

CHIUSO IN UN CASSETTO

Da giugno a settembre non è accaduto nulla. Quando i rappresentanti sindacali sono giunti a Roma, alla fine di settembre, si son sentiti dire che i 300 milioni degli Esteri non c'erano più e che i 400 del Tesoro non erano ancora materialmente disponibili.

Totalmente nera quindi la situazione degli insegnanti non di ruolo per quanto riguarda le loro richieste economiche ed ancor più nera per loro e per la scuola italiana all'estero nel suo complesso la situazione di rinnovamento legislativo.

E' noto che la Corte dei Conti ha respinto la registrazione del decreto delegato governativo che estendeva alla scuola italiana all'estero le innovazioni (specie per quanto riguarda la partecipazione democratica delle componenti extrascolastiche alla vita della scuola) introdotte nella scuola in Italia con gli altri decreti. Ma è anche noto che il decreto respinto non riguardava soltanto la gestione sociale, esso modificava talune norme inerenti lo statuto del personale di ruolo (che rappresenta circa il 10% dell'intera categoria dei docenti all'estero).

Lo statuto giuridico dei docenti non di ruolo, invece, doveva esser regolato dal disegno di legge governativo 2.800 presentato alla Camera dal Ministro degli Esteri il 26 febbraio 1974. Purtroppo anche questa iniziativa legislativa non ha avuto molta fortuna. Di essa si occupo' per la prima volta la Commissione bilancio della Camera (15 maggio) sollecitata, forse, dall'imminenza delle agitazioni degli insegnanti programmate a partire dal 20 maggio.

Ma tra Commissione bilancio (che in un primo momento non intendeva discutere il ddl in quanto mancante delle indicazioni di spesa) e Commissione istruzione si è riusciti soltanto a far giungere il ddl alla Commissione esteri incaricata, in un primo tempo di discutere il testo, e quindi affiancata dalla stessa Commissione istruzione. Poi le dimissioni (rientrate) del governo, la stasi nell'attività parlamentare, quindi la ripresa dei lavori parlamentari interamente dedicati alla approvazione dei disegni di legge fiscali varati dal governo per far fronte alla crisi economica. Quindi le ferie estive, una breve ripresa e una nuova sospensione per la attuale crisi di governo. Il disegno di legge 2.800 è ancora dove era il 4 giugno scorso: in un cassetto della segreteria della Commissione esteri della Camera e chissà per quanto tempo ci resterà.

NON SONO DISPOSTI A TACERE

La scusa della crisi di governo non è tuttavia sufficiente a giustificare la totale passività della amministrazione degli esteri che sembra non rendersi conto che, negando ai docenti non di ruolo ciò che ad essi era stato autorevolmente promesso, ottiene soltanto di non attivare i corsi di italiano e tutte le altre attività culturali previste dalla «153».

Ma, è una conseguenza involontaria la sospensione delle attività culturali all'estero oppure rientra in un quadro ben

definito di ritiro progressivo della presenza scolastica dai paesi di residenza degli italiani emigrati?

Perché il punto è questo: se ci si ostina ancora a trattare i non di ruolo come una sub-categoria di lavoratori negando loro i mezzi di sussistenza, negando loro la possibilità di dedicarsi con tranquillità all'aggiornamento culturale personale, negando loro l'indispensabile tranquillità per l'avvenire, non si fa altro che uccidere quel po' di attività scolastica che si fa ancora all'estero.

Crede davvero il Ministro degli Esteri ed il socialista Bensi che nessuno abbia ancora sferrato il senso ultimo del comportamento dell'amministrazione? Ma crede davvero Bensi, ed anche Moro, che le comunità italiane siano tanto sprovviste da non saper organizzarsi di quel tanto che basti a creare strutture scolastiche non dipendenti dall'amministrazione? Crede davvero l'amministrazione che sia sufficiente intimidire un sindacalista, o pseudo tale, perché il problema, questo immenso problema che è la scuola all'estero, sia risolto? Chi crede tutto questo sbaglia e di grosso. Non tiene infatti conto che, con diversa intensità ed assiduità, esistono forze attive che sono in grado di mantenere alta la vigilanza sull'operato della amministrazione. Il nostro giornale e tutti gli altri giornali in Europa non sono disposti a tacere e neppure a subire pressioni. Non sono disposti a tacere i parlamentari come il socialista, e compagno di partito di Bensi, Della Brìotta, che interroga il Ministro degli Esteri (per sapere « quale valutazione dia circa le promesse di uno stanziamento di 700 milioni... promessa che ora non potrebbe più essere mantenuta »); come i comunisti Raicich e Corghi (i Ministri degli Esteri e della Pubblica Istruzione operino in modo da consentire la riapertura dei corsi di studio per i giovani « già così gravemente colpiti nel diritto allo studio »). E non sono disposti a tacere i sindacati.

La stessa UIL-scuola ha inviato il 26 settembre una lettera al Ministro Moro, per il tramite del sottosegretario

Bensi, lettera nella quale il responsabile del settore, Fioravante Falorni, ricordava al Ministro che già in sede di discussione di bilancio per il '74 si era impegnato a una variazione che rimpolpasse il 2302 per 300 milioni e che tale variazione non c'era stata. E concludeva, Falorni, con la ammonizione testuale: « Ove non si riscontrasse un concreto impegno del governo, gli insegnanti saranno costretti, loro malgrado, a ricorrere alle forme più dure di lotta ivi compresa l'occupazione dei consolati e delle ambasciate: eventualità questa che porterebbe alla più completa ingovernabilità delle istituzioni scolastiche italiane all'estero con grave pregiudizio della nostra credibilità in un momento in cui, a causa anche della crisi economica, stanno riaffiorando rigurgiti xenofobi e minacce più che concrete di massicci licenziamenti. Nell'informarla che la categoria entra in fase di agitazione le chiediamo di volerci accordare un immediato incontro alla presenza degli onorevoli sottosegretari Bensi e Granelli ».

Una sfiducia più che trasparente nei confronti di Moro se Falorni ritiene di dover chiedere la « testimonianza » e l'avallo di Bensi e Granelli ad eventuali promesse del Ministro. Ed ha più che ragione Falorni, anche se lui e i due sindacalisti che sono venuti a Roma non sanno il perché. Ha ragione Falorni di dubitare della parola del Ministro dal momento che l'allegato « A » alla tabella 6 del bilancio di previsione dello Stato per il 1975 indica che al 31 dicembre 1973 il 2302 vantava un residuo passivo ammontante a ben 1.011.852.890 lire (nel 1972, sempre al 31-12, era stato di 945.426.615 lire) senza contare che il 2301 riportava a nuovo anno 2.817.314.690 lire e il 2303 2.695.694.460 lire. Sei miliardi e mezzo di residui passivi e ci si ostina a negare quella miseria che i maestri chiedono per poter continuare a vivere, anche se non dignitosamente!

Ci sono almeno due scadenze che il Ministero degli Affari Esteri dovrebbe tenere bene a mente, se non altro per un calcolo di tipo politico utilitaristico: la Conferenza nazionale dell'emigrazione e la consultazione elettorale amministrativa della prossima primavera. In entrambe queste occasioni gli emigrati avranno da poter dire la loro parola e forse potranno dirla ancor prima se si dovessero tenere le elezioni politiche anticipate. In queste sedi, vogliamo sperarlo, non dovrebbero esser sufficienti le blandizie e le minacce.

Sergio GRECO.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Sole d'Italia di Bruxelles del 2-1-76

PIU' CHE RADDOPPIATO NEL 1975 IL BILANCIO DELL'EMIGRAZIONE

E' con vivo piacere che abbiamo potuto scorrere le cifre allineate sotto le rubriche 4 e 6 del bilancio di previsione per il 1975 del Ministero degli affari esteri. Finalmente, dopo tanti anni si è provveduto a impinguare le dotazioni delle relazioni culturali e dell'emigrazione. Le tabelle che seguono sono più che sufficienti a evidenziare la corposità degli stanziamenti per il 1975 e pertanto ci asteniamo, in questa sede, dal commentarle. Però vorremmo dare pubblicamente atto al sottosegretario Granelli di aver mantenuto la parola data e di aver fatto quanto in suo potere per adeguare il bilancio degli esteri alle esigenze delle collettività emigrate.

Ma il merito non va attribuito solamente a Granelli.

Vorremmo quindi ricordare la profonda sensibilità con la quale il Presidente della Repubblica Leone si avvicinò alle comunità italiane in Europa nell'autunno dell'anno scorso e la profondità del senso di impegno morale con il quale accolse le richieste degli esponenti delle comunità. Noi sappiamo che Leone non ha dimenticato quel viaggio nel nord Europa e sappiamo che ha fatto quanto era in suo potere per sostenere le richieste di Granelli. Lo ringraziamo a nome delle collettività italiane in tutto il Mondo.

Previsione di bilancio per il 1975 del Ministero degli Esteri

(In milioni di lire)

	SPESE CORRENTI	INVESTIMENTI
Relazioni internazionali	125.538,9	1.000,0
Istruzione e cultura	22.137,5	500,0
Emigrazione	15.122,5	—
Interventi in campo economico	560,0	—
Totale	163.358,9	1.500,0
In complesso	164.858,9	

Le voci di bilancio che interessano i lavoratori all'estero

(In lire)

Capitolo (*)	STANZIAMENTI PER IL...		
	1973	1974	1975
1741/1501	5.692.536.000	5.323.000.000	6.323.000.000
2301/2501	2.900.000.000	2.940.000.000	3.820.000.000
2302/2502	2.795.000.000	3.095.000.000	3.650.000.000
2303/2503	4.214.800.000	4.700.000.000	5.475.000.000
2333/2533	195.000.000	195.000.000	230.000.000
2602/2652	1.100.000.000	1.180.000.000	1.400.000.000
2603/2653	350.000.000	350.000.000	350.000.000
3092/3532	800.000.000	800.000.000	950.000.000
3094/3533	490.000.000	490.000.000	900.000.000
3097/3535	100.000.000	100.000.000	100.000.000
3536	50.000.000
3151/3571	1.700.000.000	1.800.000.000	2.400.000.000
3152/3572	600.000.000	600.000.000	600.000.000
3158/3577	1.850.000.000	2.620.000.000	8.000.000.000

I CAPITOLI DI BILANCIO

Oui di seguito diamo la denominazione dei vari capitoli di bilancio di cui sono state riportate le dotazioni per gli anni 1973, 1974 e 1975.

Capitolo 1741/1501. Retribuzione al personale assunto a contratto dagli uffici all'estero.

2301/2501. Stipendi ed altri assegni fissi al personale addetto

alle istituzioni scolastiche e culturali italiane e straniere all'estero.

2302/2502. Retribuzioni agli incaricati locali.

2303/2503. Assegni di sede al personale addetto alle istituzioni scolastiche e culturali italiane e straniere all'estero.

2333/2533. Attrezzature, inclusi macchinari, apparecchi e strumenti scientifici e didattici, libri e materiali vari e relative spese di manutenzione e di spedizione per le istituzioni scolastiche e culturali.

2602/2652. Assegni e sussidi agli Istituti di cultura italiana all'estero e al lettorati.

2603/2653. Contributi in danaro, libri e materiale didattico alle scuole non governative all'estero.

3092/3532. Spese per la tutela e l'assistenza delle collettività italiane all'estero e dei connazionali all'estero di transito in Italia e per il rimpatrio dei nazionali.

3094/3533. Guide, opuscoli e fogli di notizie per gli emigrati. Stampa del Notiziario Emigrazione. Indagini e documentazione. Abbonamenti a libri, giornali e riviste da distribuirsi gratuitamente all'estero. Acquisto o noleggio di attrezzature tecnico-scientifiche, materiale cartografico, cinematografico e teleaudiovisivo.

Spese per l'incremento della diffusione della stampa e dei programmi audiovisivi in lingua italiana all'estero.

3097/3535. Spese per il funzionamento del Comitato consultivo degli italiani all'estero.

3536. Rimborso alle società concessionarie dei servizi marittimi dell'onere derivante dalle facilitazioni di viaggio a favore dei connazionali che rimpatriano temporaneamente.

3151/3571. Contributi in danaro ad Enti, Associazioni e Comitati per la tutela e l'assistenza delle collettività italiane all'estero e dei connazionali all'estero di transito in Italia.

3151/3572. Sussidi per l'assistenza di connazionali all'estero.

3158/3577. Contributi in danaro, libri e materiale didattico ad Enti, Associazioni e Comitati per l'assistenza educativa, scolastica e culturale e per la formazione professionale dei lavoratori italiani all'estero e delle loro famiglie.

(*) la prima numerazione dei capitoli di bilancio si riferisce al 1974; la seconda numerazione si riferisce al 1975. La numerazione dei capitoli di bilancio ha subito infatti una profonda modifica.

SVIZZERA - La discussa legge contro gli stranieri

Un appello del governo: «Bloccate gli xenofobi»

Ad una settimana dal referendum anche il Parlamento e i principali partiti si appellano al buon senso dell'elettorato

Dal nostro corrispondente

Lugano, 11 ottobre

A una settimana dalla votazione popolare, la campagna pro e contro l'iniziativa antistranieri in Svizzera è in pieno svolgimento. Come si sa, gli elettori dei Cantoni dovranno pronunciarsi sulla proposta di inserire nella Costituzione federale un articolo che limiti la presenza della popolazione straniera. A tale scopo l'Azione Nazionale, un gruppo più a destra dello stesso Schwarzenbach (oggi a capo di un altro movimento nazionalista, il partito repubblicano) ha lanciato una iniziativa che chiede appunto la votazione popolare sull'argomento (cioè che in Italia viene chiamato referendum).

In Parlamento l'Azione Nazionale è poco consistente ma nel popolo, facendo leva su sentimenti nazionalistici, è probabile riesca a raccogliere una notevole messe di voti.

Sondaggi

I sondaggi effettuati da diversi istituti danno anche oggi una percentuale di rilievo (poco meno del quaranta per cento contro il 52 per cento) di voti a favore dell'iniziativa proposta dall'Azione Nazionale.

La portata straordinaria della votazione del 10 ottobre, sull'iniziativa contro l'eccesso di popolazione straniera, ha indotto oggi il governo svizzero a fare uso di una procedura eccezionale a cui aveva fatto ricorso in

precedenza soltanto agli inizi della seconda guerra mondiale. Il Consiglio Federale ha infatti diffuso, attraverso radio e televisione, un appello ai cittadini «esorcizzandoli a riflettere su tutte le considerazioni, prima di prendere una decisione, in merito all'iniziativa della Azione Nazionale. Lo stesso presidente della Confederazione si è fatto portavoce di questa eccezionale presa di posizione del governo».

Anche i due rami del Parlamento hanno respinto ad altissima maggioranza l'iniziativa antistranieri e hanno proposto al popolo e ai Cantoni di fare altrettanto. Ultimamente, persino lo stesso Schwarzenbach si è dichiarato contrario alla nuova iniziativa, il che ha destato qualche sorpresa, però subito mitigata dalla considerazione che il paladino della politica antistranieri in Svizzera ha a sua volta presentato una proposta analoga, benché molto meno drastica, di quella in discussione,

Obiettivi

Ma a quali obiettivi mira in concreto questa nuova iniziativa antistranieri? In sostanza essa esigerebbe l'espulsione dal territorio svizzero di circa 540 mila stranieri entro il 1977, cioè con tasso annuo di riduzione di circa 180 mila unità. La riduzione dovrebbe tuttavia applicarsi per Cantone, dal momento che si prevede una quota massima del dodici per cento di popolazione estera

per Cantone, fatta eccezione per Ginevra, alla quale, per la sua vocazione internazionale, verrebbe concessa una quota del ventisei per cento. Questo significa

che, in Cantoni dove la popolazione straniera è presente in numero elevato, la riduzione dovrà essere proporzionalmente superiore alla media svizzera.

E' il caso, ad esempio, del Canton Ticino, che si vedrebbe costretto ad allontanare ben il 72 per cento della propria popolazione straniera. Ma le proposte dell'Azione Nazionale appaiono ancora più drastiche, e probabilmente anche irrealizzabili, laddove, per giungere alla desiderata riduzione, debbono prendere in considerazione anche l'espulsione di persone domiciliate, il che comporterebbe la denuncia di trattati bilaterali e multilaterali sul domicilio, conclusi con i paesi interessati.

La riduzione colpirebbe, inoltre, tutti i tipi di mano d'opera estera, fra cui in modo particolare certe forme di emigrazione provenienti in gran parte dall'Italia, e cioè gli operai stagionali e quelli frontalieri. Sul piano economico è proprio qui che si avrebbero le conseguenze peggiori, poiché si tratta di mano d'opera che lavora in Svizzera senza o con minimo aggravio sulle infrastrutture sociali. Le conseguenze che l'iniziativa provocherebbe sul piano economico costituiscono del resto i punti di forza. Nella

campagna che praticamente tutte le cerchie economiche svizzere — dagli ambienti industriali e padronali a quelli sindacali (oltre ai par-

titi politici) — stanno conducendo.

La partenza, nell'arco di tre anni, di oltre mezzo milione di persone, su una popolazione di circa sei milioni, potrà infatti determinare un impatto preoccupante sull'economia del paese.

Tuttavia, fra la popolazione svizzera, un certo tipo di argomenti a favore dell'iniziativa potrebbero far presa: ad esempio la carenza di case e il caro-affitti; persino l'alto tasso di inflazione attribuito alla grande industria, che trae appunto profitto dalla mano d'opera estera; gli stessi posti di lavoro occupati da stranieri; le scuole e gli ospedali sovraffollati.

La risposta

Il governo ha finora risposto con una politica di stabilizzazione della mano d'opera estera, che dovrebbe raggiungere pienamente il proprio obiettivo entro pochi anni, promuovendo nel contempo l'assimilazione della popolazione allogena. Oggi, di fronte alle proposte estremiste dell'Azione Nazionale, non resta al governo che appellarsi al buon senso del popolo, ponendolo di fronte alle gravissime conseguenze che l'accettazione di tali proposte avrebbe per il paese, tanto sul piano economico, quanto su quello umano e delle buone relazioni internazionali.

Ignazio Bonoli

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

La Stampa

di

Torino

del

12-10

“In Svizzera necessari lavoratori stranieri,,

(Dal nostro corrispondente)

Berna, 11 ottobre.

Con un messaggio letto personalmente alla televisione e pubblicato dai giornali della sera, il presidente della Confederazione Elvetica, Ernst Brugger, si è rivolto oggi al popolo svizzero per esortarlo a votare contro la seconda iniziativa antistraniera dell'«Azione Nazionale» che il giorno 20 sarà oggetto di un referendum. Il piano del movimento xenofobo, guidato dal deputato bernese Valentin Oehen, mira all'allontanamento di oltre 550 mila lavoratori stranieri, in gran parte emigrati italiani.

Il presidente elvetico ha parlato in nome del governo federale di Berna, che in quest'ultime settimane ha svolto un'intensa campagna contro le aspirazioni razziste dell'«Azione Nazionale». E va subito sottolineato che, con il suo appello all'elettorato, Brugger ha scelto una via

piuttosto insolita per convincere il pubblico della necessità di respingere l'odiosa iniziativa. Generalmente il presidente si astiene dall'intervenire nella campagna per un referendum.

Il presidente ha fatto capire che l'accettazione del progetto anti-straniero annullerebbe i progressi di vent'anni. A questo punto Brugger ha poi osservato che, a causa della crisi mondiale, la Svizzera abbisogna di un'economia solida, altrimenti non potrà essere garantito il pieno impiego. Il massiccio esodo di operai stranieri avrebbe per effetto la chiusura di numerose fabbriche e, per conseguenza, anche un notevole numero di svizzeri perderebbe il proprio posto di lavoro. Infine Brugger ha rilevato che l'iniziativa è anche contraria ai principi della politica umanitaria del governo di Berna.

Luigi Fascetti

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il *Messaggero* di *Roma* del *12-10-7*

**Dirigente del "Mir"
rifugiato
nell'ambasciata
italiana**

Santiago, 11 ottobre
Il medico Humberto Sotomayor, di 32 anni, dirigente del «Movimento della sinistra rivoluzionaria» cilena («Mir») si trova da domenica scorsa nella sede dell'ambasciata italiana a Santiago del Cile assieme alla moglie, Maria Luz Garcia ed ai figli, Alonso e Soledad. Ne dà notizia un comunicato del governo cileno, precisando che Sotomayor si è rifugiato nella sede della rappresentanza diplomatica italiana dopo la sparatoria durante la quale rimase ucciso il «leader» del movimento, Miguel Enriquez. Nel comunicato si afferma inoltre che Sotomayor, da molti indicato come il probabile successore di Enriquez, ha deciso di rifugiarsi nell'ambasciata italiana nonostante avesse più volte dichiarato che avrebbe rispettato l'ordine dei dirigenti del «Mir» di non cercare questo tipo di asilo.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

IL GLOBO

di

Roma

del

12-10-

La posizione dei sindacati sul problema della emigrazione

A proposito dell'udienza conoscitiva, tenuta nei giorni scorsi dalla Commissione sociale del Parlamento Europeo presso la Camera dei Deputati italiana a Roma sul tema « Possibilità di azione comunitaria per i problemi dell'emigrazione italiana nel quadro sia del programma d'azione specifico per i lavoratori migranti, in fase di preparazione nella Comunità, sia della conferenza della emigrazione, che si terrà in Italia nel prossimo ottobre », un comunicato dei sindacati informa che da parte dei rappresentanti delle organizzazioni dei lavoratori è stata sottolineata la gravità della decisione presa dal Consiglio dei Ministri comunitari di ridurre sostanzialmente le già inadeguate proposte di stanziamento presentate dalla Commissione per il Fondo sociale europeo e per il costituendo Fondo regionale. « Tale misura indica il prevalere di una volontà politica che rende poco credibile ogni dichiarazione di voler affrontare seriamente i problemi della emigrazione ». La prima condizione perché ciò possa avvenire è che si mettano in atto tutti gli strumenti atti a sviluppare l'occupazione nelle zone depresse (sostanzialmente il Mezzogiorno) e a consentire la qualificazione e la riqualificazione della manodopera.

A questo fine sono stati sostenuti due principi strettamente connessi: la necessità di porre in essere una politica sociale capace di realizzare un vero e proprio « status » del lavoratore europeo, eliminando disparità di trattamento e discriminazioni di fatto tuttora esistenti; la realizzazione della assoluta parità di diritti fra lavoratori comunitari e di paesi terzi.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di

Roma

del

*12-X-74**L'iniziativa antistranieri***La spirale dell'odio in Svizzera**

ANCHE se l'iniziativa sull'infestamento dell'azione nazionale (espulsione in tre anni di oltre 500 mila stranieri) sarà respinta il 20 ottobre prossimo, un male considerevole è stato già fatto: «La nascita di pregiudizi che alimentano altri pregiudizi e dell'odio che attira l'odio», afferma oggi il quotidiano ginevrino «La Suisse», che ha affidato ad uno psicologo, Uli Windisch, il compito di analizzare le lettere che affluiscono numerose, in questi giorni di campagna referendaria, alla redazione del giornale.

Per annullare il torto inestimabile che la campagna xenofoba causa alla Svizzera e agli svizzeri, il commentatore de «La Suisse» propone che all'indomani della votazione tutte le personalità, movimenti, partiti ed associazioni che hanno preso posizione contro l'iniziativa intraprendano una seconda campagna: dedicare uguale tempo, denaro e lavoro per lottare contro la xenofobia, per curare questa malattia sociale, per colmare il fossato esistente fra il sottosviluppo economico dei Paesi detti progrediti, migliorando in primo luogo la sor-

te dei meno favoriti, stranieri e svizzeri. Dall'analisi delle lettere giunte alla redazione del giornale emerge, secondo «La Suisse», che la situazione sociale e politica attuale è la causa principale della xenofobia. Dopo gli anni sessanta il mito del benessere generalizzato è crollato, in un periodo di difficoltà crescenti e di crisi di valori. Le immagini della Svizzera alle quali una parte della popolazione era più profondamente attaccata si sfaldano, scompaiono. Ne consegue una fase di sfiducia, di confusione, di frustrazione, un sentimento di essere ingannato. E' in questo contesto che taluni guardano all'iniziativa come ad un mezzo di salvezza e nei lavoratori immigrati la causa di tutti i loro mali.

Le lettere più violente od estremamente violente provengono naturalmente da lettori anonimi. Ed ecco i ritornelli più ricorrenti: gli stranieri asfissiano il suolo svizzero; i bambini stranieri intossicano i nostri figli; gli stranieri devono pagare imposte più alte degli svizzeri; l'esercito non serve più a nulla dal momento che il nemico ha già invaso il nostro territorio; abbiamo

sete di aria pura, vogliamo respirare in pace, eccetera. Le vittime di questa campagna, gli stranieri, non sono meno virulente degli xenofobi svizzeri. A titolo di esempio «La Suisse» pubblica la lettera di un anonimo corrispondente straniero che si ripropone, se cacciato dalla Svizzera, di strozzare il primo svizzero che incontrerà in vacanza nel suo Paese «anche se dovrò passare tutta la mia vita in prigione».

Queste ed altre lettere rivelano in conclusione che contrariamente all'obiettivo che l'azione nazionale vuole raggiungere con la sua iniziativa (unire il popolo svizzero, purificare l'ambiente e gli animi), gli xenofobi sono riusciti invece a separare profondamente gli svizzeri — gli operai in particolare — propagandando il rancore, il disprezzo, la sete di vendetta sugli immigrati. Anche se l'iniziativa sarà respinta la campagna xenofoba ha pertanto causato già un torto inestimabile alla Svizzera e agli svizzeri: il «nemico interno» non è probabilmente là dove lo si crede.

E. R.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Avvenire

di Milano

del 12-X-64

IL GOVERNO ELVETICO CONTRO L'INIZIATIVA ANTISTRANIERI

Bernina: votare «no»

Il presidente Brugger lancia l'appello alla radio e alla televisione

di FRANCO VAUDO

Ad una settimana dall'apertura delle votazioni per il referendum "contro l'inforestamento", il governo svizzero ha preso pubblicamente posizione contro l'iniziativa. Dopo le critiche degli avversari al referendum, che accusavano Berna di non aver a suo tempo presentato un controprogetto "ufficiale" che limitasse gli inevitabili danni che l'impennata xenofoba avrebbe contribuito a creare nella ricca Svizzera, il Consiglio federale — ed è una delle rare volte che si arroga il diritto di intervenire direttamente in una campagna referendaria — ha esplicitamente invitato a respingere l'iniziativa.

Il presidente della Confederazione, Ernst Brugger (deputato del partito

liberale radicale e nato a Bellinzona, nel Canton Ticino), ha lanciato dalla radio e dalla televisione un appello che chiede ai suoi concittadini di votare con un secco «no». Seppure in ritardo di mesi, l'esecutivo svizzero (9 ministri «consiglieri di Stato», fra i quali a turno ogni anno viene eletto il presidente della Confederazione: tre democristiani, tre liberali, due socialisti e un agrario) si è "convinto" che il referendum, chiedendo l'allontanamento in tre anni di oltre 500 mila stranieri, è una "iniziativa" sproporzionata e smisurata.

Dietro la decisione di Berna, ovviamente, ci sono motivazioni economiche e politiche. C'è la preoccupazione che il tessuto sociale della Confederazione non subisca un trauma troppo grave; c'è soprattutto l'esigenza di parlare in anticipo le conseguenze

che l'esodo forzato di centinaia di migliaia di lavoratori stranieri creerebbe per l'economia di tutto il paese.

In primo luogo, una parte decisiva debbono aver giocato le dichiarazioni dei grossi trust elvetici — industrie chimiche e farmaceutiche di Basilea, metallurgiche di Zugo e Zurigo, alimentari come la Nestlé — secondo cui l'allontanamento "forzato" degli operai stranieri costituirebbe un colpo forse decisivo. La "Geygi", farmaceutici, ha già anticipato che in caso di "vittoria" dei referendisti si vedrebbe costretta a chiudere interi stabilimenti. La stessa tesi è stata sostenuta dal colosso internazionale "Nestlé". Altre holding industriali hanno già ventilato ristrutturazioni pesanti.

L'immagine di una Svizzera, statisticamente all'avanguardia mondiale per reddito medio pro capite che rischia

di scendere su posizioni recessive non è insomma molto lontana e improbabile. Sui muri delle città svizzere centinaia di migliaia di manifesti rappresentano una piramide umana il cui supporto è rappresentato da uno "straniero". La dicitura è semplice, ammonitrice: «Fa in modo che con il tuo voto, dice la scritta, non cada la piramide». Lo stesso invito è lanciato su milioni di bustine di fiammiferi che gratuitamente vengono distribuite.

Valentin Oehen, il leader dell'Azione nazionale che è il gruppo di destra promotore dell'iniziativa anti-stranieri, si è reso conto negli ultimi tempi della portata del suo progetto. Ha lasciato capire che il governo svizzero "potrebbe eventualmente appellarsi al diritto di necessità" e adottare misure straordinarie destinate a neutralizzare, quantomeno attenuare, gli

effetti negativi del referendum.

Alla sortita del leader xenofobo ha duramente replicato lo stesso presidente della Confederazione. «Bisognava riflettere prima — ha detto Brugger nel suo discorso radio-telediffuso — ma sarebbe assolutamente antidemocratico appellarsi al diritto di necessità per modificare una decisione del popolo». Le parole di Brugger, senza nessuna ambiguità, tuonano il profondo disprezzo (seppur tardivo) che il popolo svizzero nella sua sostanziale maggioranza nutre per i promotori del referendum.

Dietro l'appello di Berna c'è quel senso della misura che "ha sempre caratterizzato il Paese e preservato la Confederazione da numerosi malanni", ha detto Brugger domenica 20 ottobre sapremo se la Svizzera e il suo popolo avranno accolto l'appello.

Ritaglio dal Giornale

Il Resto del Carlino di Bologna del 12-X-24

Confederazione elvetica: il Canton Ticino

Italiani siete voi

I ticinesi anche se parlano la nostra lingua, non sono meno svizzeri degli altri confederati: e forse, proprio nel timore di sentirsi contaminati da questa lingua (di dissipatori, di disordinati e di ladroni) sono ancora più protervi degli altri nei nostri confronti

notevole, la commessa chiede perentoria: «Paga in francese?». «Naturalmente». Potrebbe finir lì; senonché la meticolosa fanciulla tiene a precisare: «Meglio, perché se avesse pagato in lire, il cambio avrebbe fatto duecentocinquanta». Mi informa, con questa insoffribile aria schizinzosa, che mi avrebbe rubato trenta lire ogni franco.

Questi sono alcuni piccoli episodi di questo piccolo viaggio nella Confederazione; espressivi di uno stato d'animo vecchio come la storia italiana, e che ci lusinghiamo, una decina di anni fa, di veder superato per sempre. E' una cosa che dà un profondo fastidio: siccome tu italiano sei maleducato, io sono maleducato con te; siccome tu italiano sei ladro, io ti rubo addosso per primo. Specialità eminente, questa, degli svizzeri; che sono il popolo più spietato della terra. Al di là delle forme fittizie.

Amaraggiato da queste varie accoglienze, ritenuta ingiusta, indossando un abito piuttosto elegante e vado a un concerto. E' l'inaugurazione di una stagione musicale internazionale, frequentata da un pubblico tra il più vario e il più libero: lo smolting si siede accanto alla giacchetta corta di camoscio, gli abiti

lunghe dello sgomentante gusto elvetico si schierano frammenti ai blue-jeans delle giovani turiste nordiche. Un costume salutare, questo, che sta invadendo tutta l'Europa, e che risolve il rapporto tra le generazioni, prescindendone nella reciproca tolleranza.

Sono in anticipo, e vengo condotto alla pancaccia nera-credibile posto, stante la cifra pagata, da una giovane della ricca società del luogo, patrocinatrice dell'evento. Debbo presto restringere al massimo le terga, dato che ho da spartire il parcone con altri appassionati d'ogni razza e paese. Stiamo lì tutti, impalati, nell'attesa di venire rapiti nel mondo dei suoni.

E infatti, alla precisissima ora fissata, si levano le note di Strawinski. C'è un suono che in preda al più vivo entusiasmo, che sovrasta tutti gli altri con bordate di acuti che suscitano la disperazione del direttore d'orchestra, invano sbracciantesi a supplicarlo di suonar più piano; c'è una «polka» da eseguire, brano di alta finezza e di umorismo sottile, che costoro affronta-

no come la marcia finale alla festa del tiro a segno; ma insomma si va avanti, se mai si bestemmerà alla fine. Quasi non c'è, la fine; nel mezzo di un passo particolarmente impegnativo, il potente riflettore di destra ha un gemito fumigante, e si estingue. Si termina con la luce dell'altro, in tutta sommarietà, i contorbassanti navigano nella paratura quasi all'oscuro.

E adesso — mi dico — vedremo un saggio dell'efficienza di questo fortunato paese. Dopo qualche poco, passano proprio davanti al mio parcone tre signori col viso sgomento, che subito prendono ad affannarsi intorno al riflettore spento. Lo rivoltano, lo esaminano, lo palpano, corrono lungo il filo, uno sta di guardia, un altro scandisce ritmicamente: «Eh, eh, eh!»: quello del filo dà la corrente, c'è uno scoppio rossastro, e si ripiomba nel buio. Allora i tre signori se ne vanno. Dopo un intervallo interminabile ritornano con un altro ri-

DAL NOSTRO INVIATO

Canton Ticino, ottobre
Nel paese dove vado in vacanza, e che è nel lembo italiano di questo lago, han levato il prete. Promosso il bravo giovanotto che c'era, non ne hanno mandato un altro; e la chiesa si apre soltanto la domenica, per una frettolosa messa celebrata da un sacerdote forestiero. Il quale, spesso, non ha nemmeno il tempo di arrivare; la gente aspetta paziente sul sagrato e in chiesa, con tutti i lumi accesi; dopo mezz'ora, senza mugugnare ma con tristezza, i lumi vengono spenti, la chiesa viene richiusa, e tutti vanno a casa. «Voilà une messe à l'italienne», commenta l'amico belga, ossessivo cattolico, al rientro in albergo.

Sull'autostrada di Bellinzona, a un'area di servizio, il mio amico sbaglia l'arresto alla pompa della benzina, bisogna andare più in là, dove ci sono i serbatoi pieni. Vien fuori una ragazza spiritata: «Via, via, laggiù», poi si rivolge per rientrare nel bar. La seguo e sento che annuncia a tutti, con disprezzo, in lingua lombarda: «Poveretti, sono italiani». Allora, con tono di voce cortese, le dico: «Lei è una grande maleducata». E aspetto la reazione, sono disposto a fare il piccolo patriota padovano. La gen-

te, fitta, la maggior parte sono svizzeri e tedeschi, ascolta, non batte ciglio; la direttrice, o padrona del bar, redarguisce la ragazza, fa fa allontanare; a me dice: «Scusi, signore».

In una pasticceria di Ascona, dove acquisto per la ghiotta famiglia un dolce davvero

Ritaglio dal G

flettore, di dimensioni inusitate, che cercano di sistemare a fianco del morto. Invano: quello si contorce, scivola qua e là, minaccia di precipitare sulla testa degli ospiti dei primi posti; viene afferrato e posto in un canto. Gli operai tornano al primo riflettore, lo carezzano, lo supplicano di rianimarsi, lo percuotono, hanno gli occhi iniettati, la maledizione sul labbro. Di sotto, intanto, sul palco, i contrabbassisti sono venuti a vedere, su invito del direttore d'orchestra, se possono andare avanti con un solo riflettore; si siedono ai loro posti, esaminano le loro carte, poi si riuniscono in circolo, fanno una tavola rotonda sull'argomento, alla fine decidono che no, non si può andare avanti. Di sopra sono di nuovo scomparsi tutti, riflettori compresi.

A questo punto — incredibile — la gente comincia ad agitarsi, a battere ironicamente le mani, a zittire. Forse non si andrà avanti, ci diranno di tornare domani, ripeteranno la inaugurazione. Vien fuori una patronessa, dall'aspetto gioviale, e informa, con l'aria di chi ha avuto una trovata di genio, che il pianista, un illustre vecchio, suonerà intanto Schubert per ingannare il tempo. E Schubert scivola via a placare gli spiriti. Finalmente gli uomini tornano con quattro riflettori nuovi. Accesi tutti, una luce da Luna-park. Sono passati cinquanta minuti.

Credereste? Al termine, il ripetuto commento indigeno: « E' stata una serata magnifica ». Quel che manca a noi italiani, troppo spesso, è proprio questo: la faccia di bronzo.

Di notte, queste strade sono ancor più belle a percorrersi. Subito fuori delle città e dei villaggi, la campagna è integra, gli stabilimenti, che sorgono di tanto in tanto, sono d'industria pulita. La natura è rimasta equilibrata, e ai bordi della valle che va verso Locarno stanno le vigne, ora spoglie e rossastre, a portata di grappolo. E ovunque odore di terra, piacevole sentore di fieno. A torto questi luoghi sono meno considerati degli altri, celebri, del centro della Confederazione; i ticinesi, anche se parlano italiano, non sono meno svizzeri degli altri confederati. E forse, proprio nel timore di sentirsi contaminati da qualcosa di estraneo (questa lingua di dissipatori, di disordinati, e di ladroni) sono ancora più protervi degli altri. A torto, veramente a torto.

Gianluigi Degli Esposti

L' INIZIATIVA XENOFOPA

Il governo svizzero contro il referendum

GINEVRA, 11 ottobre — In considerazione della « straordinaria importanza » dell'iniziativa contro l'inforestieramento, sulla quale popolo e Cantoni svizzeri dovranno pronunciarsi il 20 ottobre prossimo, il consiglio federale ha affidato al presidente della confederazione Ernst Brugger, il compito di lanciare un appello all'elettorato per invitarlo a « ben riflettere sugli argomenti che militano in favore o contro questa iniziativa ». E' questa una delle rare occasioni in cui il governo si arroga il diritto di intervenire direttamente nella campagna referendaria per invitare i cittadini elvetici a respingere un'iniziativa popolare, nel convincimento che questa in particolare, che chiede l'allontanamento dalla Svizzera di oltre 500.000 stranieri in tre anni, « è sproporzionata e smisurata » e « inutile dal momento che il problema degli stranieri può essere risolto progressivamente ». Per questi motivi il governo ha fatto appello al « senso della misura » che ha « sempre caratterizzato la Confederazione elvetica ».

110

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Mattino

di

Napoli

del

12-10-47

IL REFERENDUM DEL 20 OTTOBRE CONTRO GLI STRANIERI

In Svizzera il governo invita a bocciare la proposta xenofoba

Appello radiotelevisivo agli elettori del presidente Brugger - L'iniziativa definita «sproporzionata e smisurata» - Ma l'inchiesta di un quotidiano rileva che la campagna in atto ha esasperato i reciproci rancori forse irreparabilmente

GINEVRA, 11 ottobre. In considerazione della «straordinaria importanza» dell'iniziativa contro l'allontanamento degli stranieri il Consiglio federale ha affidato al presidente della Confederazione Ernest Brugger il compito di lanciare un appello all'elettorato per invitare a «ben riflettere sugli argomenti che militano a favore o contro questa iniziativa». E' questa una delle rare occasioni in cui il governo si arroga il diritto di intervenire direttamente nella campagna referendaria per invitare i cittadini elvetici a respingere un'iniziativa popolare, nel convincimento che questa, in particolare «sproporzionata e smisurata» ed «inutile dal momento che il problema della presenza straniera può essere risolto progressivamente».

Brugger, il cui intervento è stato diffuso oggi dalla radio e dalla televisione, ha ricordato nelle sue conclusioni che i promotori dell'iniziativa — resisi conto del-

la portata del loro progetto — hanno lasciato capire che il governo potrebbe eventualmente appellarsi al «diritto di necessità» ed adottare misure per attenuare gli effetti negativi dell'iniziativa. «Bisognava riflettere prima», ha concluso Brugger.

Ma anche se l'iniziativa sull'inforestieramento dell'Azione nazionale (espulsione in tre anni di oltre 500 mila stranieri) sarà respinta il 20 ottobre prossimo, un male considerevole è stato già fatto: la nascita di pregiudizi che alimentano altri pregiudizi e dell'odio che attira l'odio, afferma oggi il quotidiano ginevrino *La Suisse*, che ha affidato ad un psicologo, Uli Windisch, il compito di analizzare le lettere che affluiscono numerose in questi giorni di campagna referendaria alla redazione del giornale.

Le lettere più violente ed estremamente violente provengono naturalmente da lettori anonimi. Ed ecco i ritornelli più ricorrenti: gli

stranieri asfissiano il suolo svizzero; i bambini stranieri intossicano i nostri figli; gli stranieri devono pagare imposte più alte degli svizzeri; l'esercito non serve più a

nulla dal momento che il nemico ha già invaso il nostro territorio; abbiamo sete di aria pura, vogliamo respirare in pace, eccetera.

Le vittime di questa campagna, gli stranieri, non sono meno virulenti degli xenofobi svizzeri. A titolo di esempio *La Suisse* pubblica la lettera di un anonimo corrispondente straniero che si ripropone, se cacciato dalla Svizzera, di strozzare il primo svizzero che incontrerà in vacanza nel suo Paese «anche se dovrò passare tutta la mia vita in prigione».

Queste ed altre lettere rivelano in conclusione che contrariamente all'obiettivo che l'Azione nazionale vuole raggiungere con la sua iniziativa (unire il popolo svizzero, purificare l'ambiente e gli animi), gli xenofobi sono riusciti invece a separare profondamente gli svizzeri — gli operai in particolare — propagando il rancore, il disprezzo, la sete di vendetta sugli immigrati.

Gli italiani d'Etiopia

Ce ne sono ancora poco meno di novemila: vanno dal grande industriale al piccolo bottegaio - Ansiosi, perplessi, molti di loro rimpiangono la "protezione" di Haile Selassie e pensano con inquietudine al precedente delle espulsioni dalla Libia

(Dal nostro inviato speciale)

Addis Abeba, ottobre
E' quasi inevitabile, per un osservatore italiano, che l'approccio all'Etiopia, e ai suoi problemi, sia turbato da un complesso miscuglio di sentimenti e di ritorni. Trovi il tassisti che ti indica il « Gran Ghebi », il palazzo dell'imperatore Menelik, spiegando che lì abitava, durante l'occupazione, il viceré italiano; e non capisci se nella sua voce ci sia malizia o rimprovero, e magari non c'è proprio niente, soltanto zelo professionale, ma è dentro di te che c'è qualcosa che scatta, e ti fa sentire a disagio. Vedi la stiele che ricorda orgogliosa la « vittoria » di Adua, e ti accorgi che, appunto, fu una vittoria a celebrarsi sull'altopiano, quel giorno lontano del 1896.

Vai a trovare Ras Imru, il grande digitario al di sopra delle parti che anche i

militari rispettano, tanto che fu proprio lui, questo solenne vecchio signore, che il 12 settembre chiamarono ad assistere alla deposizione dell'imperatore, e lo sentì parlare, evitando elegantemente la descrizione di quella scena storica, dei lunghi anni di prigionia in Italia, con un accento di simpatia nei nostri confronti che, ancora, ti mette a disagio,

In stile littorio

Osservi, qua e là, i palazzetti pubblici di stile littorio, sembrano certe trionfali prefetture della nostra provincia, e ti domandi perché mai, almeno, non abbiamo occupato questo Paese in tempi di più felice ispirazione architettonica. Trovi il giovane eritreo che si sforza di borbottare un'imposibile italiano, e pensi al vergognoso imbroglio morale delle truppe ascarie, alla

truffa ideologica dell'assimilazione, al ricatto politico del « divide et impera ».

Poi, trovi gli italiani. Ce ne sono ancora tanti, poco meno di novemila, di cui forse un terzo ad Asmara, altrettanti nella capitale. Li vedi ansiosi, perplessi, molti di loro rimpiangono la « protezione » di Haile Selassie, il magnanimo imperatore che non volle, il giorno della restaurazione, nessuna vendetta, nessuna rivalse. Mentre la leggendaria figura del Negus entrava nell'ombra, nei lunghi mesi del « colpo di Stato striscianti », nella nostra comunità si diffondeva l'inquietudine. Di che cosa hanno paura?

Una settimana prima di assumere il potere di capo provvisorio del governo, il generale Aman Andom percorse l'Eritrea. Eritreo lui stesso, ebbe parole amichevoli nei confronti della comunità italiana, invitandola

a contribuire al progresso del Paese. E' vero, dicono molti nostri connazionali, ma ciò che è accaduto in questi giorni in Etiopia può aver messo in moto chissà quali forze irrazionali, e poi c'è il precedente della Libia... Si deve dunque contestare che gli italiani d'Etiopia affidano le loro speranze, il loro futuro, ad un « quadro d'ordine » che, se forse congelava la loro posizione personale di relativo privilegio, congelava anche ogni prospettiva di progresso del Paese che li ospita?

Indubbiamente, per molti è così, è triste dover registrare la persistenza di certi atteggiamenti fra le comunità italiane all'estero di origine coloniale. Discorsi tipo « ciò che abbiamo dato a questo Paese », o « forse questa gente aveva bisogno di noi per qualche anno ancora ». E' naturale che questo modo di pensare finisca con l'arretrare spaventato di fronte ad un Paese che, dal suo lughissimo sono letargico, si sveglia alla politica. Ma fortunatamente si tratta di atteggiamenti episodici, sia pure diffusi. Trovi anche il connazionale sinceramente felice del grande risveglio etiopico, addirittura preoccupato, proprio come i radicali dell'Università, che tutto finisca in un ineliminabile sbadiglio militare.

E' logico che tra gli italiani d'Etiopia ci sia una disparità di atteggiamenti di fronte alla vicenda del Paese che li ospita. Si tratta, infatti, di una comunità estremamente composita. Si va dal grosso industriale (birra, cemento, cotone, caffè) al coltivatore di vigneti, dal tecnico d'alto livello al bottegaio nel quartiere popolare (ho visto un'impagabile insegna, che spiccava nell'arabesco di scritte amariche: All'onestà), dall'insegnante all'operaio. C'è chi è qui da quarant'anni, e ha vissuto la conquista, l'occupazione, il ritorno dell'imperatore, gli anni difficili compresi fra quel rilorino e il ripristino delle relazioni diplomatiche con l'Italia (1952). E c'è chi è arrivato di recente, molto spesso da un'Eritrea impoverita dalla guerriglia e dalla chiusura di Suez.

Il dato principale che emerge occupandosi della nostra comunità in Etiopia è la sua costante, progressiva diminuzione. Si è parlato, in questi giorni, di « esodo », e questa pretesa fuga di massa è stata collegata con il colpo di Stato. In realtà, la diminuzione del numero dei nostri connazionali in questo Paese è una tendenza in atto da anni, e che anzi ha avuto semmai nel passato, non certamente oggi, carattere di massa. Nei primi otto mesi di quest'anno, i rimpatriati non hanno raggiun-



2

Ministero degli Affari Esteri

UFFICIO GENERALE DELL' EMIGRAZIONE

DEGLI AFFARI SOCIALI

IA D

DELL'UFFICIO VII

del

to le trecento unità, e soltanto in piccola parte è possibile collegare quei ritorni con l'evolversi della situazione politica. Ciò che, invece, spinge molti italiani nei corridoi dei consolati a chiedere i documenti per il rimpatrio, è una serie di provvidenze che una legge recente ha stabilito per i «profughi».

Rita

Una norma molto discussa ha attribuito la qualifica di profughi a tutti gli italiani che risultavano residenti in Etiopia prima del 1970. E' chiaro che si tratta di un allargamento di norme previste per la Libia (dove il '70 rappresenta il primo anno dopo la rivoluzione repubblicana), che nel caso etiopico non hanno un convincente significato. Comunque, la legge ha trovato qui una larga applicazione, e quasi tutti i rimpatriati degli anni recenti partivano con l'etichetta di profughi. E' capitato anche, non di rado, che qualcuno, dopo il rimpatrio, e dopo aver intascato il denaro previsto dalle provvi-

denze di legge, sia ritornato in Etiopia, chiedendo di potersi stabilire di nuovo. Alcuni hanno invocato un presunto «mal d'Africa», altri hanno descritto con accenti apocalittici il «caos italiano»; ma non mancano i sospetti di vere e proprie speculazioni sulla legge, tipicamente italiane.

Niente «esodo», dunque, niente fuga di massa. Tuttavia, l'inquietudine è diffusa. Spiega un diplomatico italiano che non è tanto nell'incolumità fisica che molti italiani si sentono minacciati, quanto nella sicurezza del loro lavoro. A tutti i livelli, sia a quello del grande industriale che teme l'avvio di una politica di nazionalizzazioni (nonostante il fatto che i militari al potere abbiano assicurato che gli investimenti stranieri in Etiopia restano benvenuti), sia a quello del piccolo imprenditore che teme eventuali regolamenti sulla manodopera, cioè tanti lavoratori etiopici per tanti europei, tali da modificare l'assetto dei costi di produzione.

Ma si ha l'impressione, rincorrendo queste possibili cause ed effetti, di cercare risposte razionali ad un atteggiamento di natura profondamente irrazionale. L'inquietudine che agita gli italiani d'Etiopia deve avere radici affini al disagio che prova, accostandosi a questo Paese, l'occasionale osservatore italiano. Quanta parte di noi è ancora condizionata dal passato? Come non pen-

sare, volando da Asmara ad Addis Abeba, che la rotta sorvola la linea d'avanzata delle truppe di Badoglio, e che questo cielo era percorso trentanove anni fa dai nostri bombardieri? E come non misurare mentalmente l'età, e la possibile partecipazione a quella guerra, del mutilato che per strada ti chiede un'elemosina?

Il mito coloniale

Il curioso destino del mito coloniale italiano fu di essere coperto e integrato da un altro mito, quello dell'imperatore che torna sul suo trono e perdona ai suoi nemici, e i carabinieri che si trasformano in agricoltori, e tutti amici come prima. Ma come quello precedente, come tutti i miti, anche questo era stato creato per nascondere i fatti. Ora che i fatti hanno ripreso il sopravven-

to, eccoci di fronte alla nudità di una situazione finora pietosamente coperta o taciuta, o anche soltanto immaginata, o sussurrata, o temuta. Un Paese di ventiquattro milioni di disoccupati o sottoccupati, su venticinque milioni, afflitto da una guerra civile e da una carestia senza precedenti, alle prese col formidabile problema del sottosviluppo.

Asportato il rigoglioso tumore imperiale, l'Etiopia resta un corpo denutrito, poco più che uno scheletro. Dentro questo scheletro, si agitano forze capaci di restituirgli vitalità. Sarebbe augurabile che, in una situazione così criticamente delicata, la comunità italiana non esitasse a fornire il suo contributo a questo processo di guarigione, di restituzione alla vita. Sarebbe il modo migliore di allontanare gli inquietanti fantasmi del passato.

Alfredo Venturi

L'initiative de l'Action Nationale (6)

Une double menace : récession et inflation

■ Phénomène unique par son ampleur relative, l'afflux de travailleurs étrangers en Suisse a coïncidé (conséquence et cause à la fois) avec une vague de croissance vigoureuse et durable, dont le reflux laisse notre économie, selon les termes employés par M. Chevallaz lors de la dernière Journée des banquiers, en situation de paix, de plein emploi et d'inflation. Une inflation à combattre, un plein emploi à préserver : de ce double point de vue, l'initiative de l'Action nationale irait à rebours du bon sens.

Par Michel Koch

Sans tomber dans l'autosatisfaction béate, il faut reconnaître que les structures de l'économie suisse ont jusqu'ici relativement bien résisté aux turbulences de toutes sortes qui chahutent le monde occidental. La flambee actuelle d'inflation a touché notre pays plus tard que ses voisins, ce qui est remarquable, compte tenu de sa large ouverture économique sur l'extérieur. Le renchérissement est d'autre part resté modéré en Suisse, comparé aux taux enregistrés dans la zone OCDE. Malgré la forte réévaluation du franc, qui tend plus chers nos produits d'exportation, malgré la hausse du prix du pétrole (80% de notre approvisionnement énergétique) et des matières premières, la balance suisse des paiements ne connaît pas de problème grave. Enfin, le chômage reste pratiquement inexistant dans notre économie.

Scénarios

L'afflux massif de travailleurs étrangers dans les années 60 a-t-il accéléré le développement de l'inflation en Suisse ? Cette question est en grande partie académique, car il est impossible de savoir ce qu'entend l'évolution de l'économie helvétique si l'immigration étrangère était restée plus modérée. On peut néanmoins lui apporter les éléments de réponse suivants :

Tout travailleur participe à la fois de l'offre (il fournit un certain volume de prestations) et de la

partout profité à l'offre, en lui permettant de croître extraordinairement rapidement sans p.ordre trop de retard sur la demande globale. Or, l'insuffisance de la première par rapport à la seconde constitue la définition même du phénomène inflationniste.

D'autre part, la présence de cette main-d'œuvre supplémentaire, introuvable en Suisse, a permis d'éviter, de réduire ou de retarder certains investissements coûteux de rationalisation : elle a donc contribué à tempérer la croissance d'une composition importante de la demande.

Bien que l'on ne puisse réécrire l'histoire, il est donc possible de tracer deux « scénarios » de ce qu'aurait pu être le développement économique suisse sans l'apport étranger, ces quinze dernières années :

1) En présence d'une demande intérieure et étrangère excessivement vive, la Suisse reconnaît sans tarder que sa place est avancée sur son temps... — les limites de sa propre croissance, et renonce à vouloir les dépasser. Notre industrie d'exportation devait alors renoncer dans de nombreux cas à conserver ses positions sur les marchés étrangers. Sur le plan intérieur, la politique sociale et le programme d'équipement devaient subir des retards et des coupes. Un tel repli sur lui-même, en pleine période d'essor général, eût significatif pour notre pays une prospérité bien inférieure au niveau acquis en réalité.

2) Les entreprises suisses tentaient de pallier le manque de main-d'œuvre par des investissements massifs en biens d'équipement. Le marché de l'argent et des capitaux aurait enregistré de fortes tensions, et les investissements auraient ajouté à la pression de la demande globale. De ce point de vue, l'immigration étrangère a été une soupape, la solution probablement la moins onéreuse pour maintenir le dynamisme de notre économie.

Facteurs de production

Mais plutôt que de s'arrêter au passé, mieux vaut considérer la situation actuelle de l'appareil productif helvétique, et les répercussions qu'aurait sur lui le départ de plus de 300.000 actifs. En présence d'une pression quasi-permanente de la demande au cours de ces dernières années, l'économie suisse s'est constamment trouvée en situa-

Les étrangers en Suisse

D'où viennent-ils ?

Italie	52 %
Espagne	11 %
RFA	11 %
France	5 %
Autriche	4 %
Autres pays	17 %

Où résident-ils ?

Etrangers popul. totale	17 %
Suisse allemande	697 000
Suisse romande	286 000
Tessin	70 000
Total	1 053 000

Où travaillent-ils ?

Etrangers « actifs » en % (approximatif)	100 %
d'activités	33 %
Industrie	28 %
Bâtiment	11 %
Hôtellerie	26 %
Autres	26 %

Total

* Ces chiffres concernent les étrangers « actifs » et « établis » à fin 1973.

demande (il est consommateur) ; mais le recours massif à la main-d'œuvre étrangère en Suisse a

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Reue Zürcher Zeitung

di

del

17/11 - X - 24

Neue Zürcher Zeitung

Samstag/Sc

Auftritt des Bundesrates zum 20. Oktober
Die Tragweite der dritten Ueberfremdungsinitiative

Bern, 11. Okt. (sda) Angesichts der «außerordentlichen Bedeutung» der Ueberfremdungsinitiative, über die Volk und Stände am 20. Oktober zu befinden haben, hat es der Bundesrat als angezeigt erachtet, die Mitbürger- und Mitbürgerinnen auf die Tragweite dieses Urnenganges hinzuweisen. Bundespräsident Ernst Brugger hat am Freitag mittag über das Radio und abends über das Fernsehen im Auftrage der Landesregierung einen Aufruf erlassen.

Warnung vor gefühlsmäßigen Kurzschlüssen

Bundespräsident Brugger führte unter anderem folgendes aus:

Befürworter und Gegner der dritten Ueberfremdungsinitiative begründen ihre Haltung mit der Sorge um die Zukunft unseres Landes. Im Rahmen unserer demokratischen Ordnung kann jeder seinen Entscheid in voller Freiheit treffen, und auch eine Haltung, die von der unsrigen abweicht, muß voll respektiert werden. In Anbetracht der außerordentlichen Bedeutung des Urnenganges bitten wir aber, sich die Argumente dafür und dagegen gut zu überlegen, gefühlsmäßige Kurzschlüsse zu vermeiden und erst nach gründlicher Abwägung aller Umstände jenen Entscheid zu treffen, den man sich und dem Land gegenüber glaubt verantworten zu können.

Es ist unverkennbar, daß das Ausländerproblem weite Kreise unseres Volkes tief bewegt und daß viele über die Anwesenheit einer großen Zahl von Ausländern beunruhigt sind. Das vertraute Gesicht der Schweiz hat sich für manche verändert. Diese Sorgen sind auch unsere Sorgen. Das soll und darf uns aber nicht davon abhalten, eine abgewogene und vernünftige Lösung der Probleme im langfristigen Interesse unseres Landes zu suchen. Dabei gilt es zu vermeiden, alles, was uns bedrückt, den bei uns anwesenden Ausländern in die Schuhe schieben zu wollen.

Die Roßkur eines Arbeitskräfteabbaus

Der Wohlstand, den wir erreicht haben, ist das Ergebnis von Arbeit, Tüchtigkeit und Initiative. Vorerst gelang es, die von allen befürchtete Krise der Nachkriegszeit abzuwenden. Später konnten die soziale Sicherheit verbessert, die Bildungsmöglichkeiten vermehrt und auch die Einkommen namhaft gelöhben werden. Der wirtschaftliche Fortschritt, von dem wir alle profitieren

haben, war von einer breiten Mehrheit des Schweizervolkes getragen. Heute stehen wir an einem Wendepunkt. Wir müssen die weitere wirtschaftliche und soziale Entwicklung vermehrt den Möglichkeiten unseres Landes anpassen. Das ist beim Programm, das wir uns vorgenommen haben, keine leichte Aufgabe; sie wird fast unlösbar, wenn wir eine zwanzigjährige Entwicklung schlagartig rückgängig machen wollen. In den letzten beiden Jahren hat sich das wirtschaftliche Klima verändert. Alle haben die Auswirkungen der Erdölkrise verspürt. Nahezu sämtliche Länder müssen heute schwer arbeiten und hart kämpfen, um ihre wirtschaftliche Existenz zu sichern. Es ist bis anhin gelungen, die Arbeitsplätze in der Schweiz zu erhalten. Aber auch wir müssen kämpfen, und noch nie hatten wir eine starke und konkurrenzfähige Wirtschaft so nötig wie heute.

Deshalb sollten wir nicht gerade jetzt unsere Wirtschaft in die Roßkur eines Arbeitskräfteabbaus nach dem Muster der Initiative zwingen. In vielen Branchen wäre der Austerlaß so stark, daß der Weiterbestand von Betrieben und zahlreichen Arbeitsplätzen auch für Schweizer in Frage gestellt würde. Besonders nachteilig würde sich die Annahme der Initiative auf die wirtschaftlich weniger entwickelten Regionen unseres Landes auswirken. Wie verträglich das mit unseren derzeitigen Bemühungen, die Wirtschaftskraft gleichmäßiger über das Land zu verteilen? Bremsaktionen seit mehr als zehn Jahren

Dem Bundesrat und auch dem Parlament wird ständig der Vorwurf gemacht, man hätte die Sache treiben lassen und gegen die Ueberfremdung überhaupt nichts getan. Tatsache ist, daß die Bundesbehörden 1963 die erste Bremsaktion einleiteten. Allerdings erwies sich die Bremswirkung als ungenügend. Daher ergriff der Bundesrat 1970 einschneidendere Maßnahmen mit dem Ziel, die Zahl der ausländischen Erwerbstätigen nicht mehr ansteigen zu lassen. Er hat seine Maßnahmen mit aller Härte und gegen alle Widersprüche erfolgreich durchgesetzt. Der Zuwachs ausländischer Arbeitskräfte, der von 1960 bis 1970 266 000 Personen betrug, konnte in den letzten vier Jahren auf Null gesenkt werden. Am 1. August dieses Jahres wurde nun eine weitere Phase eingeleitet. Die gesamte ausländische Wohnbevölkerung, zu der auch Flüchtlinge, Schüler, Praktikanten, Rentner und Familienangehörige zuzurechnen sind, soll vorerst stabilisiert und später vermindert werden. Das ist gleichbedeutend mit einem namhaften Rückgang

der erwerbstätigen Ausländer und einem fast vollständigen Einwanderungsstopp für Industrie und Gewerbe.

Der Bundesrat hat also sein Versprechen erfüllt; er wird es auch in Zukunft halten.

Belastete Außenbeziehungen

Besondere Sorgen machen uns die Beziehungen nach außen. Gewiß dürfen auch wir unsere nationalen Interessen verfolgen, genau wie jedes andere Volk, und wir tun es auch. Das bedeutet einerseits Willen zur Eigenart, aber andererseits Bereitschaft zur guten Nachbarschaft und zum freien Austausch von Ideen, Kulturleistungen und Diensten. Wir gelten als ein Raum von Freiheit und Recht, als ein Land von Treu und Glauben. Wie verträglich das mit der Tatsache, daß wir bereits gewährte Niederlassungsrechte rückgängig machen und bereits erworbenes Recht als null und nichtig erklären müßten? Ein Recht übrigens, das in genau gleicher Weise auch unsern Auslandschweizern zukommt. Wie können wir ihre Stellung und ganz allgemein die Rechte und Anliegen der Schweiz im Ausland verteidigen, wenn jedermann unsere Rechtsstaatlichkeit und unsere humanitäre Gesinnung anzweifeln kann? Unabsehbar sind aber auch die materiellen Folgen für ein Land, das hinsichtlich Rohstoff- und Energieversorgung so stark auf die internationale Zusammenarbeit angewiesen ist und das einen großen Teil seiner Produkte auf der ganzen Welt verkaufen muß.

Nicht minder schwerwiegend sind aber auch die menschlichen Probleme, die entstehen werden, wenn wir in einer kürzeren Zeit mehr als eine halbe Million Männer, Frauen und Kinder wegweisen müssen, auch solche, die schon mehr als zehn Jahre bei uns sind. Schon die heutige Regelung zwingt zu menschlichen Härten. Eine Initiative aber würde die ausländischen Arbeitskräfte zum größten Teil in das Elend der Arbeitslosigkeit in ihrer Heimat stoßen, weil es für diese Länder unmöglich ist, in so kurzer Zeit so viele neue Arbeitsplätze zu schaffen. Wie würden wir eigentlich reagieren, wenn uns das selber passieren würde? Und im übrigen: Gehört Menschlichkeit nicht zu den tragenden Kräften unserer



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA

Ritaglio dal Giornale

schweizerischen Staatsidee, eine Menschlichkeit, wie sie uns von großen Vorbildern vorgelebt worden ist. Man hört nun allerdings, und zwar aus Kreisen, den Befürworter, man könne durch Maßnahmen im Notrecht die schädlichen Auswirkungen der Initiative mildern. Das hätte man sich früher überlegen sollen. Wir haben über die Initiative abzustimmen und über nichts anderes. Die Anwendung von Notrecht zur Aenderung eines Volksentscheides wäre undemokratisch. Sie kommt nach Auffassung des Bundesrates nicht in Frage.

O VII

..... del

Maßlosigkeit der Initiative

Zusammenfassend ist zu sagen, daß die dritte Ueberfremdungsinitiative maßlos ist. Maßlos sind die Zahlen, die sie enthält, maßlos ist aber auch die Frist, innert welcher der Abbau erfolgen soll. Der Preis, den wir für einen solchen Kraftakt zu bezahlen hätten, ist viel zu hoch. Sie ist nicht nötig, denn das Ueberfremdungsproblem kann schrittweise gelöst werden. Der Sinn für das Maß und das Verantwortbare war bis jetzt eine gutschweizerische Eigenart und hat uns vor manchem Unglück bewahrt.